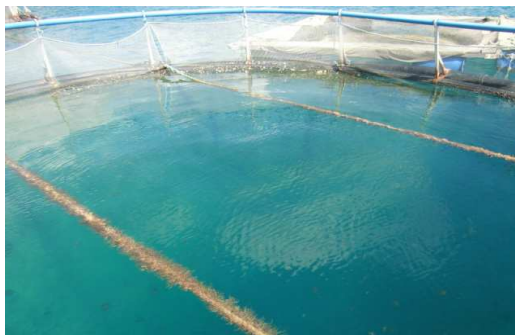




Région Martinique



Plan de compensation des surcoûts pour les produits de la pêche et de l'aquaculture de la Martinique



SOMMAIRE

1. Le contexte martiniquais du plan de compensation.....	4
1.1 Introduction	4
1.2 Description de la filière pêche	7
1.2.1 Description de l'environnement régional.....	7
1.2.2 Présentation de la filière.	9
1.2.3 Le secteur aujourd'hui : forces et faiblesses, opportunités et menaces du secteur.....	16
1.2.4 Volumes de production, plan et éligibilité	19
1.3 Description de la filière aquaculture	20
1.3.1 Description de l'environnement régional.....	21
1.3.2 Descriptif du secteur.....	22
1.3.3 Analyse AFOM de l'aquaculture martiniquaise	26
1.3.4 Volumes de production, plan et éligibilité	28
1.4 La transformation et la commercialisation.....	29
1.4.1 Spécificités régionales.....	29
1.4.2 Caractéristiques du secteur.....	29
1.4.3 Analyse des atouts, faiblesses opportunités et contraintes du secteur de la commercialisation.....	32
1.4.4 L'importation des produits de la mer.....	33
1.4.5 Volumes de production, plan et éligibilité	33
1.5 La structuration de la filière Pêche et Aquaculture.....	35
1.5.1 L'AFIPAM	35
1.5.2 Les bénéficiaires finaux	36
1.5.3 Les structures porteuses	36
1.6 Présentation des mesures	39
1.6.1 Les contraintes spécifiques	39
2. Identification des produits de la pêche et de l'aquaculture ou catégories de produits donnant droit à une aide	41
2.1 Pêche.....	42
2.2 Aquaculture	43
2.3 Transformation et commercialisation	43
3. Identification des opérateurs	43
4. Niveau de compensation des surcoûts, calculé par produit ou par catégorie de produits.....	44
4.1 LA PECHE	44
4.1.1 Tableaux de synthèse pêche.....	44
4.1.2 Descriptif des postes budgétaires.....	84
4.2 L'AQUACULTURE	94
4.2.1 Données technico-économiques des élevages	94
4.2.2 Tableaux de synthèse aquaculture.....	96
4.2.3 Descriptif des postes budgétaires.....	101
4.3 LA COLLECTE.....	115
4.4 LA PREMIERE TRANSFORMATION	115
4.4.1 Tableau de synthèse	116
4.4.2 Descriptif des postes budgétaires.....	122
4.5 LA SECONDE TRANSFORMATION	125
4.5.1 Tableau de synthèse	126

4.5.2 Descriptif des postes budgétaires.....	130
4.6 LA COMMERCIALISATION DE DETAIL.....	132
4.6.1 Tableaux de synthèse	134
4.6.2 Descriptif des postes budgétaires.....	139
4.7 LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS D'AQUACULTURE PAR LES PRODUCTEURS	142
4.7.1 Tableaux de synthèse	143
4.7.2 Descriptif des postes budgétaires.....	146
4.8 ESTIMATION DES SURCOUTS SUR LA PERIODE 2014 - 2020.....	148
5. Identification des autorités compétentes	150
6. Financement supplémentaire aux fins de la mise en œuvre du plan de compensation (aide d'État)	150
6.1 L'aide à l'organisation et à la professionnalisation des filières	150
7. Stratégie d'action du plan de compensation 2014-2020.....	151
7.1 Dispositif de mise en œuvre et de suivi du plan de compensation 2014-2020	151
7.2 Fiches mesures.....	154

ABREVIATIONS UTILISEES

AFIPAM	Association de préfiguration interprofessionnelle de la filière pêche aquaculture en Martinique
AOT	Autorisation d'occupation temporaire
CIF	Cost, insurance, freight (incoterm)
CRPMEEM	Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Martinique
DCP	Dispositifs de concentration du poisson
DM	Direction de la Mer
DPM	Domaine public maritime
GMS	Grandes et moyennes surfaces
GO	Gasole
FH	France hexagonale
FCL	Full Container Load (Conteneur complet)
IC	Indice de conversion alimentaire
M	Martinique
MEDDE	Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie
MIN	Marché d'intérêt national
PF	Produit fini / frais
PRDAPM	Plan Régional de Développement de l'Aquaculture et de la Pêche de Martinique
RUP	Région ultrapériphérique
SIH	Système d'information halieutique
SSP	Super sans plomb
TCIPE	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques
TFUE	Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne
ZEE	Zone Economique Exclusive

1. Le contexte martiniquais du plan de compensation

1.1 Introduction

A l'instar de la Guadeloupe, la Guyane française, la Réunion, Saint-Martin, Mayotte, les Açores, Madère et les îles Canaries, la Martinique est une région ultrapériphérique (RUP) de l'Union dont les caractéristiques spécifiques sont reconnues par l'article 349 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne (TFUE). Ce statut de RUP atteste de la spécificité de ces régions par rapport aux autres régions de l'Union européenne.

La Martinique se caractérise ainsi par :

- un très grand éloignement par rapport au continent européen (6.858 km de l'hexagone). Cet éloignement engendre un déficit d'accessibilité et par conséquent, un surcoût des produits et services ainsi que des frais de stockage très important. De plus, bien que située dans l'espace Caraïbe, la Martinique a aussi du mal à s'insérer dans son voisinage de proximité, quasi-exclusivement composé de pays tiers de l'Union européenne dans lesquels prévalent des conditions économiques et sociales très différentes et le plus souvent défavorables à sa compétitivité ;
- Une insularité et une faible superficie qui limitent la taille du marché local et induisent une dépendance vis-à-vis de l'importation. En effet, cette étroitesse du marché impacte directement la compétitivité de la production locale réduite à un petit nombre de produits entraînant une dépendance économique vis-à-vis des produits importés.
- Un climat difficile et une vulnérabilité face au changement climatique et aux phénomènes météorologiques extrêmes qui induisent d'importants surcoûts en termes d'adaptation et de protection des infrastructures et des populations ;
- Un relief difficile qui induit lui aussi d'importants surcoûts en termes de transport intérieur et qui se caractérise par une grande hétérogénéité de son aménagement économique et social.

L'ensemble de ces facteurs engendre pour l'économie locale :

- une dépendance aux approvisionnements extérieurs (matières premières, emballages, équipements de production, ...) ;
- une absence d'économies d'échelle significatives compte tenu de la taille du marché ;
- un besoin important d'équipements de stockage ;
- une très forte vulnérabilité à la concurrence des importations.

La permanence, le cumul et la combinaison de ces caractéristiques constituent des freins au développement économique de la Martinique et fragilisent l'émergence des potentiels de croissance existants, seuls garants, in fine, d'une cohésion sociale et territoriale pérenne. Cette réalité justifie un traitement spécial et différencié, tel prévu par l'article 349 du TFUE.

Dans le contexte socio-économique défavorable de la Martinique, aggravé par son ultra périphéricité, où le taux de chômage dépasse les 20 % de la population active et affecte plus de 60% des jeunes de moins de 25 ans, l'affaiblissement de la filière économique "Pêche et Aquaculture" ne peut que détériorer les conditions de vie des populations dépendantes de ces activités et aggraver plus encore les phénomènes d'exclusion sociale.

Par conséquent, la compensation des surcoûts que subissent les opérateurs lors de la pêche, de l'élevage, de la transformation et de l'écoulement de certains produits de la pêche et de l'aquaculture provenant des régions ultrapériphériques visées à l'article 349 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, est tout à fait justifiée.

Mise en cohérence du PCS avec la stratégie pêche/aquaculture de la Martinique

Le plan régional de développement de la pêche et de l'aquaculture en Martinique (PRDAPM) a permis de définir les grands axes de la stratégie du territoire vis-à-vis de ces deux secteurs économiques, déclinée en 6 axes stratégiques et 44 actions visant à améliorer la gouvernance, structurer et professionnaliser les entreprises, moderniser les outils de production, trouver des solutions de production respectueuses de l'environnement, développer une politique de formation anticipant l'évolution des métiers.

Le document « Contribution de la Région Martinique à l'élaboration du Programme Opérationnel du FEAMP » reprend cette stratégie et ces actions en les mettant en cohérence avec les objectifs de la PCP et les mécanismes d'aides financières offertes par le FEAMP.

Le Plan de Compensation des surcoûts ne vient pas directement en réponse à ces actions, mais fait partie des mesures du FEAMP que la Martinique entend mobiliser en tant que Région Ultrapériphérique comportant certaines spécificités (étroitesse des marchés locaux, insularité, aléas climatiques), afin de renforcer la compétitivité et la viabilité de ses entreprises de pêche et d'aquaculture.

Ce plan de compensation doit être en cohérence avec le PRDAPM et par là même conditionner les compensations à une implication des bénéficiaires dans des pratiques vertueuses et durables de pêche et d'aquaculture.

Les objectifs du plan seront ainsi les suivants:

Structurer les filières :

- par la mise en place de structures collectives qui joueront le rôle de relai d'information (collecte des factures auprès des producteurs) et de relai financier (versement des compensations) dans le mécanisme des compensations. L'AFIPAM, association de préfiguration de l'interprofession pêche aquaculture pourra à terme jouer ce rôle.
- en désignant quelques points de débarquement définis permettant le suivi quantitatif et qualitatif des volumes débarqués

Améliorer la compétitivité des filières :

- en soutenant l'effort de pêche sur les grands pélagiques, dont les stocks sont en bonne santé et dont la valeur commerciale est élevée. Cette incitation à aller pêcher sur les DCP, où la ressource est abondante et de valeur, ne doit pas pour autant pénaliser les pêcheurs côtiers qui font face eux aussi à une problématique de rentabilité. L'ensemble des métiers de pêche seront donc éligibles aux compensations, et la préservation du plateau côtier martiniquais devra être organisée par la mise en place d'autres mesures de gestion de la pêche garantissant une exploitation durable de la ressource côtière (par exemple la mise en place d'une réglementation de l'exercice de la pêche côtière)
- en soutenant les coûts de fonctionnement des exploitations aquacoles, leur permettant ainsi d'être plus compétitives sur le marché local et à terme sur le marché antillais.

- en favorisant la création de valeur ajoutée dans la filière. La seconde transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture, quand elle vient dans le prolongement direct du métier de pêcheur ou d'aquaculteur et gérée par ces derniers, pourra être éligible à compensation.

Garantir la durabilité et la traçabilité des filières :

- en assurant le suivi de la production par l'application effective des déclarations obligatoires de capture par les pêcheurs.
Ce point constitue une première étape essentielle à la connaissance des volumes pêchés par espèce et par métier. L'accès aux compensations constitue une incitation forte pour les pêcheurs à s'engager dans cette pratique.
- en généralisant une approche comptable de l'activité des entreprises.
Le manque de données comptables constitue un handicap à l'estimation des captures réelles et à l'analyse de la performance financière des entreprises, donc de leurs besoins en support technique et financier. En complément de la mise en place de déclarations de captures, les compensations ne devront être attribuées qu'aux entreprises capables de présenter des factures de vente en bonne et due forme.
- en garantissant la qualité sanitaire des produits de première transformation :
Actuellement les producteurs (aquaculteurs et pêcheurs) se chargent directement d'une première transformation de leur produit (écaillage, éviscération) dans des conditions sanitaires parfois non conformes. De même de nombreux opérateurs de commercialisation effectuent une première transformation des produits de la pêche. Il serait donc souhaitable de conditionner l'obtention de compensation des coûts de transformation au respect des normes sanitaires.
- en adoptant des méthodes durables d'exploitation (mesures techniques) :
La mise en place d'une véritable interprofession, aujourd'hui représentée par la structure de préfiguration Afipam, permettra la définition de chartes de pratiques durables pour la pêche et l'aquaculture (contraintes accrues sur les engins de pêche, licences de pêche, contrôle). L'octroi de compensation sera conditionné à l'adhésion des producteurs à ces cahiers des charges sans pour autant exclure a priori quelque catégorie d'opérateurs que ce soit.
- en participant à la pérennisation des entreprises aquacoles en leur permettant de prévenir et/ou mieux faire face à certains aléas résultant aujourd'hui à la perte totale du cheptel.

Pérenniser les emplois :

- dans le contexte actuel de durcissement des marchés, des réglementations européennes et des standards de qualité, il est indispensable d'inciter la filière à élever ses niveaux de bonnes pratiques et de professionnalisation et à l'accompagner financièrement afin de préserver les emplois qui en dépendent et créer de nouvelles vocations. L'adhésion des producteurs à une charte de bonnes pratiques halieutiques et aquacoles, pré-requis à toute compensation de leurs surcoûts, interviendra comme levier de cette démarche vertueuse.

Amoindrir l'impact chlordécone :

- l'extrême rémanence – estimée à 700 ans - du chlordécone dans les sédiments est une donnée qui implique une remise en cause de certaines productions. La fermeture de certaines zones de pêche (voir paragraphe 1.2.1. ci-dessous), et l'arrêt de la quasi-totalité des élevages de crevette d'eau douce en sont les principales conséquences. Cette situation nécessite une réorganisation des filières halieutique et aquacole. Les pêcheurs concernés voient s'accroître leur route vers les zones de pêche autorisées aux dépens de leur revenu net. Les aquaculteurs qui ont dû cesser leur activité envisagent difficilement de poursuivre ce métier. Ils doivent donc être encouragés et accompagnés dans le redémarrage d'une autre activité aquacole ou de cette activité vers des zones non contaminées (actions 32-34 du plan chlordécone). Pour les professionnels martiniquais l'impact est donc très significatif. Il l'est également pour la Martinique qui voit s'effriter son objectif d'auto approvisionnement en produits aquatiques. Le plan de compensations est donc un outil essentiel pour amoindrir cet impact environnemental.

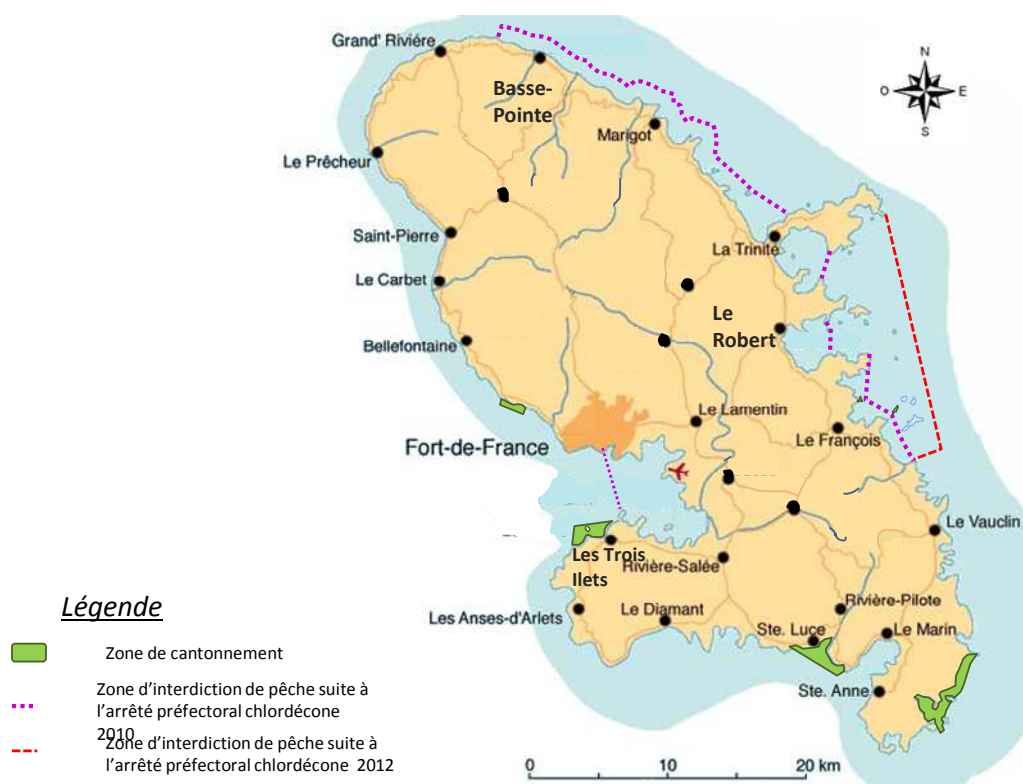
Le plan de compensation doit également être incitatif pour la création de valeur ajoutée dans les filières. Ainsi, la seconde transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture, quand elle vient dans le prolongement direct du métier de pêcheur ou d'aquaculteur et gérée par ces derniers, pourra être éligible à compensation.

1.2 Description de la filière pêche

1.2.1 Description de l'environnement régional.

Zone de pêche

Du fait de son caractère insulaire, la pêche est un secteur d'activité important pour la Martinique, bien qu'il soit limité par l'étroitesse de la zone économique exclusive (ZEE) française dans cette région des Caraïbes, la Martinique dispose d'une ZEE de 47 640 km².



75% des activités de pêche se concentrent à moins de 12 miles de la côte et l'est est la zone la plus fréquentée par les navires de pêche.

Afin de préserver la ressource côtière, le Comité Régional des pêches Maritimes et des Elevages Marins a mis en place des zones de cantonnement.

Suite aux arrêtés préfectoraux chlordécone de 2010 et 2012 des zones d'interdiction de pêche ont été définies. Celles-ci privent les professionnels de plus de 33% de la zone côtière dans la sonde des 20 m. La durabilité, la dynamique d'évolution spatio-temporelle de cette pollution et l'étroitesse du plateau continental de la Martinique imposent de redéployer l'effort de pêche vers le large et de moderniser des flottes.

Cette nouvelle cartographie des zones de pêches, et l'adaptation nécessaire des navires et des métiers à cette nouvelle donne représentent un enjeu majeur pour la politique des pêches martiniquaise ainsi que pour la mise en œuvre du FEAMP en Martinique.

Spécificités de la zone géographique

La Martinique est située dans l'arc des petites Antilles, entre l'océan Atlantique et la mer des Caraïbes. L'environnement marin est marqué par son caractère tropical tempéré par les alizés, vents qui peuvent cependant devenir violents en cas de perturbations cycloniques.

Elle connaît deux saisons : une dite sèche, le carême (décembre - avril), où le temps est relativement frais et sec ; et une autre dite humide, l'hivernage (mai - novembre), saison qui concentre les perturbations météorologiques (ondes, tempêtes, ouragans, ...).

La Martinique est une île d'origine volcanique d'une superficie de 1 128 km² dotée d'un relief particulièrement accidenté et d'une forte densité de population (255 hab. /km²).

Elle se caractérise par une grande hétérogénéité de son aménagement économique et social. Cette hétérogénéité découle de la persistance d'un faible niveau de développement de nombreuses zones et se traduit par une paupérisation qui a pour conséquence de renforcer la précarité des conditions de vie des personnes les plus défavorisées et d'entraîner une marginalisation économique et sociale de franges importantes de la population.

La plupart des zones en difficultés est tributaire des activités de pêche et l'emploi induit par la filière représente souvent plus de 20% des emplois masculins de ces communautés (source : Etats généraux de 2009).

1.2.2 Présentation de la filière.

Historique et évolution du secteur

Description du secteur et rappel des données historiques pour les différents types de pêche.

La pêche martiniquaise est caractérisée par une majorité de petits navires qui pratiquent une pêche artisanale dans la ZEE martiniquaise et par un petit nombre de navires exerçant leur activité sur le plateau continental guyanais.

La flotte de pêche est composée de 1 206 navires de pêche enregistrés auprès de la Direction Régionale des Affaires Maritimes (DRAM, 2013). Cette flottille représente 15 % de la flottille de pêche française et env. 45 % de la flottille des D.O.M.

Au cours des 20 dernières années, la flottille est restée relativement stable avec une moyenne autour de 1 100 navires.

Les types de pêches

Pour rappel, le type de pêche pratiqué par une flottille est séparé en 4 catégories (Source : art. 4 Décret n°93-1342 du 28 décembre 1993 relatif aux conditions d'exercice des fonctions de capitaine et d'officier à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance) :

- petite pêche : sortie inférieure à 24 h
- pêche côtière : sortie comprise entre 1 et 4 jours
- pêche au large : sortie comprise entre 4 jours et 20 jours
- grande pêche : navires de plus de 150 tonneaux de jauge brute dont les marées durent plus de 20 jours

Le tableau ci-après présente la répartition de la flotte par type de pêche :

Tableau 1 / répartition de la flotte martiniquaise active par type de pêche

Type de pêche	Nombre de navires	%
Petite pêche	914	98,5
Pêche côtière	7	0,8
Pêche au large	7	0,8
Grande pêche	0	0
Total	928	100

(Source DM 2 014)

N.B. : Ces données ne concernent que les navires actifs à la pêche qui représentent environ 75% de la flottille de pêche martiniquaise. (voir donnés des Tableaux 2 et 4 et 6 pour l'ensemble de la flottille)

En Martinique, 98,7 % des navires pratiquent essentiellement une pêche côtière à la journée. Les autres pêchent soit sur des DCP au large ou sur le plateau continental guyanais.

La taille des navires

En 2013 la flottille comprenait 86.3 % de navires d'une longueur inférieure à 8 m.

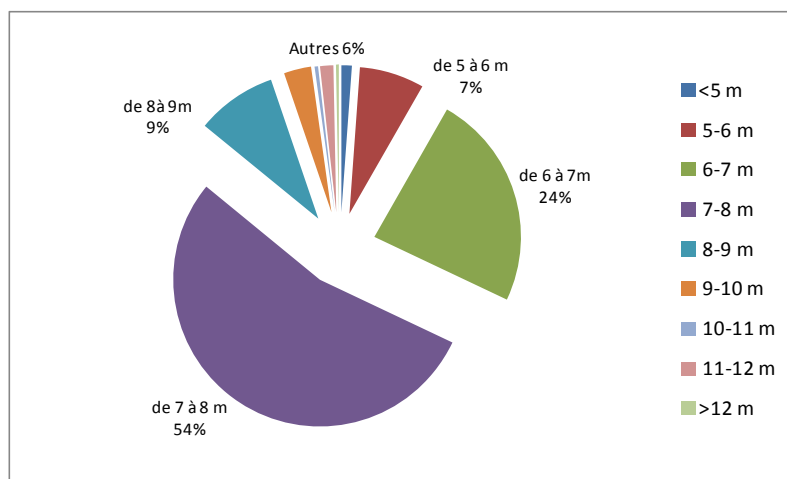
Le tableau ci-après récapitule l'ensemble des données pour la Martinique :

Tableau 2 : répartition des navires par longueur

Longueur hors tout	Nombre	
- de 5 m	15	1051 86.3 %
de 5 à 6 m	89	
de 6 à 7 m	289	
de 7 à 8 m	658	
de 8 à 9 m	106	161 13.2 %
de 9 à 10 m	32	
de 10 à 11 m	5	
de 11 à 12 m	18	
12 m et +	6	6 0.5%
Total	1 218	

(Source : Ifremer SIH, 2013)

Figure 1 : Représentation graphique de la taille des navires (Ifremer SIH 2013)



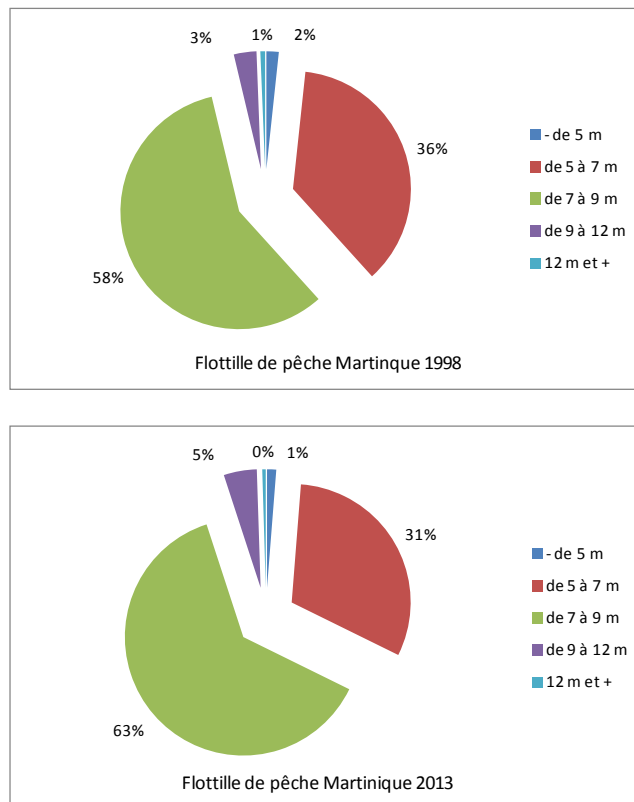
Malgré les différentes évolutions de la taille des navires entre 1 999 et 2 014, la structuration globale de la flottille de pêche a très peu changé à l'exception des navires de 9 à 12 m passés de 28 à 60 unités :

Tableau 3 : Evolution de la flotte entre 1 999 et 2 014

Longueur hors tout	Evolution de 1 999 à 2 014
- de 5 m	- 32%
de 5 à 7 m	-20%
de 7 à 9 m	+3%

de 9 à 12 m	+38%
12 m et +	-25%

Figure2 : Représentation graphique des flottilles entre 1 999 et 2 014



(Source SIH IFREMER, 2014)

L'âge des navires

Les navires les plus jeunes sont respectivement ceux de 8 à 9 m, de plus de 12 m et ceux de 9 à 10 m.

Tableau 4 : Age moyen des navires en 2 014

Longueur hors tout	Nombre	Age moyen
- de 5 m	14	13
de 5 à 6 m	87	17
de 6 à 7 m	290	17
de 7 à 8 m	658	18
de 8 à 9 m	108	8
de 9 à 10 m	37	13
de 10 à 11 m	5	18
de 11 à 12 m	18	17
12 m et +	4	15
Total	1 221	15,1 ans

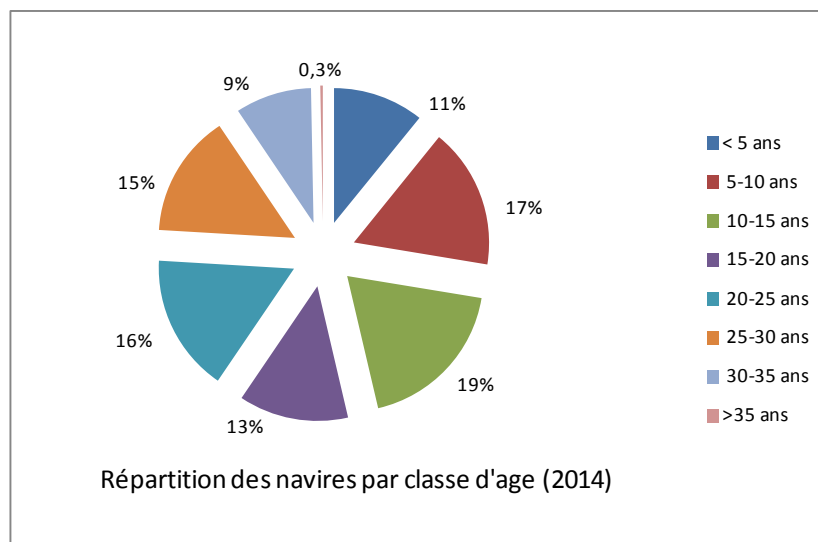
(Source : Registre de la flotte communautaire, 2014)

Tableau 5 : Répartition des navires / classe d'âge

Tranche d'âge (années)	< 5	< 10	< 15	< 20	< 25	< 30	< 35	> 35
Nombre (2010)	123	188	175	198	217	134	40	37
Nombre (2014)	132	205	229	160	201	179	111	4

(Source DRAM, 2 010 et 2014)

Figure 3 : Répartition des navires / classe d'âge



(Source : Registre de la flotte communautaire, 2014)

L'âge moyen des navires en France hexagonale est de 20 ans alors que l'âge moyen des navires martiniquais est de 15 ans.

L'activité des navires

Beaucoup de navires inscrits au P.O.P. (Programme d'Orientation Pluriannuel des flottes de pêches) ne sont pas armés. Ceux qui sont armés à la pêche sont dits actifs. D'un point de vue réglementaire, on considère comme actif un navire armé ou désarmé de moins de 6 mois.

Tableau 6 : Activité des navires

Activité	Nombre de navires	%
Navires actifs à la pêche	833	68.4
Navires inactifs à la pêche	385	31.6
Total	1218	-

(Source DRAM et SIH IFREMER, 2 013)

31.6 % des navires sont en inactivité ; en effet, le faible niveau de rentabilité de la pêche pousse beaucoup d'armateurs à exercer d'autres métiers.

La répartition des navires sur le territoire

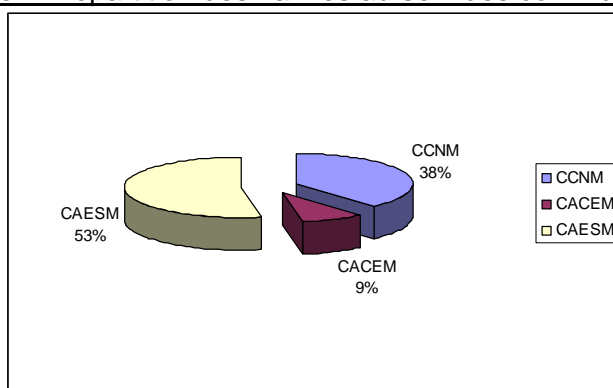
Historiquement, l'implantation des marins pêcheurs a été dépendante de l'accès à la ressource et des caractéristiques géomorphologiques des côtes (abris naturels, étendue du plateau insulaire,...). Le nombre de navires actifs est plus important sur la bande côtière s'étalant du Vauclin à la Trinité soit environ 37 % du nombre total de navires actifs.

Cette zone à l'est de la Martinique (sud-est/centre-est) est malheureusement la zone la plus touchée par la pollution à la chlordécone. La répartition au sein des communautés est la suivante :

Tableau 7 : Nombre de navires par communautés d'agglomérations

<u>Communautés</u>	<u>Nombre</u>	<u>%</u>
CAP NORD (ex CCNM) (nord)	341	38,3
CACEM (centre)	80	9
CAESM (sud)	470	52,7

Figure 4 : répartition des navires au sein des communautés



La Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud de la Martinique (CAESM) rassemble plus de 52 % des navires actifs sur 10 des 12 communes avec une forte concentration sur les communes du François, des Anses d'Arlet et du Vauclin (chacune représentant près de 10 % du nombre total de navires actifs en Martinique).

Les territoires des communautés CAP NORD et CAESM sont les zones les plus touchées par des handicaps naturels et démographiques, graves et permanents, et par la pauvreté. Ils sont de plus éloignés de la zone centre de la Martinique qui est le plus grand bassin de commercialisation. Cette concentration de l'activité commerciale et économique est à l'origine d'importants flux quotidiens entraînant un engorgement du réseau routier vers le centre.

Répartition des navires en mer par gradient

La notion gradient est définie d'après IFREMER de la manière suivante :

- côtier : navire exerçant plus de 75 % de son activité dans la zone des 12 milles
- Mixte : navire exerçant entre 25 et 75 % de son activité dans la zone des 12 milles
- Large : navire exerçant plus de 75 % de son activité hors de la zone des 12 milles

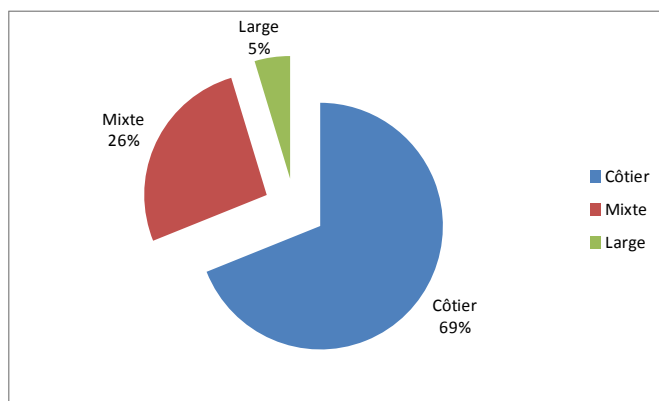
Tableau 8 : Nombre de navires par gradient

<u>Rayon d'action</u>	<u>Nombre de navires</u>
Côtier	574
Mixte	220

Large	39
Total	833

(source: SIH IFREMER 2013)

Figure 5 : pourcentage de navires par gradient



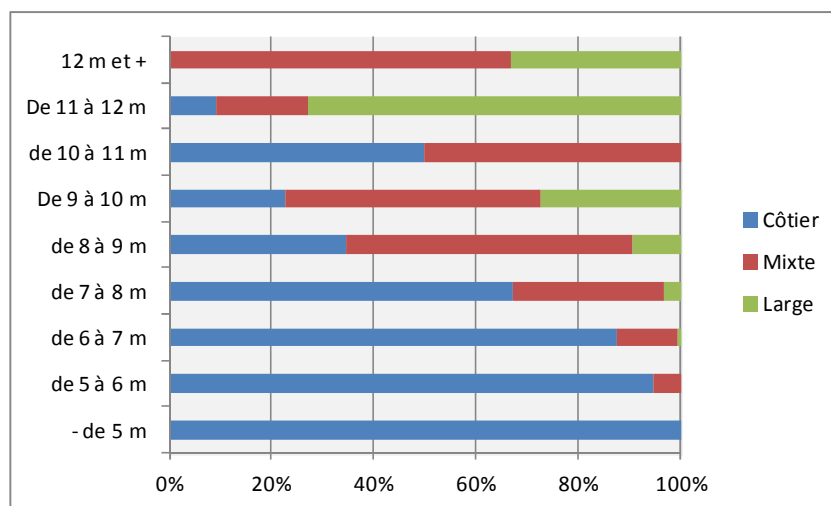
Environ 85% des navires pratiquent l'essentiel de leur activité dans la zone des 12 milles nautiques. Par conséquent, une grande partie de la ZEE est très peu exploitée ce qui laisse à la flotte martiniquaise de nombreuses possibilités de pêche. Le tableau ci-après présente l'interaction entre la longueur des navires actifs et le rayon d'action :

Tableau 9 : Interaction entre la longueur des navires actifs et le gradient

Longueur hors tout	Total	Côtier	Mixte	Large
- de 5 m	6	5		-
de 5 à 6 m	57	54	3	-
de 6 à 7 m	193	169	23	1
de 7 à 8 m	464	312	136	16
de 8 à 9 m	75	26	42	7
De 9 à 10 m	22	5	11	6
de 10 à 11 m	2	1	1	-
De 11 à 12 m	11	1	2	8
12 m et +	3	-	2	1
Total	833	574	220	39

(Source SIH IFREMER, 2013)

Graphique 1 : Pourcentage de navires par gradient en fonction de leur taille



(Source SIH IFREMER, 2 013)

L'étude de répartition des flottes en fonction du rayon d'action ci-après permet de comparer en termes d'usage et d'usure un segment de flotte européenne et la flotte martiniquaise.

La relation entre la taille et le rayon d'action est évidente. Les navires martiniquais ont un rayon d'action plus important par rapport aux navires de même taille en France hexagonale ce qui entraîne une usure plus importante (mécanique soumise à des conditions de pleine mer en conditions tropicales).

La production halieutique

Les navires martiniquais produisent uniquement des produits frais

Tableau 10 : Production halieutique en Martinique

Période	Production (t)
2014	1 241

(DM Martinique, 2014)

Production halieutique par types de métiers en fonction des techniques de pêche pratiquées

Les techniques de pêche utilisées varient en fonction des espèces recherchées et peuvent être regroupées en trois principales approches:

- soit, la proie est recherchée à l'aide d'engins qui traquent et enserrant le poisson, le crustacé ou le coquillage (senne de plage, filet maillant encerclant, senne tournante encerclante, plongée en apnée)
- soit, le poisson (ou autre espèce) est attiré par un appât (ou autre méthode), puis capturé au moyen d'un hameçon ou d'un piège (ligne traînante, ligne à main, palangre de fond, casier)
- soit des pièges sont placés dans les zones fréquentées par l'espèce ciblée (casier, filet maillant fixe, trémail, filet maillant dérivant).

On regroupe les engins de pêche en 2 types : actifs (utilisés pour la première approche) ou passifs (utilisés dans le cadre de la deuxième et de la troisième approche).

1.2.3 Le secteur aujourd'hui : forces et faiblesses, opportunités et menaces du secteur.

L'une des principales caractéristiques de la pêche en Martinique réside dans le fait qu'elle est exclusivement artisanale. Elle se concentre pour partie sur les espèces du plateau insulaire (lambis, langoustes, mérous, vivaneaux) et d'autres espèces liées aux récifs coralliens regroupées sous le vocable (« poissons rouges »). En zones côtières, les ressources halieutiques sont principalement composées de poissons, crustacés et mollusques dépendants des récifs coralliens et de leurs écosystèmes. Il faut noter que la biodiversité de ces zones est très riche, mais la productivité des espèces y est limitée du fait de l'étroitesse du plateau. En ce qui concerne la pêche des pélagiques, les ressources sont composées essentiellement d'espèces hauturières migratrices (comme le thon, le marlin et la dorade coryphène, ...).

La pêche côtière est pratiquée presque exclusivement avec des embarcations de moins de huit mètres, appelées «yoles». En moyenne, les navires mesurent 7,2 mètres, sont âgés de 17 ans et comptent un équipage de deux pêcheurs. Les engins de pêche les plus utilisés pour ce type de pêche sont les casiers, les filets et les lignes à main.

Une des spécificités de la pêche des grands pélagiques vient du fait qu'elle utilise presque exclusivement des lignes de traîne (notamment autour des dispositifs de concentration de poissons, ou DCP). Il convient de remarquer que la technique de fabrication des DCPancrés s'est améliorée d'année en année, ce qui a permis à l'activité « pêche au large » de se développer.

Néanmoins, le secteur de la pêche au large a pu se développer grâce au Fonds européen pour la pêche et à l'assistance du CRPME (notamment sur des questions techniques). Ce type de pêche est d'ailleurs celui qui est le plus productif.

Concernant les infrastructures portuaires, on dénombre huit ports de pêche et seize aménagements pour la pêche d'intérêt départemental (APID).

En Martinique, le secteur est une source d'emplois non négligeable, dans une région fortement touchée par le chômage, mais les chiffres varient en fonction des sources. Au 31 décembre 2011, l'IFREMER recensait 1817 marins embarqués sur les 860 navires actifs. Mais il faut par ailleurs noter l'existence d'un assez grand nombre de pêcheurs journaliers informels ou occasionnels, dont la présence crée des tensions à l'intérieur du secteur. .

Dans le secteur pêche se pose le problème de renouvellement de la profession; en effet une majorité de professionnels est âgée de 60 ans et plus.

Tableau 13 : Valeur des ventes de la pêche martiniquaise

	Martinique*	France ¹
Production (t)	1241	198200
Valeur (M €)	10.7	599
Prix moyen (€/kg)	8,63	3,02

Sources :

Pour données Martinique :

* DM / IFREMER SIH 2010

Données France : FranceAgriMer 2013

¹ uniquement pêche fraîche déclarée en halle à marée par bateaux français

La comparaison entre le prix moyen de vente entre la Martinique et la France hexagonale illustre le fossé qui existe entre production locale et production hexagonale et influe directement sur la compétitivité des entreprises martiniquaises.

Par ailleurs, le fossé entre les prix de vente des produits importés des pays-tiers (vente GMS autour de 2,5/3 euros) et des produits locaux tend à s'agrandir sur notre marché intérieur. Ces importations sont favorisées par les récents accords de libre-échange avec les pays ACP et du CARICOM que viennent de parapher l'Union Européenne. De plus, la plupart de ces pays tiers ont des coûts salariaux et de carburant (Alliance PetroCaribe) bien inférieurs à ceux pratiqués en Martinique. Donc la production halieutique locale est exposée à la concurrence directe de ces pays voisins.

La valeur ajoutée de la pêche

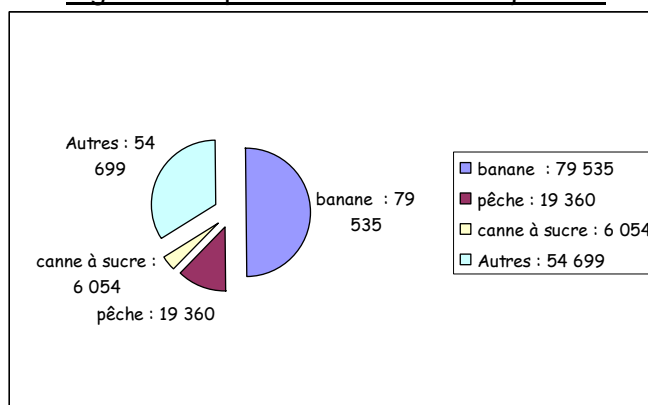
Le secteur primaire en Martinique a généré 2,4 % de la création de richesse avec une valeur ajoutée de 159 millions d'euros pour l'année 2 008 (source IEDOM, 2 012). La répartition de la valeur ajoutée par secteur primaire est la suivante :

Tableau 14 : valeur ajoutée de la production primaire

Secteur	Valeur ajoutée (M€)	%
Banane	79 535	49,8 %
Pêche	19 360	12,1 %
Canne à sucre	6 054	3,8 %
Autres	54 699	34,3%

(source IEDOM, 2 012)

Figure 9 : répartition des valeurs ajoutées



(Source IEDOM, 2012)

La pêche représente donc la seconde activité créatrice de valeur du secteur primaire derrière la production de banane, et devance celle de la canne à sucre, autre production emblématique martiniquaise.

(Pour l'analyse AFOM nous n'avons retenu que les éléments en rapport avec la stratégie du PCS)

Tableau 15 : Analyse AFOM de la pêche martiniquaise

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Marché soutenu par une forte demande locale ▪ Une fraîcheur et une qualité gustatives des produits locaux appréciées de la clientèle ▪ Professionnalisation par la formation ▪ Pêche artisanale en circuit court considérée comme très importante pour l'identité culturelle régionale, le paysage, la cohésion sociale et l'attractivité touristique ▪ Filière participant à l'autosuffisance alimentaire ▪ Efforts de mise en place d'un mode d'exploitation durable et de modernisation (cantonnements de pêche, marchés aux poissons et étals de vente) ▪ Existence du Système d'Informations Halieutiques (SIH) ▪ Existence d'infrastructures portuaires sur l'ensemble du territoire (8 ports de pêche et 16 aménagements portuaires d'intérêt départementaux) ▪ Existence d'une coopérative d'avitaillement 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Des retards de structuration collective de la filière ▪ Fortes contraintes réglementaires peu adaptées au statut de RUP (aucun appui à l'acquisition de navire, difficultés pour un redéploiement de l'effort de pêche côtière vers la pêche au large => limitation importante de l'accès à la ressource pélagique, ...) ▪ Faible compétitivité des filières pêches subissant une concurrence forte des pays voisins à bas coûts (Accords de partenariat économique- APE) ▪ Pollution des eaux marines par la chlordécone ▪ Coûts de production élevés ▪ Flottille vieillissante ▪ Vétusté des équipements portuaires Forts aléas climatiques fragilisant les capacités productives ▪ Concurrence de la pêche illégale et/ou informelle ▪ Insuffisances sanitaires (hygiène, chaîne du froid) et faiblesse de la filière de transformation/commercialisation ▪ Insuffisance de la traçabilité des produits de la pêche (absence de notes de ventes et d'information visible sur l'origine du poisson) ▪ Points de débarquements trop nombreux ▪ Manque de trésorerie des entreprises de pêche ▪ Inexistence ou faiblesse des pratiques comptables et financières hypothéquant les opportunités d'octroi de prêts bancaires et attribution de subventions. ▪ exploitation des ressources côtières insuffisamment réglementée
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer la production locale et diminuer la dépendance à l'importation ▪ Structuration de la filière en cours le pôle mer et la création d'une interprofession) ▪ Renforcer les aménagements portuaires en identifiant les ports principaux de débarquement ▪ Développer la pêche aux pélagiques ▪ Renforcer la coopération régionale pour la gestion des ressources partagées ▪ Poursuivre l'intégration des préoccupations du développement durable ▪ Mener une réflexion avec les professionnels sur l'adaptation des yoles pour définir une embarcation aux normes, standardisée au minimum pour diminuer les coûts d'achat, d'équipement et de maintenance (moteur, appareils de pêche, installation de glacière fixe, ...) ▪ Accompagnement pour la structuration la filière (interprofession) ▪ Mettre en place des documents déclaratifs (fiches de pêche, journaux de pêche) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Raréfaction et surexploitation des ressources côtières ▪ Dégradations environnementales (chlordécone et autres pollutions, espèces invasives, menaces sur la biodiversité)

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer les moyens de contrôle de l'Etat en mer ▪ Mise en place et renforcement de systèmes d'information halieutiques 	
---	--

1.2.4 Volumes de production, plan et éligibilité

Les volumes de production estimés en 2014

Une difficulté est l'estimation de la production de pêche en Martinique. Les dernières données disponibles diffusées par FranceAgriMer datent de 1992 (Bilan annuel de production 2008, parue en 2010).

L'estimation de ces volumes annuels nécessite de mettre en regard différents indicateurs :

- Les données fournies par le SIH, source de référence des données halieutiques, qui comptabilisent uniquement les captures des navires de moins de 10m (911 tonnes en 2013, sources IFREMER / SIH 2013)
- Les données complémentaires (captures des navires de 10 à 12 m et navires de plus de 12m), fournies par la Direction de la Mer via FranceAgrimer

Sur ces bases de réflexion et de calcul, le volume pour l'année 2014 s'établit à 1 241 tonnes pour l'ensemble des quatre catégories de pêche réparties comme suit :

Tableau 16 : Volumes de production estimés par catégorie de pêche (2014):

Catégories de pêche	Volumes 2014 (t)
Pêche au large en Yole < 10m	646
Pêche côtière en Yole <10m	265
Pêche au large en navire ponté de 10 à 12m	150
Pêche sur le plateau guyanais en navire ponté de plus de 12m	180
Total	1241

(Source : Ifremer / SIH 2013 , DM 2014)

Pour la première année du plan (2014), c'est cette valeur qui est retenue.

On notera qu'une des conséquences bénéfiques attendues du PCS est une meilleure connaissance de la production allant de paire avec la structuration de la filière.

Les objectifs 2015-2020

L'évolution des productions éligibles au plan de compensation de la Martinique sur la période 2014-2020 tiennent compte de deux principaux paramètres :

- L'évolution des volumes par catégorie de pêche

- le plan de compensation, qui a pour objectif de rendre compétitive la filière pêche et aquaculture, doit conduire à une augmentation des volumes grâce, entre autres, au report progressif de l'effort de pêche sur l'utilisation des DCP.
 - L'évolution du nombre de bateaux par catégorie : il est par exemple peu réaliste d'envisager une augmentation du nombre de navires pêchant sur le plateau guyanais compte tenu de l'intensité énergétique de cette pêcherie. Les volumes évolueront très peu sur la période.
- L'augmentation du nombre de pêcheurs se conformant aux règles d'éligibilité (présentation d'une comptabilité en règle) et la capacité des opérateurs à se structurer.

Les deux tableaux ci-après présentent les résultats de cette réflexion menée conjointement avec le CRPMM et la Direction de la Mer.

Tableau 17 : production éligible au plan de compensation

Catégories de pêche	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Pêche au large en Yole < 10m	646	536	587	642	700	761	825
Pêche côtière en Yole <10m	265	505	505	505	505	505	505
Pêche au large en navire ponté de 10 à 12m	150	124	136	149	162	177	192
Pêche sur le plateau guyanais en navire ponté > 12m	180	149	164	179	195	212	230
Total	1241	1314	1392	1475	1562	1654	1752

Pourcentage de production éligible	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
pêche au large en Yole < 10m	20%	40%	50%	60%	70%	80%	80%
pêche côtière en Yole <10m	10%	20%	30%	40%	50%	50%	50%
pêche au large en navire ponté de 10 à 12m	60%	80%	90%	100%	100%	100%	100%
pêche sur le plateau guyanais en navire ponté > de 12m	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Production éligible en tonnes	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
pêche au large en Yole < 10m	129	214	294	385	490	609	660
pêche côtière en Yole <10m	27	101	151	202	252	252	252
pêche au large en navire ponté de 10 à 12m	90	100	123	149	162	177	192
pêche sur le plateau guyanais en navire ponté > 12m	180	149	164	179	195	212	230
Total éligible (tonnes)	426	564	732	915	1 100	1 250	1 335

1.3 Description de la filière aquaculture

1.3.1 Description de l'environnement régional

Malgré l'importance des efforts de développement entrepris, l'aquaculture reste encore balbutiante.

L'activité aquacole a démarré en Martinique depuis près d'une quarantaine d'années par l'élevage en eau douce de la crevette d'eau douce (*Macrobrachium rosenbergii*) qui a connu un rapide essor.

L'aquaculture marine date, quant à elle, des années 80 lorsqu'une société privée se lance dans l'élevage du bar (*Dicentrarchus labrax*). Suite aux échecs rencontrés avec cette espèce, l'ADAM (Association pour le Développement de l'Aquaculture de la Martinique) s'est substituée à cette entreprise et a lancé l'élevage de l'Ombrine ocellée (*Sciaenops ocellatus*) baptisé localement « loup des caraïbes ».

Le développement de l'aquaculture d'eau douce s'est poursuivi avec le Tilapia Rouge (*Oreochromis sp.*) baptisé « St Pierre ».

Entre 2002 et 2003, deux autres espèces ont été ajoutées à la filière par des opérateurs privés; il s'agit d'une espèce d'eau douce l'écrevisse (*Cherax quadricarinatus*) et d'une espèce marine le cobia (*Rachycentron canadum*). L'élevage de cette dernière espèce est momentanément interrompu depuis 2011.

Dans tout le document, seuls les noms suivants seront utilisés pour désigner les espèces aquacoles :

Macrobrachium rosenbergii : Crevette

Oreochromis sp : Tilapia rouge

Sciaenops ocellatus : Ombrine ocellée

Cherax quadricarinatus : Ecrevisse

Rachycentron canadum : Cobia

Une autre association (fondée en 1997) œuvre dans le domaine aquacole aussi bien en eau douce qu'en eau de mer, l'ADEPAM (Association pour le Développement de la Production Aquacole Martiniquaise). Elle assure la quasi-totalité des missions d'organisation, d'animation, de gestion, de suivi et d'assistance technique de la filière aquacole à la Martinique.

Née en 2005 à l'initiative de 12 aquaculteurs sous l'impulsion de l'ADEPAM, la Coopérative des Aquaculteurs de Martinique (COOPAQUAM) regroupe quatorze entreprises aquacoles. Cette coopérative mutualise la collecte, le conditionnement et la distribution des produits des différentes exploitations aquacoles adhérentes.

Dans un souci de structuration élargie et d'harmonisation des actions de développement des filières aquacoles à l'échelle ultramarine, l'Union des Aquaculteurs de l'Outre-Mer (UAOM) est née en décembre 2008. Elle rassemble les structures professionnelles aquacoles représentatives de la Martinique (ADEPAM), de la Guadeloupe (SYPAGUA), de Mayotte (AQUAMAY), de La Réunion (ARDA), de la Polynésie (SDAPF) auxquelles s'ajoutent la Guyane (l'AAG) et St Pierre et Miquelon (l'ARDA SPM) qui ont rejoint l'Union en 2012.

La création de l'UAOM a constitué une première étape indispensable et un indéniable progrès dans la structuration de l'aquaculture ultramarine qui a permis de mettre en évidence un ensemble d'objectifs communs notamment en matière de recherche et développement.

Des programmes d'intérêt commun (GENODOM et programme FAO) ont pu être engagés avec le soutien du partenaire historique de l'aquaculture qu'est l'Ifremer. Ces programmes doivent se poursuivre pour déboucher sur des applications concrètes au bénéfice de l'aquaculture ultramarine. D'autres projets sont en cours de gestation tels que la

standardisation des protocoles d'élevage en écloserie, l'aquaponie, l'aquaculture multitrophique, la diversification des espèces élevées, la labellisation des productions ultramarines.

Le Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins (CRPMEM), par ses missions représente la filière aquacole au niveau national et régional. Il est un acteur privilégié œuvrant au développement de l'aquaculture martiniquaise.

Pour rappel, l'aquaculture mondiale connaît une croissance annuelle soutenue depuis plusieurs années, principalement en Asie et dans les régions tropicales. Le déficit commercial en produits halieutiques de l'UE, de la France et des territoires d'outremer est considérable. Par conséquent, le potentiel aquacole français se situe indéniablement dans les régions d'outremer. Entre 1999 (création de Marinove en Côtes d'Armor) et 2015 (lancement prévu de la ferme des Poissons du Soleil à Frontignan), les seules installations de pisciculture marine créées en France l'ont été en Outremer (source : cabinet AcuiT).

L'aquaculture, constitue donc un véritable enjeu de développement pour les territoires ultra marins dont ceux des Antilles. Elle devrait permettre de créer de la valeur ajoutée et de l'emploi (1 emploi direct + 1 emploi indirect pour 10 tonnes produites), et participer à l'objectif d'autonomie alimentaire. L'éthique de production qui prévaut dans les outremers, qui allie respect du consommateur et de l'environnement, s'inscrit dans le cadre du développement durable et est clairement conforme aux orientations européennes.

1.3.2 Descriptif du secteur

Deux types d'élevage aquacole existent en Martinique.

- L'élevage en eau douce pratiqué dans des étangs artificiels au sein des exploitations agricoles. On y élève la crevette, l'écrevisse et le tilapia rouge. Il s'agit souvent d'une activité complémentaire de l'activité agricole. Ces structures n'ont généralement pas de salariés, voir ponctuellement de la main d'œuvre saisonnière pour les pointes de travaux.

La capacité de production des élevages en eau douce varie de 500 Kg à 6 tonnes pour une surface d'élevage compris entre 0,2 ha et 4 ha. Certaines exploitations ont dû fermer brutalement depuis 2007 pour cause de pollution de l'eau par la Chloredécone, et il ne reste plus aucune exploitation de crevette en production. Seules demeurent en 2014, une ferme de production d'écrevisse estimée à 7 tonnes et une ferme production de Tilapia rouge de 6 tonnes. (Source ADEPAM)

Ces entreprises mettent en œuvre des systèmes de production semi intensifs de 1.5 à 3 ha, en bassins de terre de 2000 à 2500 m² unitaires, avec un approvisionnement d'eau gravitaire, produisant 2t/ha/an (écrevisse) à 4t/ha/an (Tilapia rouge) et employant 1 à 2 ETP (en plus du dirigeant).

Des solutions sont en cours d'expérimentation notamment l'élevage en aquaponie (avec utilisation d'eau de pluie en circuit fermé) permettant d'associer aquaculture et maraîchage. Suite aux premiers résultats sur le système aquaponique, des porteurs de projets ont manifesté leur désir de s'installer ce qui permettrait entre autre de relancer la production aquacole d'eau douce.

- L'élevage marin pratiqué en cages dans la zone côtière concerne principalement l'ombrine ocellée.

Pionnière dans la Caraïbe dès les années 1980, l'aquaculture marine martiniquaise ne s'est cependant pas encore développée à hauteur de son potentiel malgré une démarche volontariste et un fort soutien des politiques publiques. Ceci s'explique par :

- Une irrégularité dans la production d'alevins d'ombrine et de cobia,
- Un coût excessif des alevins de cobia importés
- La faible trésorerie des porteurs de projet,
- L'insuffisance de soutien technique,
- Une organisation de la commercialisation perfectible
- Des coûts de production élevés en regard de l'importation, en lien avec des surcoûts générés par l'insularité et l'éloignement.
- les dégâts causés par les aléas climatiques (cyclones, algues sargasses, ...),
- les problèmes de croissance des loups des Caraïbes entre 2011 et 2013 vraisemblablement imputable à un changement dans la composition des aliments aquacoles,

La filière marine dispose de 2 écloséries opérationnelles. Ces écloséries produisant uniquement des alevins d'ombrine ocellée sont artisanales et privées. Elles approvisionnent les cages de grossissement dont elles dépendent et les autres fermes marines. Ces écloséries sont approvisionnées en œufs et larves par l'Ifremer qui gère le seul stock de reproducteurs des Antilles et assure cette tâche de production en l'absence d'infrastructures de reproduction au sein de la filière. Un transfert de cette compétence à destination de la filière est en cours. La capacité globale en approvisionnement en alevins d'ombrine ocellée est estimée entre 250 à 300 000 alevins de 1 à 2 g par an suivant le plan de charge des écloséries. La production effective a été de 100 à 150 000 alevins par an ces dernières années.

L'approvisionnement en alevins de Cobia s'est opéré, jusqu'en 2010, à partir d'importations depuis les U.S.A.

Les fermes de grossissement sont majoritairement de type artisanal constituées de structures modulaires type Cubisystème® et Candock®, avec une production unitaire inférieure à 20 tonnes par an. Elles sont parfois associées à une activité de pêche.

En 2014, elles produisent exclusivement de l'ombrine ocellée. Elles comptent entre 1 et 2 salariés (environ 20 emplois en tout) et produisent une cinquantaine de tonnes par an (année 2014) pour un poids économique proche de 509 000 €.

La capacité de production de l'ensemble des fermes aquacoles existantes et bénéficiant d'une autorisation d'exploitation se situe entre 250 et 300 tonnes par an.

Une tendance s'observe actuellement vers l'utilisation de structures circulaires en polyéthylène type cages offshore immergeables ou non, pour une aquaculture semi industrielle (orientation 50 à 200 tonnes); mais les coûts restent encore très élevés. (Source SRDAM - Schéma Régional de Développement de l'Aquaculture à la Martinique).

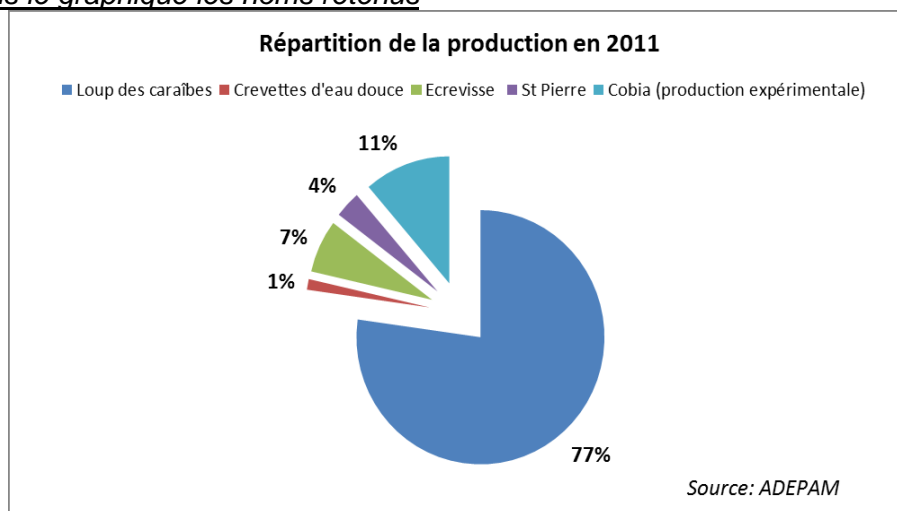
De manière plus générale, si l'on assiste, depuis 2000, à la redynamisation de la filière tant au niveau de l'encadrement technique que de l'appui à la commercialisation, les élevages restent fragiles face aux aléas climatiques, à la qualité de l'eau et à la faiblesse de la trésorerie des aquaculteurs.

L'estimation de la production se fait par déclaration volontaire des producteurs, à la direction de la Mer (production marine), à l'ADEPAM ou la COOPAQUAM (déclaration de production obligatoire de ses adhérents). Il n'y a pas de système d'information comme pour la pêche.

Les différentes données, achat d'alevins, achat d'aliments, mortalité, sont collectés par ces structures et permettent de suivre l'évolution du secteur.

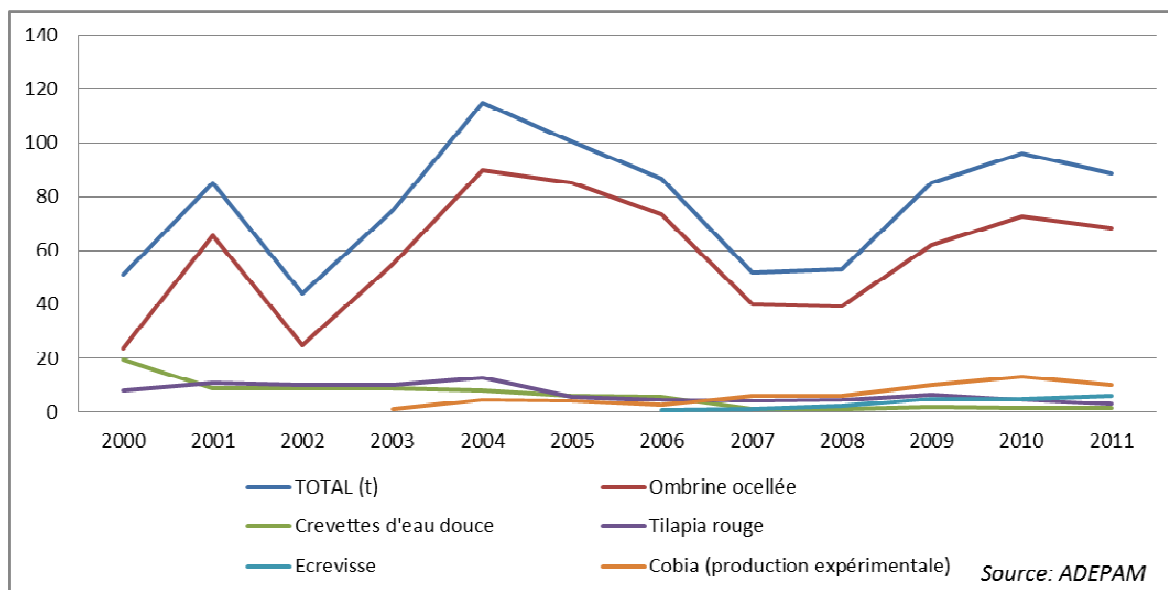
En 2011, les données de la production aquacole martiniquaise en % des espèces produites étaient les suivantes :

Figure 10 : répartition de la production en 2011
Utiliser dans le graphique les noms retenus



Le graphique suivant présente l'évolution de la filière de 2000 à 2011. Durant cette période, le développement de la production totale s'explique principalement par l'émergence de l'élevage de l'ombrine ocellée passée de 56 à 77% de la production martiniquaise. Cependant, cette production a été fragilisée par des aléas climatiques (cyclone DEAN en 2007) et conjoncturels (2002 : fermeture de la ferme semi-industrielle, 2007 : pollution au Chlordécone et 2011-2012 : crise de qualité de l'aliment)

Graphique 2 : Evolution de la production de 2000 à 2011



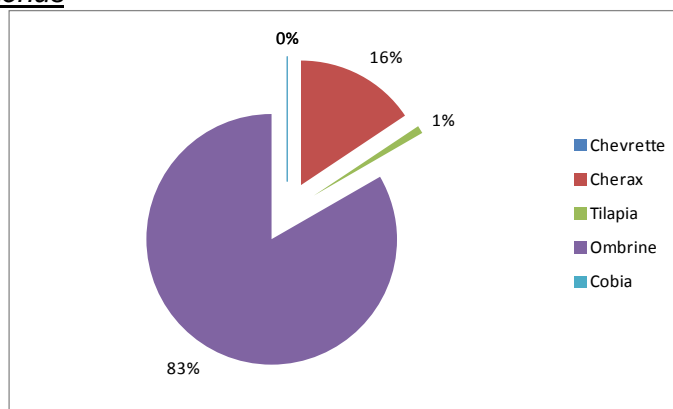
Pour 2014, les prévisions de production, sur la base des données de la DM et de la COOPAQUAM, mettent en évidence des volumes plus faibles qu'en 2011, conséquence de la crise de la chlordécone qui a anéanti les élevages de crevette, et des fortes mortalités de l'ombrine ocellée liées à un problème de qualité de l'aliment. Le problème de l'aliment ayant été résolu (changement de fournisseur), les productions devraient logiquement repartir à la hausse dans les années à venir.

Tableau 18 : La production aquacole en 2014 (Prévisions DM et COOPAQUAM)

Espèces	Production (t)
Chevrette	0
Ecrevisse	7.5 7
Tilapia rouge	0.5 6
Ombrine ocellée	40
Cobia	0
Total	48 53

Figure 11 : Répartition des productions/espèces en 2 014

Utiliser les noms retenus



1.3.3 Analyse AFOM de l'aquaculture martiniquaise

Tableau 19 : Analyse AFOM de la filière aquacole

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Marché soutenu par une forte demande en produits de la mer • La Traçabilité des produits est assurée • La Fraîcheur du produit est garantie • Une méthode de production respectueuse de l'environnement et du consommateur • Les espèces marines aquacoles ne sont pas atteintes par la pollution à la chlordécone • Proximité avec le consommateur • Site de bonne qualité (aquaculture marine) • Prémices d'organisation (coopérative COOPAQUAM, intégration à l'interprofession AFIPAM, transfert de compétences vers le CRPMEM...) • Existence d'un centre de recherche aquacole localement (IFREMER) • Situation géographique favorable (climat et opportunité de coopération) 	<ul style="list-style-type: none"> • Potentiel de développement limité de l'aquaculture d'eau douce (terre polluée par la chlordécone, pas de zonage des sites aquacoles potentiels, pas d'écloserie,) • Manque de trésorerie des entreprises • Insuffisance des moyens de commercialisation et absence d'outil pour la transformation • Coût de production élevé (importation d'aliments, écloseries artisanales) • Insuffisance de structuration de la filière • Non adaptation de la réglementation aux spécificités de la Martinique • Filière confrontée aux risques de catastrophes naturelles • Structures non assurées • Aquaculture basée exclusivement sur des espèces introduites • Monoculture de l'aquaculture marine ce qui la fragilise en cas de crise
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • Aquaponie (développement d'une production aquacole d'eau douce hors sol) • Existence du SRDAM et du PRDAPM • Pôle de diversification de la pêche côtière • Prise en compte de ce secteur par les acteurs politiques régionaux • Objectif de gestion de l'ombrine et de la production d'alevins en inter-régionalité • Bénéfice de la recherche et développement du PARM (labélisation des produits) • Création d'un centre technique Régional aquacole • Prise en compte des assurances par le FEAMP • Développement de nouvelles espèces en favorisant les espèces locales 	<ul style="list-style-type: none"> • Introduction de la farine animale terrestre dans l'aliment aquacole car diminution des sources de farines de poissons

La filière aquacole marine s'est développée sur un modèle artisanal. L'ensemble des fermes aquacoles ont chacune une capacité de production limitée à 20 tonnes de poissons/an du fait des seuils ICPE, et emploient un à deux salariés

Il faut noter que les Antilles constituent un fort potentiel de production particulièrement pour l'aquaculture marine. Pourtant ce potentiel de développement social et économique de l'aquaculture des outremer est insuffisamment pris en compte par les autorités de tutelle, les politiques et les investisseurs.

Le savoir-faire, l'expérience acquise, la maîtrise technique des cycles de production et l'appui scientifique aux structures de développement, ne suffiront pas à enclencher une dynamique telle qu'elle permette d'atteindre le seuil critique de développement à même de garantir la rentabilité et la pérennité des filières.

Les contraintes réglementaires, la concurrence exacerbée des produits d'importation, les surcoûts de production qui réduisent les marges des producteurs, l'absence de financements bancaires, la taille des opérateurs, constituent des freins au développement de la filière.

La Martinique ambitionne la mise en œuvre d'une politique volontariste et crédible dans l'intérêt général pour créer de l'activité, de l'emploi et de la valeur ajoutée à travers son Plan de Développement de l'Aquaculture et de la pêche (PRDAPM). C'est la mise en place d'un cadre attractif et sécurisant pour les investisseurs qui permettra de mobiliser de nouveaux capitaux pour le développement de ce secteur d'avenir. Le FEAMP à travers entre autre son plan de compensation doit constituer à ce titre un levier de développement.

De plus, l'ouverture des marchés aux produits de l'aquaculture ultramarine, l'analyse des points de blocage, la mise en place des mécanismes adéquats pour compenser les handicaps structurels, la valorisation et la promotion de la qualité et de l'origine « outre-mer français », permettra certainement de déverrouiller l'accès aux marchés des restaurations privées et collectives et de l'export. A ce titre, l'UAOM souhaite élaborer une véritable stratégie de développement pour l'aquaculture de l'Outre-mer portée par une ambition nationale.

La région Martinique a adopté en 2013 son schéma de Développement de l'Aquaculture Marine (SRDAM) afin de définir les contours d'une planification spatiale de l'activité, et notamment de répertorier les sites favorables à l'installation de l'activité. L'analyse de ce document montre que le volume produit par la filière martiniquaise ne représente qu'un tiers des capacités de production installées à ce jour.

En outre, l'aquaculture martiniquaise est dans l'obligation d'importer ses aliments, compte tenu de la réglementation intervenue depuis la crise de l'ESB (maladie de la vache folle), qui impose des outils de production différents de ceux utilisés pour la production d'aliments destinés aux élevages terrestres. Ceci génère des surcoûts importants liés au fret et aux délais d'approvisionnement (contraintes de stockages). Les délais de réaction en cas de problèmes liés aux aléas sociaux (grèves), à la qualité des aliments peuvent également constituer un handicap comme ce fut le cas en 2011 et 2012. Il faut compter trois mois entre une commande et l'arrivée des aliments.

De plus, le niveau de développement encore modeste de la filière, ne permet pas par ailleurs d'amortir les coûts fixes des structures communes telles que les éclosiers ou la gestion des géniteurs, d'où une source de surcoûts importants sur les juvéniles.

Aussi, bien que structurée en amont, la filière aquacole ne dispose pas d'unités propres de transformation et de commercialisation ce qui constitue un frein à son développement. Cette insuffisance oblige l'aquaculteur à effectuer une première transformation de ses produits (éviscération et écaillage) et à avoir un circuit de commercialisation complexe avec de nombreux points de livraisons pour de petites quantités livrées.

Rappel du dispositif de compensation des surcoûts existant :

Les filières aquacoles antillaises ont accédé au « POSEI structuration de l'élevage » par le biais des interprofessions de l'élevage auxquelles elles ont adhéré via leurs structures professionnelles (en 2011 pour la Martinique via l'AMIV). Ce dispositif avait pour objectif de garantir un revenu aux aquaculteurs, améliorer la qualité et la compétitivité des produits.

De 2010 à 2013, les enveloppes perçues par la filière aquacole au titre de la mesure « aide à la fidélisation aux groupements » concernaient les produits aquacoles commercialisés par la COOPAQUAM soient :

- 1.50 € / Kg de tilapia rouge
- 2.25 € / Kg d'ombrine ocellée
- 5.03 € /kg d'écrevisse
- 3.72 €/kg de cobia

Aujourd'hui, le FEAMP couvre l'ensemble des surcoûts pour le secteur de l'aquaculture.

1.3.4 Volumes de production, plan et éligibilité

Malgré ces productions modestes, quelques caractéristiques notables méritent d'être soulignées :

- des producteurs compétents et volontaires qui ont su surmonter les obstacles et relancer les activités avec courage après un certain nombre d'aléas climatiques et techniques ;
- un vivier de jeunes diplômés ou en cours de formation dont certains expriment la volonté de s'installer ;
- une aquaculture soucieuse du respect de l'environnement et utilisant des pratiques écoresponsables (charge en élevage, fermes de taille modeste, pas de produits vétérinaires, prise en compte de la nature des sites pour les installations) ;
- un marché intérieur offrant des potentialités importantes, une demande locale encore insatisfaite et l'aspiration du territoire à un développement endogène.
- une dissémination des petites exploitations sur le territoire qui contribue à une meilleure répartition de l'activité économique et à une sédentarisation en dehors des pôles urbains habituels.
- un début de structuration de la commercialisation qui est susceptible de favoriser le développement de la production aquacole par la pénétration de marchés peu touchés jusqu'à maintenant (Grande distribution, restauration collective par exemple).
- des travaux menés en matière de qualité et de valorisation des produits (convention de partenariat PARM – Ifremer qui permettent d'envisager une promotion de la production aquacole (allégations nutritionnelles, potentiels de 1^{ère} et 2^{ème} transformation).

En concertation avec les professionnels on considère que 100% des volumes aquacoles produits en Martinique sont éligibles à compensation des surcoûts, et l'on définit comme suit leur progression sur la période de programmation :

Tableau 20 : tonnage éligible au plan de compensation

Volumes annuels (t)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ecrevisse	7,5	8,8	8,8	8,8	9	9,5	10
Tilapia Rouge	6	7	12	20	20	20	20
Ombrine	40	59	79	95	145	175	205
Cobia	0	0	5	6	8	10	12
Sous Total	53,5	74,8	104,8	129,8	182	214,5	247

L'ensemble des partenaires ont décidé que la crevette, compte tenu de la faible perspective de développement, est retirée dans le calcul des surcoûts

Cette espèce, ainsi que d'autres espèces nouvelles, pourront faire l'objet d'une introduction dans le PCS lors de sa révision à mi-parcours.

1.4 La transformation et la commercialisation

1.4.1 Spécificités régionales

Malgré son caractère insulaire et l'exploitation de ses ressources halieutiques, les productions issues de la pêche professionnelle et de l'aquaculture ne suffiront pas à combler la demande locale, qui doit alors obligatoirement se tourner vers l'importation.

Ainsi, en 2011, la consommation s'élevait à 10 000 tonnes environ dont 7800 tonnes de produits importés, (Source : fichiers de la direction régionale des douanes et des droits indirects de la Martinique 2013, voir Tableau 27)

1.4.2 Caractéristiques du secteur

Description des marchés : marché local et importations et marché d'exportation.

Les produits de la pêche en Martinique sont exclusivement vendus sur le marché local.

Les circuits de distribution

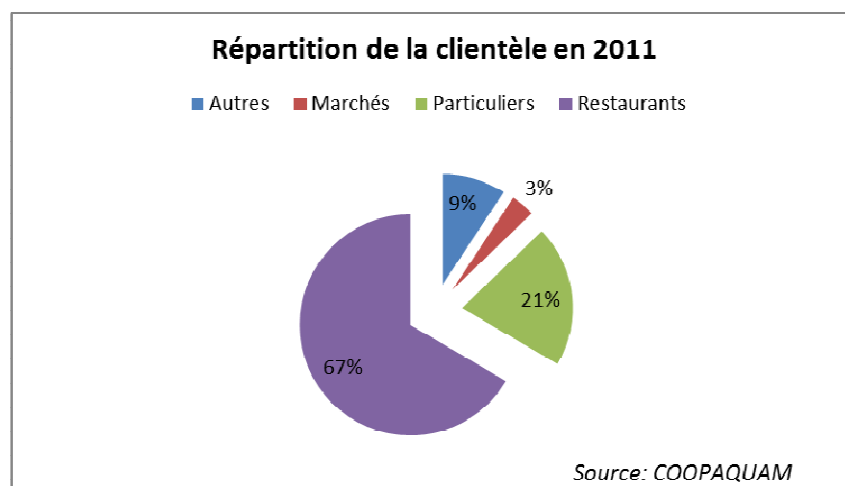
Plusieurs circuits de distribution existent et sont les suivants :

- vente directe aux consommateurs
- vente aux restaurateurs
- vente à des mareyeurs

Pour le moment la grande majorité de la production est écoulée par vente directe, toutefois la stratégie de structuration vise à libérer le producteur de la commercialisation.

Pour l'aquaculture plus précisément, la répartition est la suivante :

Figure 12 : répartition de la clientèle de la COOPAQUAM (production aquacole)



Concernant la restauration collective en Martinique, elle utilise peu la production locale. Ce marché est donc à conquérir.

La problématique de la vente des grands poissons pélagiques qui le plus souvent ne sont pas vendus en totalité le jour de la pêche, est préjudiciable pour la filière. Les produits de la pêche sont le plus souvent stockés dans des chambres froides publiques ou privées. La quasi-totalité des professionnels pratiquant la pêche aux DCP souhaiteraient s'affranchir de la vente. Ils ne peuvent optimiser leurs nombres de sorties car ils doivent rester à terre pour vendre directement ou livrer des mareyeurs ou des poissonneries.

17 poissonneries vendent les produits frais de la pêche locale, néanmoins les quantités restent faibles en l'absence de structuration, par manque de compétitivité des produits locaux face aux produits d'importation et à cause d'une production irrégulière.

- Les rayons poissonneries des GMS

Les rayons poissonneries des GMS sont pour la plupart loués à des mareyeurs qui les exploitent moyennant un pourcentage de leur chiffre d'affaires. Ils sont au nombre de 12.

Tableau 22 : Type de gestion des rayons poissonneries des GMS

Enseigne	Type de gestion
Hyper U Rond Point	Gestion locative
Hyper U Galleria	
Géant Batelière	
Géant Robert	
Carrefour Market François	
Carrefour Market Robert	
Carrefour Market Gros-Morne	
Hyper U lamentin	
Champion Rivière Salée	
Carrefour Dillon	Gestion directe
Carrefour Génipa	
Carrefour Cluny	

Tous ces rayons poissonneries proposent peu de produits locaux. Les espèces pêchées localement présentes sur leur étal sont essentiellement du thon et du marlin et du poisson d'élevage..

- Les poissonneries

Elles sont principalement implantées à proximité des grandes agglomérations.

Tableau 23 : Implantation des poissonneries et type de produit

Poissonneries	Implantation	Type de produit
Poissonnerie Bapté	Ducos	Importé + Local
Poissonnerie Bapté	Fort de France	Importé + Local
Queen Fisher	Fort de France	Importé + Local
Martinique Marée	Ducos	Importé + local

Au Rendez-vous de la Mer	St Joseph	Importé + Local
--------------------------	-----------	-----------------

- Les importateurs de produits frais et les mareyeurs

Le nombre d'importateurs est en forte diminution depuis 1 990 car la réglementation sanitaire leur impose d'avoir des structures de réception agréées par la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF).

Les importateurs et les armateurs vénézuéliens travaillent en collaboration avec le CRPMM. En effet, un partenariat mis en place entre les importateurs et les armateurs vénézuéliens permet de réguler le débarquement de leur production. En fonction de la production de poissons pélagiques en Martinique, les importateurs peuvent compléter leur stock avec la production des armateurs vénézuéliens (maximum 6 bateaux n'excédant pas chacun 3,5 tonnes).

Tableau 24 : nombre de bateaux autorisés par importateurs

Importateurs	Nombre de bateaux pouvant être autorisés	Tonnage pouvant être autorisé	Origine
Poissonneries Bapté	2 bateaux	Variable selon les espèces et les quantités pêchées	Venezuela + Grenade
Socoprim	1 bateau		Venezuela
Martinique Marée	2 bateaux		Venezuela + Grenade
Marimpex	1 bateau		Grenade

(Communication CRPMM - 2 010)

Les entreprises de mareyages agréées par la DAAF sont au nombre de 5 et seule une d'entre elles est positionnée à proximité de la zone littorale (Marin Pêche). Historiquement, ces entreprises de mareyage ne se sont pas implantées afin de commercialiser les produits de la pêche et de l'aquaculture martiniquaise mais dans le but d'approvisionner le marché local à l'aide de produits importés. Aujourd'hui, les habitudes ont changés et certaines de ces entreprises achètent régulièrement du poisson local.

Tableau 25 : Implantation des mareyeurs agréés

Mareyeurs agréés	Implantation	Poissons traités
Poissonneries Bapté	Ducos	Importé+local
Socoprim	Fort de France	Importé+local
Martinique Marée	Ducos	Importé
Marimpex	Lamentin	Importé

(Source : Communication DSV, 2 010)

1.4.3 Analyse des atouts, faiblesses opportunités et contraintes du secteur de la commercialisation

Tableau 26 : Analyse AFOM de la transformation et de la commercialisation

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Marché soutenu par une forte demande locale en produits frais • Tradition culinaire à base de poissons valorisée par les restaurateurs • Prévalence des circuits courts • Présence sur le territoire de compétence scientifique et technique et d'expertise locale pour l'amélioration de la qualité des produits et la transformation: PARM et Consultants • Développement des capacités techniques de la filière aquacole en cours • Investissements réalisés par les communes (étals de vente, machine à glace, chambres froides) 	<ul style="list-style-type: none"> • Faiblesse de structuration et organisation du secteur • Marché concurrentiel par rapport à l'offre élargie de l'importation • Moyens de stockage au frais insuffisant au niveau des ports de pêche. • Manque de structuration des flux commerciaux : produits vendus par le marin pêcheur ou vendus à des revendeuses non structurées pour sécuriser les flux. • Difficulté à suivre l'évolution de la demande vers des produits de 1^{ère} transformation (darnes, filets, ..) • Cout élevé du produit à la vente en frais pour la transformation • Absence de campagne de communication • Dispersion des points de livraison des produits aquacoles (hôtels, restaurants, marchés) générant des surcoûts de commercialisation • Faiblesse du financement en phase de création d'activités de commercialisation et de transformation • Prix de vente en stagnation depuis plusieurs années • Manque de standardisation des pratiques de "post capture" •
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> - Parts de marché à capter notamment sur le marché de la restauration collective et en circuits courts - Mise en place d'organisations de représentation professionnelle efficaces: interprofession, , coopératives etc.... - Formation des professionnels à la transformation, à la maîtrise de la qualité sanitaire et à la traçabilité des produits - Création de filière intégrée: de la capture à la transformation - Valorisation de la production à travers la labellisation - Forte demande du consommateur en espèces aquacoles autochtone connues et prisées sur le marché local 	<ul style="list-style-type: none"> - Pas d'évolution de l'offre des filières pour répondre à la demande en produits élaborés entraînant un manque de satisfaction des consommateurs. - Augmentation de l'importation et réduction des parts de marché local si la production n'augmente pas -

1.4.4 L'importation des produits de la mer

Afin de répondre à la demande de son marché intérieur en produits de la mer frais, réfrigérés, congelé et stabilisés (fumés, produits en saumure) , la Martinique doit importer la majeure partie des produits consommés.

Tableau 27 : importation des produits de la mer en 2013

Description du produit importé	Quantité importée en 2013 (tonnes)
Poissons frais ou réfrigérés	477,74
Poissons congelés ou congelés destinés à la préparation industrielle	2 839,98
Filets de chair de poissons frais ou réfrigérés	1 059,04
Filets salés, fumées ou en saumure	1 532,44
Crustacés frais, réfrigérés ou congelés	1 083,55
Mollusques frais, réfrigérés ou congelés	728,25
Total	7 721,00

(Source : fichiers de la direction régionales des douanes et des droits indirects de la Martinique)

1.4.5 Volumes de production, plan et éligibilité

En Martinique, les poissons doivent être *a minima* écaillés avant la vente. Pour cette raison et en l'absence de données plus précises on considérera que tous les produits de la pêche commercialisés via les circuits de distribution officiels subissent une transformation. Il s'agit en l'occurrence essentiellement d'une première transformation, la seconde transformation restant encore très marginale pour les produits locaux (quelques % tout au plus).

La part des circuits officiels de commercialisation de détail (34%) est calculée à partir du nombre d'opérateurs et de la production moyenne estimée par opérateur (données CRPMM et Via Aqua).

Par différence avec la production de pêche totale on en déduit la vente directe.

Tableau 28 : Marché de la transformation- commercialisation

Estimation du marché de la transformation - commercialisation

Production achetée en tonnes	Vol 2014	%
Production totale	1241	100%
Vente directe	745	66%
Distribution de détail	422	34%
dont Poissonneries	64	
dont Poissonneries de supermarchés	128	
dont Mareyeurs	230	

Transformation éligible

PREMIERE TRANSFORMATION	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Volume total (tonnes/an)	500	544	593	645	703	765	833	4 583
% volumes éligibles	50%	80%	100%	100%	100%	100%	100%	92%
Volumes éligibles (tonnes/an)	250	436	593	645	703	765	833	4 224

(Première transformation essentiellement, la seconde transformation étant très marginale)

La distribution de détail estimée en 2014	Achat moyen par opérateur tonnes	Production moyenne par opérateur tonnes	Nombre d'opérateurs	Achat total tonnes	Production totale tonnes
Poissonneries	18	12,6	6	108	76
Poissonneries de supermarchés	18	12,6	12	216	151
Total poissonneries	18	12,6	18	324	227
Mareyeurs	26	18,2	15	390	273
Total	21,6	15,1	33	714	500

Commercialisation totale en tonnes	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Poissonneries	227	247	269	293	319	347	378
Mareyeurs	273	297	324	352	384	418	455
Total	500	544	593	645	703	765	833

Commercialisation éligible en tonnes	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Poissonneries	114	198	269	293	319	347	378
Mareyeurs	137	238	324	352	384	418	455
Total	250	436	593	645	703	765	833

% commercialisation éligible	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Poissonneries	50%	80%	100%	100%	100%	100%	100%
Mareyeurs	50%	80%	100%	100%	100%	100%	100%

N.B. : Les mareyeurs constituent un maillon essentiel de la distribution des produits de la mer martiniquais. Initialement, les femmes de marins prenaient en charge la vente de la production du bateau à l'arrivée de ce dernier, permettant ainsi le « repos du marin ».

Ce métier a évolué, il se professionnalise (équipement pour un meilleur respect de la chaîne du froid, pour la transformation des produits...) et aujourd'hui, les mareyeurs prennent en charge l'intégralité de la vente de plusieurs bateaux, et la livraison des produits chez le client final (particuliers, restaurateurs).

1.5 La structuration de la filière Pêche et Aquaculture

1.5.1 L'AFIPAM

L'AFIPAM est l'association de préfiguration de l'Interprofession pêche et aquaculture de Martinique. Dans l'attente de l'interprofession définitive, elle jouera le rôle dévolu à celle-ci.

Les objectifs généraux de l'AFIPAM sont compatibles avec ceux de la PCP qui sont de garantir que les activités de pêche et d'aquaculture soient durables à long terme sur le plan environnemental et gérées en cohérence afin d'obtenir des retombées positives en matières économique et sociale et en matière d'emploi, et à contribuer à la sécurité de l'approvisionnement alimentaire.

Les missions de l'AFIPAM, telles qu'elles sont définies statutairement sont les suivantes :

- favoriser le développement de la production
- créer les conditions pour que le secteur de la pêche, de l'aquaculture, de la transformation et de la commercialisation soient économiquement viable et compétitifs
- contribuer à l'approvisionnement et à la sécurité des denrées alimentaires ;
- contribuer à garantir un niveau de vie équitable aux personnes qui sont tributaires des activités de pêche et d'aquaculture, en tenant compte de la pêche côtière et des aspects socioéconomiques ;
- contribuer à ce que le marché intérieur des produits de la pêche et de l'aquaculture soit efficace et transparent ;
- contribuer à assurer des conditions de concurrence équitables pour les produits de la pêche et de l'aquaculture
- bâtir des programmes et des actions avec des objectifs quantifiables et vérifiables ;
- promouvoir par l'information et la communication les produits issus de la filière pêche et aquaculture locale ;
- tenir compte des intérêts à la fois des consommateurs et des producteurs ;

Pour remplir cette mission, l'AFIPAM exercera une gouvernance régionalisée et sectorielle. De plus, l'AFIPAM indique que l'approche des différentes composantes de la filière devra tenir compte des spécificités de chacune d'entre elles.

Dans le cadre du plan de compensation des surcoûts de la filière pêche et aquaculture, le rôle joué par l'AFIPAM sera celui d'une structure intermédiaire entre les pouvoirs publics et les professionnels, chargée de constituer et de regrouper les dossiers individuels de ses adhérents.

L'AFIPAM pourra assurer la coordination des actions et la bonne mise en œuvre du régime d'aides nationales. A terme, elle pourrait être l'un des bénéficiaires intermédiaires des aides. Elle pourra assurer aussi la transmission des dossiers de demande d'aides, le paiement de l'aide via les structures porteuses aux bénéficiaires finaux, la bonne tenue et la transmission des indicateurs de suivi technique et financier du plan de compensation.

De plus, la structuration de la filière Pêche et Aquaculture ne peut être calquée sur une autre filière mais doit se faire en tenant compte de ses particularités. Bien entendu, les différentes expériences de structuration des autres filières sont à prendre en compte.

1.5.2 Les bénéficiaires finaux

L'article 70.6 du règlement (UE) n° 508/2014 adopté par le Parlement européen et le Conseil stipule que les opérateurs ci-après peuvent prétendre à une compensation:

- les personnes physiques ou morales utilisant un moyen de production pour obtenir des produits de la pêche ou de l'aquaculture en vue de leur mise sur le marché;
- les propriétaires ou affréteurs de navires qui sont enregistrés dans les ports des régions visées au paragraphe 1 et qui exercent leur activité dans celles-ci, ou leurs associations;
- les opérateurs du secteur de la transformation ou de la commercialisation ou leurs associations.

Dans le cadre du plan de compensation de la Martinique, les bénéficiaires finaux (opérateurs ci-dessus) des mesures prévues dans le régime d'aide de la filière pêche et aquaculture devront être adhérents de l'une des structures porteuses dont ils relèvent.

1.5.3 Les structures porteuses

Les structures porteuses mettent en œuvre pour le compte de leurs adhérents, les opérateurs ou bénéficiaires finaux, les actions prévues dans le cadre du régime d'aide.

Pour le plan de compensation de la Martinique L'AFIPAM indique que seules les associations ou groupement de producteurs (quel que soit la raison sociale choisie) adhérentes à l'AFIPAM seront considérés comme structures porteuses. Plus précisément :

Ces structures pourront être composées :

- de personnes physiques ou morales utilisant un moyen de production pour obtenir des produits de la pêche en vue de leur mise sur le marché. Les navires devront être enregistrés au quartier maritime de Fort de France ;
- de personnes physiques ou morales utilisant un moyen de production pour obtenir des produits de l'aquaculture en vue de leur mise sur le marché. Le siège social de ces entreprises devra être localisé en Martinique ;
- des opérateurs du secteur de la transformation. Le siège social de ces entreprises devra être localisé en Martinique ;
- des opérateurs du secteur de la commercialisation. Le siège social de ces entreprises devra être localisé en Martinique ;
- Ces structures devront faire remonter mensuellement pour leurs membres les justificatifs de production et de vente à l'AFIPAM : factures de vente et d'achat de carburant détaxé, copie des déclarations de capture (fiches de pêche).

En revanche ces structures ne pourront pas établir préalablement les plans annuels de production et de commercialisation à la demande de l'AFIPAM, cette tâche incombant aux organisations de producteurs.

La mise en place des structures porteuses

Période de transition (2014 et 2015)

La structuration des bénéficiaires finaux en groupements ou associations adhérents à l'AFIPAM n'étant pas finalisée à la fin 2014, les bénéficiaires finaux remplissant les conditions d'éligibilité pourront bénéficier de l'aide en fournissant directement à l'AFIPAM les pièces justificatives mentionnées dans les fiches mesures,

La mise en place de l'interprofession tel que prévu par l'AFIPAM sera progressive. Il convient d'encourager toutes formes préalables de structuration possibles et immédiates. Plusieurs groupements existants sont déjà opérationnels et d'autres peuvent se structurer rapidement.

La situation des professionnels impactés par la hausse du prix du carburant et par la contamination au chlordécone contraint l'AFIPAM à mener une politique d'adhésion à ces programmes tenant compte des caractéristiques socio-économiques de la filière.

L'AFIPAM considérera tous les types de pêche à la Martinique de manière égale et ne privilégiera pas un segment par rapport à un autre. L'AFIPAM sera vigilante afin que les aides octroyées n'affectent et n'altèrent pas les échanges commerciaux existants, et qu'elles ne renforcent pas la position de certaines entreprises par rapport à d'autres entreprises concurrentes ou qu'elles ne créent pas de distorsions de concurrence. Néanmoins, des conditions d'éligibilité des bénéficiaires finaux seront précisées.

Par conséquent, le libre choix de la forme associative paraît approprié.

Pour les producteurs de la filière Pêche, le modèle aquacole laissant la possibilité de commercialiser directement pour les mareyeurs, restaurants, poissonneries, hôtels et transformateur sera accepté. La vente aux particuliers sera néanmoins acceptée sous certaines conditions qui seront définies avec les professionnels.

Pour la filière aquacole, une coopérative la COOPAQUAM (COOPérative des AQUAculteurs de Martinique) fonctionne déjà mais certains aquaculteurs n'ont pas adhéré à cette structure. L'AFIPAM incite ces producteurs à rejoindre cette coopérative ou à créer leur propre structure associative.

Concernant les mareyeurs qui absorbent les pics de production, il n'est pas envisageable de les exclure du plan de compensation. Le CRPMM encourage ceux-ci à se structurer en association pour la commercialisation des produits halieutiques.

Concernant les poissonneries situées ou non dans les GMS, l'AFIPAM invite ses opérateurs à se structurer en association.

Pour rappel, les poissonneries des GMS n'achètent que 15% de poisson local et ne peuvent être dans l'état actuel les seuls visés.

Concernant les mareyeurs qui sont tous importateurs, ils sont déjà en association et sont représentés au sein du CRPMM. Cette association est aussi représentée à l'AFIPAM.

Les opérateurs du secteur de la transformation devront eux aussi se structurer en association. Il convient de noter (hormis les quelques cas particuliers qui n'utilisent que de faibles quantités de produits frais) que les opérateurs du secteur de la transformation sont essentiellement les opérateurs des poissonneries et les mareyeurs.

Quelle que soit la forme associative choisie, seront éligibles pour le compte des bénéficiaires finaux :

- les structures porteuses adhérentes à l'AFIPAM
- Les adhérents des associations adhérentes à l'AFIPAM
- les structures porteuses composées

- d'armements de pêche qui exploitent, à titre individuel ou sous forme sociétaire, un ou plusieurs navires de pêche professionnelle actifs au fichier de la flotte communautaire, enregistrés au quartier maritime de Fort de France, armés avec un rôle d'équipage et qui sont à jour ou en cours de régularisation de leurs cotisations ENIM (échancier respecté), de leurs obligations fiscales, de leurs contributions professionnelles obligatoires (CPO) et qui remplissent leurs obligations déclaratives et qui n'auront pas commis d'infraction grave aux règles de la PCP (Art. 10 du FEAMP, n° 508/2014)
- d'entreprises aquacoles immatriculées au registre du commerce et des sociétés de Fort de France et qui sont à jour ou en cours de régularisation de leurs obligations fiscales et sociales.
- d'entreprises de transformation immatriculées au registre du commerce et des sociétés de Fort de France et qui sont à jour ou en cours de régularisation de leurs obligations fiscales et sociales.
- d'entreprises de vente ou de commercialisation (grossistes, semi-grossistes ou détaillants) des produits de la pêche et de l'aquaculture, immatriculées au registre du commerce et des sociétés de Fort de France et qui sont à jour ou en cours de régularisation de leurs obligations fiscales et sociales.
- d'opérateurs individuels ou collectifs du stockage, de la vente, de la transformation ou de la commercialisation, issues des armements de pêche ou d'entreprises aquacoles qui sont à jour ou en cours de régulations de leurs obligations fiscales ou sociales selon le régime dont ils relèvent.

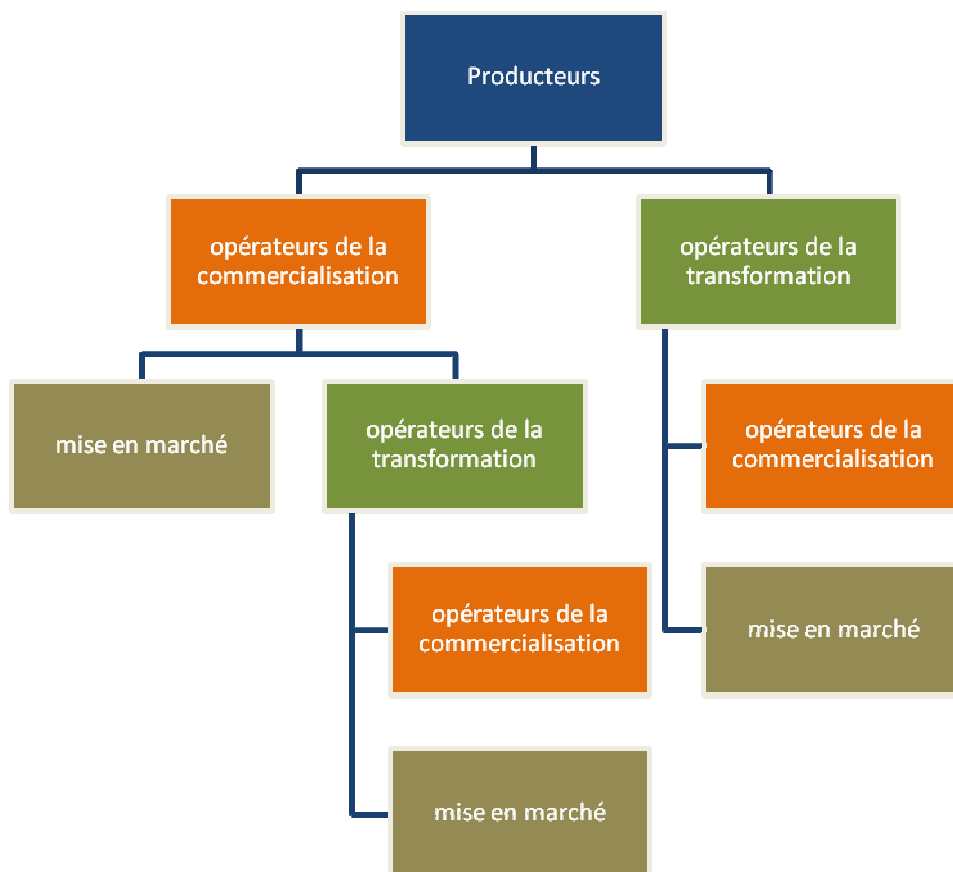
Les conditions d'adhésion des bénéficiaires finaux aux structures porteuses doivent être remplies au plus tard le 1 février de l'année N. Les associations adhérentes à l'AFIPAM devront communiquer au plus tard le 15 février de l'année N la liste de leurs adhérents.

Période fonctionnelle (2016-2020) :

L'Interprofession Pêche et Aquaculture qui aura remplacé l'AFIPAM sera l'organisme collecteurs des aides pour les bénéficiaires finaux.

Les bénéficiaires finaux devront tenir une comptabilité complète, simplifiée ou de trésorerie selon le régime dont ils relèvent.

Figure 13 : articulations entre les différents opérateurs



1.6 Présentation des mesures

Les mesures décrites ci-après entre dans le cadre de L'article 349 du TFUE.

Le programme d'aide présenté a pour objectif de promouvoir un modèle de développement endogène sur le marché martiniquais tout en garantissant le revenu des producteurs. L'activité à destination du marché local éprouve des difficultés en raison de facteurs tant endogènes qu'exogènes, pour équilibrer leurs comptes d'exploitation, se développer et créer d'avantages d'emplois. La politique d'aide en question a pour objectif d'apporter une réponse approprié au manque de compétitivité de la production locale sur le marché martiniquais.

En effet, ces aides sont destinées à atténuer les contraintes spécifiques à la pêche et à l'aquaculture à la Martinique qui est une région ultrapériphérique marquée par un grand isolement, l'insularité, l'éloignement et l'étroitesse de son marché.

1.6.1 Les contraintes spécifiques

Malgré tous leurs atouts et leur potentiel certain, les filières pêche et aquaculture demeurent sous-développées et fragiles. Un certain nombre de contraintes en sont à l'origine:

- Les contraintes structurelles :

- l'éloignement et l'isolement de la Martinique impliquent des investissements plus coûteux, une maintenance plus compliquée, des approvisionnements plus difficiles. Il en résulte des flux tendus impliquant des risques, des ruptures dans la chaîne de production, la nécessité de stockages plus importants et avec des frais supplémentaires, des ruptures de charges ;
 - en matière de commercialisation, l'exiguïté du marché et l'isolement ne permettent pas une rentabilité optimale des moyens de production.
 - le manque de structuration de la filière pêche-aquaculture, notamment sur les questions de commercialisation, promotion et transformation des produits, pose un problème de visibilité de la production martiniquaise sur les marchés locaux ainsi qu'à l'export ;
 - l'absence de structures « locomotives », c'est-à-dire d'opérateurs de taille suffisante pour entraîner l'ensemble des filières dans leur sillage, est un frein important au développement du secteur ;
 - les filières aquacoles n'ont pas encore atteint le seuil critique qui leur permettrait de réaliser des économies d'échelle alors que l'intérêt d'exploiter en zone tropicale est démontré ;
 - le secteur n'est pas encore considéré à sa juste valeur, à savoir un enjeu essentiel de développement économique et social ;
 - le climat tropical spécifique de ces régions et ses aléas cycloniques ainsi que leur caractère insulaire constituent bien sûr un handicap structurel dont doivent tenir compte les professionnels du secteur ;
 - dans un contexte de mondialisation croissante, la compétition est devenue intenable en Martinique sur les marchés de la pêche et de l'aquaculture. Les pays tiers ne sont pas contraints par les mêmes normes sanitaires, sociales et environnementales, et leurs produits sont donc souvent plus attractifs au niveau des prix, ce qui limite fortement le développement du secteur en Martinique, y compris sur le marché local ;
 - ...
- Les contraintes conjoncturelles : la Martinique ne souffre pas uniquement de contraintes structurelles, mais aussi de contraintes conjoncturelles :
 - L'accès au préfinancement bancaire est très difficile, ce qui pénalise fortement les porteurs de projets, et donc freine le développement des filières aquaculture et la pêche ;
 - depuis 2009, une espèce invasive, le poisson lion (aussi appelé rascasse volante) a fait son apparition, et crée un déséquilibre de l'écosystème marin dans toute la région des Caraïbes. Comme il n'a pas de prédateur naturel, ce poisson prolifère rapidement, et ce aux dépens des espèces que l'on retrouve traditionnellement dans cet environnement, menaçant de ce fait la pêche antillaise ;
 - les zones de pêche côtières souffrent de la contamination par la Chloredécone qui a rendu inexploitable 33% du littoral martiniquais. De même, l'aquaculture est fortement handicapée par la pollution des eaux douces ;
 - le coût de l'avitaillement (c'est-à-dire les fournitures nécessaires sur les bateaux de pêche et les intrants de production aquacole) a fortement augmenté ces dernières années, ce qui constitue une difficulté supplémentaire ;
 - ...

2. Identification des produits de la pêche et de l'aquaculture ou catégories de produits donnant droit à une aide

Les catégories identifiées pour la pêche :

La segmentation retenue repose sur les pratiques de pêche qui correspondent à des coûts différenciés. Nous avons retenu 4 catégories de pratiques sur lesquelles seront établis les calculs de compensation

Certaines espèces pouvant être capturées par la mise en œuvre de pratiques différentes, c'est bien le couple espèce x catégorie qui sera pris en compte.

Les catégories identifiées pour l'aquaculture :

Les espèces élevées, correspondant chacune à des coûts spécifiques, sont de bonnes bases de calcul.

Les catégories identifiées pour la transformation :

La nature de la transformation – première transformation ou seconde transformation plus élaborée – est le critère le plus pertinent pour segmenter sur la base des coûts.

Les catégories identifiées pour la commercialisation :

Le critère le plus discriminant au regard des compensations est l'opérateur de la commercialisation. Nous en avons identifié 3.

Comme pour la pêche il y a une certaine relation avec les produits commercialisés mais elle n'est que partielle.

2.1 Pêche

	Catégorie	Désignation commerciale	Nom scientifique	Code FAO	Présentation	Quantité (tonne) année 2014
1 - A	Poissons Pélagiques Pêche en yole de moins de 10m	Marlins Voilier Thon albacore Thon noir Thon bariolé Dorade coryphène Thazard Poisson volant Bourse ...	<i>Makaira sp</i> <i>Istiophorus albicans</i> <i>Thunnus albacares</i> <i>Thunnus atlanticus</i> <i>Katsuwonus pelamis</i> <i>Coryphaena hippurus</i> <i>Acanthocybium solandri</i> <i>Exocoetus volitans</i> <i>Canthidermis sp</i> ...	BLM SAI YFT BLF SKJ DOL WAH EXV NHR	entier – vidé - décapité - écaillé – découpé ou fileté ou produits élaborés	646
1 - B	Poissons côtiers Pêche en yole de moins de 10m	Perroquets Mérous Gorettes Sorbes Sardes Carangues Bécunes Poisson lion Raies Poissons mélangés Mollusques Crustacés Petits pélagiques ...	<i>Scaridae et/ou Labridae</i> <i>Serranidae</i> <i>Haemulidae</i> <i>Lutjanidae</i> <i>Carangidae</i> <i>Sphyrna sp</i> <i>Pterois volitans</i> <i>Raja sp.</i>	BAR PZO	entier – vidé - écaillé - découpé ou fileté ou produits élaborés	265
1 - C	Poissons Pélagiques Pêche en bateau ponté de 10-12m	Idem 1.	Idem 1.		Idem 1.	150
1 - D	Poissons rouges Pêche sur plateau guyanais en bateau > 12m	Vivaneaux Mérous Marignans ...	<i>Lutjanidae</i> <i>Serranidae</i> <i>Holocentridae</i>		entier – vidé - écaillé – découpé ou fileté ou produits élaborés	180

2.2 Aquaculture

	Catégorie	Désignation Commerciale	Nom scientifique	Code FAO	Présentation	Quantité (tonnes) année 2014
2 - A	Ombrine Subtropicale	Loup des caraïbes	<i>Sciaenops ocellatus</i>	RDM	entier, vidé – écaillé, fileté, produits élaborés	40
2 - B	Cobia	Saumon noir	<i>Rachycentron canadum</i>	CBA	entier, vidé – écaillé, fileté, produits élaborés	0
2 - C	Tilapia rouge	Saint Pierre	<i>Oreochromis sp</i>	TLP	entier, vidé – écaillé, fileté, produits élaborés	0.5
2 - E	Ecrevisse	Ecrevisse	<i>Cherax quadricarinatus</i>	CRP	Entière, produits élaborés	7.5

2.3 Transformation et commercialisation

#	Catégorie	Désignation Commerciale	Nom scientifique	Code FAO	Présentation	Quantité (tonne) année 2014
3 - A	Produits de la pêche de <u>première</u> transformation	Poissons et crustacés	N/A	N/A	écaillé, découpé ou fileté	500
3 - B	Produits de la pêche de <u>seconde</u> transformation	Poissons et crustacés	N/A	N/A	produits élaborés	2
4 - A	Produits de la pêche commercialisés par les <u>Mareyeurs</u>	Poissons et crustacés	N/A	N/A	entier, vidé – écaillé, découpé ou fileté	273
4 - B	Produits de la pêche commercialisés par les <u>Poissonniers</u>	Poissons et crustacés	N/A	N/A	entier, vidé – écaillé, découpé ou fileté produits élaborés	227
4 - C	Produits de l'aquaculture commercialisés par les <u>aquaculteurs</u>	Poissons et crustacés	N/A	N/A	entier, vidé – écaillé, découpé ou fileté	44

3. Identification des opérateurs

#	(1) Opérateurs ou leurs associations	(2) Produits ou catégories de produits [Selon les colonnes (1) ou (2) du tableau 1]
1.	Pêcheurs	Poissons pélagiques hauturiers (ex : Thon, Espadons) Poissons démersaux côtiers ; Crustacés et mollusques côtiers
2.	Aquaculteurs	Crustacés d'eau douce en aquaculture : écrevisses

		Poissons élevés en bassins à terre en eau douce ou par pompage d'eau de mer (Tilapia rouge) Poissons marins élevés en cages (ex : Ombrine ocellée, Cobia) d'eau de mer en aquaculture.
3	Transformateurs	Poissons de pêche pélagiques et côtiers Crustacés et mollusques de pêche côtière Poissons d'aquaculture, marins et d'eau douce Crustacés d'aquaculture, marins et d'eau douce
4	Opérateurs de commercialisation	Poissons de pêche pélagiques et côtiers Crustacés et mollusques de pêche côtière Poissons d'aquaculture, marins et d'eau douce Crustacés d'aquaculture, marins et d'eau douce

4. Niveau de compensation des surcoûts, calculé par produit ou par catégorie de produits

Tableaux de synthèse

Les coûts sont présentés en valeur annuelle et par opérateur moyen en Martinique et en France hexagonale (colonnes 3 et 5).

Sont indiqués en plus le cas échéant les coûts unitaires du produit ou du service considéré en Martinique et en France hexagonale (colonnes 2 et 4).

Les écarts respectifs pour ces 2 données donnent les surcoûts unitaires et par opérateur (colonnes 6 et 7).

La production de l'opérateur connue par ailleurs permet de calculer le surcoût par tonne de poisson produit (colonne 8).

Détail des calculs

Le détail des calculs, les sources et les justifications sont présentés à la suite des tableaux de synthèse.

4.1 LA PECHE

4.1.1 Tableaux de synthèse pêche

Catégorie 1-A : Coûts de Production pour les produits de la pêche au large en Yole < 10m												
	Coûts en Martinique					Coûts en France hexagonale				Surcoûts		
Poste	Référence DOM (Coût, Prix, source, année de ref)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en €/tonne ou €/kg (par type de pêche) (= Méthode de calcul)	Base (€/Unité) Colonne A	Montant en € par bateau		Justification	Base (€/Unité) Colonne B	Montant en € par bateau		Base (€/unité) Surcoût A-B	Montant en € par bateau	Montant par tonne de poisson vif pêché
Carburant	Essence SSP: 1 €/l Coopérative Coopémar et service douanes (Raffinerie du Lamentin) 2014. Valeurs moyennes des 12 Arrêtés préfectoraux de janvier à décembre 2013. Quantités consommées: 220 l / sortie et 945 sorties par an: enquête pêcheurs CRPMEM + données comptables	Calcul du Coût du carburant par tonne de poisson = prix du carburant x (volume de carburant consommé par marée x nombre de marées) / production en tonnes	1,00	21120		Le prix de référence est calculé sur la base d'une moyenne 2013 du prix du carburant sur les ports de Lorient, Le Guilvinec et Boulogne sur Mer.	0,68	14362		0,32	6758	796

Lubrifiant	<p>Prix lubrifiant: Coopérative d'achat Coopémar 2014.</p> <p>Quantités de lubrifiant consommées: CRPMEM : enquête auprès des pêcheurs et données comptables</p> <p>Quantité consommée : 8 litres par mois d'activité et 8 mois d'activité.</p>	Calcul du Coût du lubrifiant par tonne de poisson = prix du lubrifiant x (volume de lubrifiant consommé par mois x nombre de mois d'activité) / production en tonnes	4,60	294	Moyenne des prix 2014 des sites agri leader et Lubexcel pour une huile 15W40 conditionnée en fût de 200l (www.grileader.fr; www.lubexcel.com), leader sur le marché de la fourniture de produits et pièces pour la pêche.	2,53	162	2,07	132	16
Pièces d'usure et entretien	<p>Prix : Par analogie avec le travail réalisé en Guadeloupe et St Martin sur les pièces d'usure. Surcout estimé +16% + Demande de liste précise en cours auprès de la COOPEMAR</p>	Calcul du coût des pièces d'usure et de l'entretien par tonne de poisson = coût annuel / production en tonnes	-	2 314	<p>Base métropole (DPMA)</p> <p>- 2000 €/an petite pêche côtière</p> <p>(Montant FH en attente de la liste référencée des équipements Martinique pour demande de devis à Coopérative Comptoir de la Mer)</p>	-	2000	-	314	37

Amortissement des investissements productifs (moteurs hors bord)	<p>Concerne le renouvellement des moteurs hors-bord des yoles</p> <p>Prix : sur base d'enquête auprès des distributeurs locaux (Yamaha et Evinrude) : pas de surcoût considéré car import direct</p> <p>Amortissement : 20% de surcoût: amortissement sur 5 ans pour conditions climatiques et d'utilisation</p>	Coût des investissements productifs par tonne de poisson = (prix d'achat / durée d'amortissement) / production en tonnes	12000	2400	Amortissement de moteur hors bord en FH: 5 ans	12000	2000	0	400	47
Entretien y compris carénage	Non quantifiable			0	<p>Les coûts d'entretien dépendent principalement des infrastructures portuaires, existantes ou pas, et de leur niveau d'équipement.</p> <p>Ces surcoûts sont réels et d'autant plus élevés lorsqu'il n'existe pas d'équipement ou d'infrastructure spécifique ou adapté.</p>				0	0

Equipement de pêche, de navigation et de sécurité	<p>Pour le prix des équipements : Coopérative d'achat Coopemar Montant du surcoût: 25% (valeur moyenne sur une liste d'équipement représentative de chaque catégorie de pêche)</p> <p>Pour la consommation des équipements (budget annuel) : CRPMEEM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs et de données comptables</p>	Coût des équipements par tonne de poisson = coût annuel / production en tonnes	-	2 000	<p>1) équipements de sécurité obligatoires – division 227 et des contrôles de conformité des équipements concernés et appareils)</p> <p>2) équipements de pêche suivant liste fournie par la Coopemar pour cette catégorie de pêche</p>	-	1600	-	400	47
---	---	--	---	-------	---	---	------	---	-----	-----------

Appâts	<p>Prix des appâts : CRPMEEM: les appâts de pêche au large en Yole < 10m est constitué d'un mélange de calamars, balaous, poissons volants congelés au prix moyen de 6€/kg</p> <p>Consommation d'appâts : CRPMEEM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs et de données comptables</p> <p>Quantité consommée : 2 kg d'appâts par marée et 96 marées par an</p>	Calcul du Coût des appâts par tonne de poisson = prix des appâts x (quantité d'appâts par marée x nombre de marées) / production en tonnes	6,00	1 152	Référence: Prix d'achat 2013 des appâts pour la pêche côtière et pélagique des CRPMEM des Pays de la Loire et de PACA.	1,00	192	5,00	960	113
--------	---	--	------	-------	--	------	-----	------	-----	------------

Glace pour cale à poisson	<p>Prix : COOPEMAR 2014: 0,09 euros/kg (présentation en sac)</p> <p>Quantité consommée : : CRPMEEM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs et de données comptables</p> <p>Besoins 60% supérieurs pour une activité identique (raisons climatiques)</p>	Coût de la glace par tonne de poisson = prix de la glace x (quantité de glace par marée x nombre de marées) / production en tonnes	0,09	864	La référence retenue est celle de la glace vendue pour les pêcheurs des Pays de la Loire et de PACA en 2013 (présentation en vrac)	0,05	300		564	66
Redevance d'infrastructures portuaires	<p>NON Quantifiable</p> <p>Situations trop disparates pour effectuer des calculs pertinents</p>									0
Frais financiers	CRPMEEM: Il n'y a pas de frais de banque identifiés pour la pêche martiniquaise			0	Etude IEDOM 2014 = taux d'emprunt en métropole à 2,70%	2,7				0

Assurances	<p>NON quantifiable</p> <p>Les primes sont très élevées et parfois il n'existe pas d'offre d'assurance ce qui oblige le pêcheur à supporter lui-même son risque de vol, dégradation...</p>			0	La pêche métropolitaine dispose d'une offre d'assurance normale.		0		0	0
Télécommunications	<p>Non quantifiable</p> <p>Les coûts d'accès aux télécommunications sont plus élevés mais c'est surtout le manque de couverture ou de débit qui provoque des situations de surcout pouvant être très élevés par rapport à une économie qui dispose elle de tous les moyens de communication moderne</p>			0			0		0	0

Services de conseil	Non quantifiable : problématique plutôt conjoncturelle que structurelle : le surcoût est lié au fait qu'il faille faire venir des compétences dans ces territoires lorsqu'elles n'existent pas localement du fait de l'étroitesse du marché.			0					0	0
Coût liés aux activités de commercialisation visée à l'article 68 du FEAMP	NON RENSEIGNE			0					0	0
Approvisionnement alimentaire (équipage)	Prix : surcoût de 9% (prix alimentaires en moyenne plus élevés, source INSEE 2010), soit 10,90 € par panier Quantité consommée : CRPMM 2014 - enquête auprès des pêcheurs 1 panier par sortie pour chacun des 2 membres d'équipage et 96	Calcul du Coût de l'approvisionnement alimentaire par tonne de poisson = prix unitaire fonction de la durée des marées x (nombre de jours de mer x nombre de marins) / production en tonnes	10,9	2092,8	Le coût de référence pour un panier repas est de 10 € par jour	10	1920		173	20

	sorties par an										
AUTRES											

Arrêt d'exploitation liée aux conditions spécifiques du 349	<p>Pour la période d'inactivité : CRPMEEMM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs</p> <p>Pour le compte d'exploitation : Direction de la Mer, CRPMEEMM</p> <p>Estimée à 1 mois par an (sur 12), soit 8,3% de perte d'activité</p> <p>En valeur la perte équivaut à 8,3% de l'EBE (EBE estimé à 15% du CA pour les yoles)</p>	Calcul de la perte d'exploitation par tonne de poisson = $[(1 \text{ mois} / 12 \text{ mois}) \times (\text{production} \times \text{prix de vente}) \times \% \text{EBE}] / \text{production en tonnes}$		999	La référence métropole est égale à 0 (absence de conditions spécifiques liées au climat tropical ou à l'éloignement)		0		999	118
Insuffisance de production pour déprédation	Approche par analogie avec le PCS Guadeloupe: estimation à 3% de la réduction annuelle de capture (Source : Guyader et al, 2011)	Calcul de la perte d'exploitation = $(\text{CA annuel}) \times \% \text{perte} / \text{production en tonnes}$		2152	La base métropole est 0		0		2152	254
Surcoût total par tonne de poisson pêché catégorie 1 -A										1 514

Catégorie 1-B : Coûts de Production pour les produits de la pêche côtière en Yole <10m										
	Coûts en Martinique				Coûts en France hexagonale			Surcoûts		
Poste	Référence DOM (Coût, Prix, source, année de ref)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en €/tonne ou €/kg (par type de pêche) (= Méthode de calcul)	Base (€/Unité) Colonne A	Montant en € par bateau	Justification	Base (€/Unité) Colonne B	Montant en € par bateau	Base (€/unité) Surcoût A-B	Montant en € par bateau	Montant par tonne de poisson vif pêché
Carburant	Essence SSP: 1 €/l Coopérative Coopémar et service douanes (Raffinerie du Lamentin) 2014. Valeurs moyennes des 12 Arrêtés préfectoraux de janvier à décembre 2013. Quantités consommées: 220 l / sortie et 945 sorties par an: enquête pêcheurs CRPMEM + données comptables	Calcul du Coût du carburant par tonne de poisson = prix du carburant x (volume de carburant consommé par marée x nombre de marées) / production en tonnes	1,00	2880	Le prix de référence est calculé sur la base d'une moyenne 2013 du prix du carburant sur les ports de Lorient, Le Guilvinec et Boulogne sur Mer. Quantité consommée : 40 litres d'essence par sortie et 72 sorties par an. Pas de surcoût	0,68	1958	0,32	922	278

Lubrifiant	<p>Prix lubrifiant: Coopérative d'achat Coopémar 2014.</p> <p>Quantités de lubrifiant consommées: CRPMEM : enquête auprès des pêcheurs et données comptables</p> <p>Quantité consommée : 4 litres par mois d'activité et 6 mois d'activité.</p>	Calcul du Coût du lubrifiant par tonne de poisson = prix du lubrifiant x (volume de lubrifiant consommé par mois x nombre de mois d'activité) / production en tonnes	4,6	110	<p>Prix : surcoût de 30% (fret, taxes non récupérables, coûts de distribution de petites quantités)</p> <p>Quantité consommée : 4 litres par mois d'activité et 6 mois d'activité). Pas de surcoût</p>	2,53	61		2,07	50	15
Pièces d'usure et entretien	<p>Prix : Par analogie avec le travail réalisé en Guadeloupe et St Martin sur les pièces d'usure. Surcout estimé +16% + Demande de liste précise en cours auprès de la COOPEMAR</p>	Calcul du coût des pièces d'usure et de l'entretien par tonne de poisson = coût annuel / production en tonnes	-	2 314	Base métropole (DPMA) 2000 €/an petite pêche côtière	-	2000		-	314	95

Amortissement des investissements productifs (moteurs hors bord)	<p>Concerne le renouvellement des moteurs hors-bord des yoles.</p> <p>Prix : sur base d'enquête auprès des distributeurs locaux (Yamaha et Evinrude) : pas de surcoût considéré car import direct</p> <p>Amortissement : 20% de surcoût: amortissement sur 5 ans pour conditions climatiques et d'utilisation</p>	Coût des investissements productifs par tonne de poisson = (prix d'achat / durée d'amortissement) / production en tonnes	10000	2000	Amortissement de moteur hors bord en FH: 5 ans	10000	1667	0	333	101
Entretien y compris carénage	Non quantifiable			0	<p>Les coûts d'entretien dépendent principalement des infrastructures portuaires, existantes ou pas, et de leur niveau d'équipement.</p> <p>Ces surcoûts sont réels et d'autant plus élevés lorsqu'il n'existe pas d'équipement ou</p>				0	0

					d'infrastructure spécifique ou adapté.					
Equipement de pêche, de navigation et de sécurité	<p>Pour le prix des équipements : Coopérative d'achat Coopemar Montant du surcoût: 25% (valeur moyenne sur une liste d'équipement représentative de chaque catégorie de pêche)</p> <p>Pour la consommation des équipements (budget annuel) : CRPMM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs et de données comptables</p>	Coût des équipements par tonne de poisson = coût annuel / production en tonnes	-	1 800	<p>1) équipements de sécurité obligatoires – division 227 et des contrôles de conformité des équipements concernés et appareils)</p> <p>2) équipements de pêche suivant liste fournie par la Coopemar pour cette catégorie de pêche</p>	-	1440	-	360	109

Appâts	<p>Prix des appâts : CRPMEEM: les appâts de pêche côtière en Yole < 10m est constitué d'un poissons divers au prix moyen de 1,30 €/kg</p> <p>Consommation d'appâts : CRPMEEM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs et de données comptables</p> <p>Quantité consommée : 38 kg d'appâts par sortie 72 sorties par an soit 3600 kg par an</p>	<p>Calcul du Coût des appâts par tonne de poisson = prix des appâts x (quantité d'appâts par marée x nombre de marées) / production en tonnes</p>	1,30	3 600	<p>Référence: Prix d'achat 2013 des appâts pour la pêche côtière et pélagique des CRPMEEM des Pays de la Loire et de PACA.</p>	1,00	2769	0,30	831	251
--------	--	---	------	-------	--	------	------	------	-----	------------

Glace pour cale à poisson	<p>Prix : COOPEMAR 2014: 0,09 euros/kg (présentation en sac)</p> <p>Quantité consommée : : CRPMM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs et de données comptables</p> <p>Besoins 60% supérieurs pour une activité identique (raisons climatiques)</p>	Coût de la glace par tonne de poisson = prix de la glace x (quantité de glace par marée x nombre de marées) / production en tonnes		324	La référence retenue est celle de la glace vendue pour les pêcheurs des Pays de la Loire et de PACA en 2013 (présentation en vrac)		113		212	64
Redevance d'infrastructures portuaires	<p>NON Quantifiable</p> <p>Situations trop disparates pour effectuer des calculs pertinents</p>									0
Frais financiers	Il n'y a pas de frais de banque identifiés pour la pêche martiniquaise				Etude IEDOM 2014 = taux d'emprunt en métropole à 2,70%	2,7				0

Assurances	<p>NON quantifiable</p> <p>Les primes sont très élevées et parfois il n'existe pas d'offre d'assurance ce qui oblige le pêcheur à supporter lui-même son risque de vol, dégradation...</p>			0	La pêche métropolitaine dispose d'une offre d'assurance normale.		0		0	0
Télécommunications	<p>Non quantifiable</p> <p>Les coûts d'accès aux télécommunications sont plus élevés mais c'est surtout le manque de couverture ou de débit qui provoque des situations de surcout pouvant être très élevés par rapport à une économie qui dispose elle de tous les moyens de communication moderne</p>			0			0		0	0

Services de conseil	Non quantifiable : problématique plutôt conjoncturelle que structurelle : le surcoût est lié au fait qu'il faille faire venir des compétences dans ces territoires lorsqu'elles n'existent pas localement du fait de l'étroitesse du marché.			0						0	0
Coût liés aux activités de commercialisation visée à l'article 68 du FEAMP	NON RENSEIGNE			0							0

Approvisionnement alimentaire (équipage)	<p>Prix : surcoût de 9% (prix alimentaires en moyenne plus élevés, source INSEE 2010), soit 10,90 € par panier</p> <p>Quantité consommée : CRPMM 2014 - enquête auprès des pêcheurs</p> <p>1 panier par sortie pour chacun des 2 membres d'équipage et 72 sorties par an</p>	Calcul du Coût de l'approvisionnement alimentaire par tonne de poisson = prix unitaire fonction de la durée des marées x (nombre de jours de mer x nombre de marins) / production en tonnes		1569,6	Le coût de référence pour un panier repas est de 10 € par jour		1440			130	39
AUTRES											

Arrêt d'exploitation liée aux conditions spécifiques du 349	<p>Pour la période d'inactivité : CRPMEEMM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs</p> <p>Pour le compte d'exploitation : Direction de la Mer, CRPMEEMM</p> <p>Estimée à 1 mois par an (sur 12), soit 8,3% de perte d'activité versus 0 en FH</p> <p>En valeur la perte équivaut à 8,3% de l'EBE (EBE estimé à 15% du CA pour les yoles)</p>	Calcul de la perte d'exploitation par tonne de poisson = $[(1 \text{ mois} / 12 \text{ mois}) \times (\text{production} \times \text{prix de vente}) \times \% \text{EBE}] / \text{production en tonnes}$		390	La référence métropole est égale à 0 (absence de conditions spécifiques liées au climat tropical ou à l'éloignement)		0		390	118
Insuffisance de production pour déprédation	Approche par analogie avec le PCS Guadeloupe: estimation à 3% de la réduction annuelle de capture (Source : Guyader et al, 2011)	Calcul de la perte d'exploitation = $(\text{CA annuel}) \times \% \text{perte} / \text{production en tonnes}$		841	La base métropole est 0		0		841	254
Surcoût total par tonne de poisson pêché catégorie 1 -B										1 321

Catégorie 1-C : Coûts de Production pour les produits de la pêche au large en navire ponté de 10 à 12m												
	Coûts en Martinique					Coûts en France hexagonale				Surcoûts		
Poste	Référence DOM (Coût, Prix, source, année de ref)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en €/tonne ou €/kg (par type de pêche) (= Méthode de calcul)	Base (€/Unité) Colonne A	Montant en € par bateau		Justification	Base (€/Unité) Colonne B	Montant en € par bateau		Base (€/unité) Surcoût A-B	Montant en € par bateau	Montan par tonne de poisson vif pêché
Carburant	Essence SSP: 1 €/l Coopérative Coopémar et service douanes (Raffinerie du Lamentin) 2014. Valeurs moyennes des 12 Arrêtés préfectoraux de janvier à décembre 2013. Quantités consommées: 220 l / sortie et 945 sorties par an: enquête pêcheurs CRPMEM + données comptables	Calcul du Coût du carburant par tonne de poisson = prix du carburant x (volume de carburant consommé par marée x nombre de marées) / production en tonnes	0,82	11070		Le prix de référence est calculé sur la base d'une moyenne 2013 du prix du carburant sur les ports de Lorient, Le Guilvinec et Boulogne sur Mer. Quantité consommée : 450 litres de gasoil par marée de 5 jours et 30 marées par an. Pas de surcoût	0,68	9180		0,14	1890	108

Lubrifiant	<p>Prix lubrifiant: Coopérative d'achat Coopémar 2014.</p> <p>Quantités de lubrifiant consommées: CRPMEM : enquête auprès des pêcheurs et données comptables</p> <p>Quantité consommée : 20 litres par mois d'activité et 10 mois d'activité.</p>	Calcul du Coût du lubrifiant par tonne de poisson = prix du lubrifiant x (volume de lubrifiant consommé par mois x nombre de mois d'activité) / production en tonnes	4,6	920	Prix : surcoût de 30% (fret, taxes non récupérables, coûts de distribution de petites quantités) Quantité consommée : 20 litres par mois d'activité et 10 mois d'activité. Pas de surcoût	2,53	506		2,07	414	24
Pièces d'usure et entretien	<p>Prix : Par analogie avec le travail réalisé en Guadeloupe et St Martin sur les pièces d'usure. Surcout estimé +16% + Demande de liste précise en cours auprès de la COOPEMAR</p>	Calcul du coût des pièces d'usure et de l'entretien par tonne de poisson = coût annuel / production en tonnes	-	2 314	Base métropole (DPMA) 2000 €/an petite pêche côtière	-	2000		-	314	18
Amortissement des investissements productifs (moteurs hors bord)	Les moteurs diesel in-board des bateaux pontés ne sont pas concernés par ce poste			0	Pas d'investissement productif considéré						0

Entretien y compris carénage	Non quantifiable			0	<p>Les coûts d'entretien dépendent principalement des infrastructures portuaires, existantes ou pas, et de leur niveau d'équipement.</p> <p>Ces surcoûts sont réels et d'autant plus élevés lorsqu'il n'existe pas d'équipement ou d'infrastructure spécifique ou adapté.</p>				0	0
------------------------------	------------------	--	--	---	---	--	--	--	---	----------

Equipement de pêche, de navigation et de sécurité	<p>Pour le prix des équipements : Coopérative d'achat Coopemar Montant du surcoût: 25% (valeur moyenne sur une liste d'équipement représentative de chaque catégorie de pêche)</p> <p>Pour la consommation des équipements (budget annuel) : CRPMEEM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs et de données comptables</p>	Coût des équipements par tonne de poisson = coût annuel / production en tonnes	-	8 000	<p>1) équipements de sécurité obligatoires – division 227 et des contrôles de conformité des équipements concernés et appareils)</p> <p>2) équipements de pêche suivant liste fournie par la Coopemar pour cette catégorie de pêche</p>		6400		1600	91
---	---	--	---	-------	---	--	------	--	------	-----------

Appâts	<p>Prix des appâts : CRPMEEM: les appâts de pêche au large en navire ponté de 10 à 12m est constitué d'un mélange de calamars, balaous, poissons volants congelés au prix moyen de 6€/kg</p> <p>Consommation d'appâts : CRPMEEM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs et de données comptables</p> <p>Quantité consommée : 4 kg de calamars, balaous ou poissons volants par marée et 30 marées par an soit 120 kg</p>	Calcul du Coût des appâts par tonne de poisson = prix des appâts x (quantité d'appâts par marée x nombre de marées) / production en tonnes	6,00	720	Référence: Prix d'achat 2013 des appâts pour la pêche côtière et pélagique des CRPMEEM des Pays de la Loire et de PACA.	1,00	120		5,00	600	34
--------	--	--	------	-----	---	------	-----	--	------	-----	-----------

Glace pour cale à poisson	<p>Prix : COOPEMAR 2014: 0,06 euros/kg (présentation en vrac pour cette catégorie de pêche)</p> <p>Quantité consommée : : CRPMM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs et de données comptables</p> <p>Besoins 60% supérieurs pour une activité identique (raisons climatiques)</p>	Coût de la glace par tonne de poisson = prix de la glace x (quantité de glace par marée x nombre de marées) / production en tonnes		1440	La référence retenue est celle de la glace vendue pour les pêcheurs des Pays de la Loire et de PACA en 2013 (présentation en vrac)		750		690	39
Redevance d'infrastructures portuaires	<p>NON Quantifiable</p> <p>Situations trop disparates pour effectuer des calculs pertinents</p>			0						0
Frais financiers	Il n'y a pas de frais de banque identifiés pour la pêche martiniquaise			0	Etude IEDOM 2014 = taux d'emprunt en métropole à 2,70%	2,7				0

Assurances	<p>NON quantifiable</p> <p>Les primes sont très élevées et parfois il n'existe pas d'offre d'assurance ce qui oblige le pêcheur à supporter lui-même son risque de vol, dégradation...</p>			0	La pêche métropolitaine dispose d'une offre d'assurance normale.		0		0	0
Télécommunications	<p>Non quantifiable</p> <p>Les coûts d'accès aux télécommunications sont plus élevés mais c'est surtout le manque de couverture ou de débit qui provoque des situations de surcout pouvant être très élevés par rapport à une économie qui dispose elle de tous les moyens de communication moderne</p>			0			0		0	0

Services de conseil	Non quantifiable : problématique plutôt conjoncturelle que structurelle : le surcoût est lié au fait qu'il faille faire venir des compétences dans ces territoires lorsqu'elles n'existent pas localement du fait de l'étroitesse du marché.			0					0	0
Coût liés aux activités de commercialisation visée à l'article 68 du FEAMP	NON RENSEIGNE			0						0

Approvisionnement alimentaire (équipage)	<p>Prix : surcoût de 9% (prix alimentaires en moyenne plus élevés, source INSEE 2010), x 2 paniers par jour de pêche (pêche au large en navire ponté), soit 21,80 € par jour</p> <p>Quantité consommée : CRPMEEM 2014 - enquête auprès des pêcheurs</p> <p>2 paniers par jour pour chacun des 3 membres d'équipage et 30 sorties de 5 jours par an</p>	Calcul du Coût de l'approvisionnement alimentaire par tonne de poisson = prix unitaire fonction de la durée des marées x (nombre de jours de mer x nombre de marins) / production en tonnes		9810	Le coût de référence pour un panier repas est de 10 € par jour		9000			810	46
AUTRES											

Arrêt d'exploitation liée aux conditions spécifiques du 349	<p>Pour la période d'inactivité : CRPMEEMM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs</p> <p>Pour le compte d'exploitation : Direction de la Mer, CRPMEEMM</p> <p>Estimée à 1 mois par an (sur 12), soit 8,3% de perte d'activité</p> <p>En valeur la perte équivaut à 8,3% de l'EBE (EBE estimé à 35% du CA pour les bateaux pontés)</p>	Calcul de la perte d'exploitation par tonne de poisson = $[(1 \text{ mois} / 12 \text{ mois}) \times (\text{production} \times \text{prix de vente}) \times \% \text{EBE}] / \text{production en tonnes}$		4805	La référence métropole est égale à 0 (absence de conditions spécifiques liées au climat tropical ou à l'éloignement)		0		4805	275
Insuffisance de production pour déprédation	Approche par analogie avec le PCS Guadeloupe: estimation à 3% de la réduction annuelle de capture (Source : Guyader et al, 2011)	Calcul de la perte d'exploitation = $(\text{CA annuel}) \times \% \text{perte} / \text{production en tonnes}$		4436	La base métropole est 0		0		4436	254
Surcoût total par tonne de poisson pêché catégorie 1 -C										889

Catégorie 1-D : Coûts de Prod. pour les produits de la pêche sur le plateau guyanais en navire ponté de plus de 12m												
	Coûts en Martinique					Coûts en France hexagonale				Surcoûts		
Poste	Référence DOM (Coût, Prix, source, année de ref)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en €/tonne ou €/kg (par type de pêche) (= Méthode de calcul)	Base (€/Unité) Colonne A	Montant en € par bateau		Justification	Base (€/Unité) Colonne B	Montant en € par bateau		Base (€/unité) Surcoût A-B	Montant en € par bateau	Montant par tonne de poisson vif pêché
Carburant	Gasoil: 0,82 €/l Coopérative Coopémar et service douanes (Raffinerie du Lamentin) 2014. Valeurs moyennes des 12 Arrêtés préfectoraux de janvier à décembre 2013. Quantité consommée : : enquête pêcheurs CRPMEM + données comptables: 85 396 litres de gasoil par an.	Calcul du Coût du carburant par tonne de poisson = prix du carburant x (volume de carburant consommé par marée x nombre de marées) / production en tonnes	0,82	70025		Le prix de référence est calculé sur la base d'une moyenne 2013 du prix du carburant sur les ports de Lorient, Le Guilvinec et Boulogne sur Mer.	0,68	58069		0,14	11955	199

Lubrifiant	<p>Prix Lubrifiant: Coopérative d'achat Coopémar 2014.</p> <p>Quantités de lubrifiant consommées: CRPMEM : enquête auprès des pêcheurs et données comptables</p> <p>Quantité consommée : 446 litres par an.</p>	Calcul du Coût du lubrifiant par tonne de poisson = prix du lubrifiant x (volume de lubrifiant consommé par mois x nombre de mois d'activité) / production en tonnes	4,6	2052	<p>Prix : surcoût de 30% (fret, taxes non récupérables, coûts de distribution de petites quantités)</p> <p>Quantité consommée : 446 litres par an.</p> <p>Pas de surcoût</p>	2,53	1128		2,07	923	15
Pièces d'usure et entretien	<p>Montant annuel des pièces d'usure: CRPMEMM - bilans comptables</p> <p>+ Demande de liste précise en cours auprès de la COOPEMAR</p>	Calcul du coût des pièces d'usure et de l'entretien par tonne de poisson = coût annuel / production en tonnes	-	5 033	Base métropole (DPMA) 5900€/an pêche « intermédiaire »	-	5900		-	-867	0
Amortissement des investissements productifs (moteurs hors bord)	Les moteurs diesel in-board des bateaux pontés ne sont pas concernés par ce poste			0	Pas d'investissement productif considéré						0

Entretien y compris carénage	Non quantifiable			0	<p>Les coûts d'entretien dépendent principalement des infrastructures portuaires, existantes ou pas, et de leur niveau d'équipement.</p> <p>Ces surcoûts sont réels et d'autant plus élevés lorsqu'il n'existe pas d'équipement ou d'infrastructure spécifique ou adapté.</p>				0	0
------------------------------	------------------	--	--	---	---	--	--	--	---	----------

Équipement de pêche, de navigation et de sécurité	<p>Pour le prix des équipements : Coopérative d'achat Coopemar Montant du surcoût: 25% (valeur moyenne sur une liste d'équipement représentative de chaque catégorie de pêche)</p> <p>Pour la consommation des équipements (budget annuel) : CRPMEEM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs et de données comptables</p>	Coût des équipements par tonne de poisson = coût annuel / production en tonnes	-	11 857	<p>1) équipements de sécurité obligatoires – division 227 et des contrôles de conformité des équipements concernés et appareils)</p> <p>2) équipements de pêche suivant liste fournie par la Coopemar pour cette catégorie de pêche</p>		9486		2371	40
---	---	--	---	--------	---	--	------	--	------	-----------

Appâts	<p>Prix des appâts : CRPMEEM: les appâts de pêche sur le plateau guyanais est constitué de sardines au prix moyen de 2,07 €/kg</p> <p>Consommation d'appâts : CRPMEEM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs et de données comptables</p> <p>Quantité consommée : 3433 kg de sardines consommées sur 1 an</p>	Calcul du Coût des appâts par tonne de poisson = prix des appâts x (quantité d'appâts par marée x nombre de marées) / production en tonnes	2,07	7 106	Référence: Prix d'achat 2013 des appâts pour la pêche côtière et pélagique des CRPMEEM des Pays de la Loire et de PACA.	1,00	3433		1,07	3673	61
--------	--	--	------	-------	---	------	------	--	------	------	-----------

Glacé	<p>Prix : COOPEMAR 2014: 0,06 euros/kg (présentation en vrac pour cette catégorie de pêche)</p> <p>Quantité consommée : : CRPMM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs et de données comptables</p> <p>Besoins 60% supérieurs pour une activité identique (raisons climatiques)</p>	Coût de la glace par tonne de poisson = prix de la glace x (quantité de glace par marée x nombre de marées) / production en tonnes		6300	La référence retenue est celle de la glace vendue pour les pêcheurs des Pays de la Loire et de PACA en 2013 (présentation en vrac)		3938		2363	39
Redevance d'infrastructures portuaires	<p>NON Quantifiable</p> <p>Situations trop disparates pour effectuer des calculs pertinents</p>			0						0
Frais financiers	Il n'y a pas de frais de banque identifiés pour la pêche martiniquaise				Etude IEDOM 2014 = taux d'emprunt en métropole à 2,70%	2,7				0

Assurances	<p>NON quantifiable</p> <p>Les primes sont très élevées et parfois il n'existe pas d'offre d'assurance ce qui oblige le pêcheur à supporter lui-même son risque de vol, dégradation...</p>				La pêche métropolitaine dispose d'une offre d'assurance normale.				0	0
Télécommunications	<p>Non quantifiable</p> <p>Les coûts d'accès aux télécommunications sont plus élevés mais c'est surtout le manque de couverture ou de débit qui provoque des situations de surcout pouvant être très élevés par rapport à une économie qui dispose elle de tous les moyens de communication moderne</p>			0			0		0	0

Services de conseil	Non quantifiable : problématique plutôt conjoncturelle que structurelle : le surcoût est lié au fait qu'il faille faire venir des compétences dans ces territoires lorsqu'elles n'existent pas localement du fait de l'étroitesse du marché.			0					0	0
Coût liés aux activités de commercialisation visée à l'article 68 du FEAMP	NON RENSEIGNE			0						0
Approvisionnement alimentaire (équipage)	Prix : surcoût de 9% (prix alimentaires en moyenne plus élevés, source INSEE 2010), Quantité consommée : CRPMEEM 2014 - bilans comptables (pêche hauturière): budget annuel moyen par bateau = 10068	Calcul du Coût de l'approvisionnement alimentaire par tonne de poisson = prix unitaire fonction de la durée des marées x (nombre de jours de mer x nombre de marins) / production en tonnes		10068	Un sous-coût de 9% est appliqué au montant comptable de Martinique		9237		831	14
AUTRES										

Arrêt d'exploitation liée aux conditions spécifiques du 349	<p>Pour la période d'inactivité : CRPMEEMM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs</p> <p>Pour le compte d'exploitation : Direction de la Mer, CRPMEEMM</p> <p>Estimée à 1 mois par an (sur 12), soit 8,3% de perte d'activité versus 0 en FH</p> <p>En valeur la perte équivaut à 8,3% de l'EBE (EBE estimé à 35% du CA pour les navires hauturiers)</p>	Calcul de la perte d'exploitation par tonne de poisson = $[(1 \text{ mois} / 12 \text{ mois}) \times (\text{production} \times \text{prix de vente}) \times \% \text{EBE}] / \text{production en tonnes}$		16475	La référence métropole est égale à 0 (absence de conditions spécifiques liées au climat tropical ou à l'éloignement)		0		16475	275
Insuffisance de production pour déprédation	Approche par analogie avec le PCS Guadeloupe: estimation à 3% de la réduction annuelle de capture (Source : Guyader et al, 2011)	Calcul de la perte d'exploitation = $(\text{CA annuel}) \times \% \text{perte} / \text{production en tonnes}$		15210	La base métropole est 0		0		15210	254
Surcoût total par tonne de poisson pêché catégorie 1 -D										897

4.1.2 Descriptif des postes budgétaires

Poste Budgétaire : CARBURANT

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique

Premier poste de dépense pour les pêcheurs en dehors des salaires.

2 types de carburants utilisés : l'essence pour les yoles équipées de moteurs hors-bord, et le gazole pour les bateaux pontés.

Le carburant est vendu détaxé aux pêcheurs en Martinique comme en France hexagonale. Mais le montant du prix hors taxes, la nature des taxes et leur montant sont différents : en Martinique taxe régionale spéciale, octroi de mer (seulement pour l'essence) et octroi de mer régional ; en France hexagonale TICPE et TVA.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

Le coût du carburant est fonction de la quantité consommée et du prix au litre.

La quantité consommée dépend de la consommation par sortie en mer (marée) et du nombre de marées.

On considère que la quantité de carburant consommée est la même en Martinique et en France hexagonale par catégorie de bateaux.

Seul l'écart de prix dû au différentiel de prix hors taxes sera un facteur de surcoût.

Formule de calcul :

$\text{Coût du carburant par tonne de poisson} = \text{prix du carburant} \times (\text{volume de carburant consommé par marée} \times \text{nombre de marées}) / \text{production en tonnes}$
--

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Pour le prix du carburant : Coopérative d'achat Coopemar et douanes (raffinerie Lamentin) 2014	DPMA : Le prix de référence est calculé sur la base d'une moyenne 2013 du prix du carburant dans les ports de Lorient, le Guilvinec, et Boulogne sur mer : 0.68 €/l
Pour les quantités de carburant consommées : CRPMEEM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs et de données comptables	Pour les quantités de carburant consommées : quantités considérées identiques à la Martinique

Données de calcul

	Pêche au large en Yole <10m	Pêche côtière en Yole <10m	Pêche au large navire ponté 10 à 12m	Pêche plateau guyanais navire ponté > 12m
carburant	essence	essence	gazole	gazole
prix euros / litre M	1,00	1,00	0,82	0,82
prix euros / litre FH	0,68	0,68	0,68	0,68
conso litre / marée	220	40	450	8540
nombre de marées / an	96	72	30	10
Production bateau kg / an	8488	3316	17500	60000

Résultats de surcoûts

Euros/tonne de poisson	Pêche au large en Yole <10m	Pêche côtière en Yole <10m	Pêche au large navire ponté de 10 à 12m	Pêche sur le plateau guyanais navire ponté de >12m
Martinique	2 488	869	633	1 167
France hexagonale	1 692	591	525	968
Surcoût	796	278	108	199

Poste budgétaire : LUBRIFIANT

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique

Il s'agit du lubrifiant utilisé pour les moteurs.

Comme la plupart des produits et matériels importés le lubrifiant supporte un surcoût par rapport à la France hexagonale dû au fret, aux taxes non récupérables par le professionnel et éventuellement à des coûts de distribution liés aux plus petites quantités commercialisées en Martinique.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

Le coût du lubrifiant est fonction de la quantité consommée et du prix au litre.

La quantité consommée dépend de la consommation par mois et du nombre de mois d'activité du pêcheur.

On considère que la quantité de lubrifiant consommée est la même en Martinique et en France hexagonale par catégorie de bateaux.

Formule de calcul :

Coût du lubrifiant par tonne de poisson = prix du lubrifiant x (volume de lubrifiant consommé par mois x nombre de mois d'activité) / production en tonnes

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Pour le prix du lubrifiant : Coopérative d'achat Coopemar 2014	Les prix retenus : moyenne de prix 2014 des sites agri leader et Lubexcel pour une huile 15W40 conditionnée en fût de 200L (www.agrileader.fr ; www.lubexcel.com), leaders sur le marché de la fourniture de produits et pièces pour la pêche.
Pour les quantités de lubrifiant consommées : CRPMEEM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs et de données comptables	Prix moyen 2013: 2,53 €/l

Données de calcul

	Pêche au large en Yole <10m	Pêche côtière en Yole <10m	Pêche au large en navire ponté de 10 à 12m	Pêche plateau guyanais navire ponté > 12m
prix euros / litre M	4,60	4,60	4,60	4,60
prix euros / litre FH	2,53	2,53	2,53	2,53
conso litre / mois	8	4	20	446 / an
nombre de mois d'activité / an	8	6	10	
production bateau kg / an	8488	3316	17500	60000

Résultats de surcoûts

Euros/tonne de poisson	Pêche au large en Yole <10m	Pêche côtière en Yole <10m	Pêche au large navire ponté 10 à 12m	Pêche plateau guyanais navire ponté de > 12m
Martinique	35	33	53	34
France hexagonale	19	18	29	19
Surcoût	16	15	24	15

Poste budgétaire : PIÈCES D'USURE ET ENTRETIEN

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique

Il s'agit de tout ce qui concerne la maintenance du moteur avec les révisions périodiques, les réparations, l'entretien de la carène.

Il faut noter que les pratiques de pêche en Martinique et par voie de conséquence tout ce qui concerne le matériel et son entretien diffèrent beaucoup des pratiques des pêcheurs en France hexagonale. La comparaison n'est donc pas aisée.

Par ailleurs il est difficile pratiquement de dissocier l'entretien, les petites réparations et les pièces associées.

Les conditions climatiques de la Martinique induisent un entretien plus important qu'en France hexagonale pour maintenir le matériel en bon état de fonctionnement.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

Une approche comparative sur la base d'une liste de pièces d'usure a été menée en Guadeloupe dans le cadre du PS Guadeloupe pour les bateaux équipés de moteurs hors bord. Cette approche a mis en évidence un surcoût de pièces d'usure de 16% environ (15.7% précisément). Par analogie nous imputerons ce surcoût aux données de base France Hexagonale fournies par la DPMA pour les 3 premières catégories.

Pour les navires pêchant sur le plateau Guyanais dont la comptabilité fournit le montant des pièces d'usure, nous utiliserons cette valeur.

Formule de calcul :

$\text{Coût des pièces d'usure et de l'entretien par tonne de poisson} = \frac{\text{coût annuel}}{\text{production en tonnes}}$
--

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Par analogie avec l'approche effectuée à St Martin (PCS Guadeloupe): surcoût de +16% pour les 3 premières catégories, et valeur comptable pour les navires pêchant sur le plateau guyanais.	DPMA : Base métropole pour tous DOM : - 2000 €/an petite pêche côtière - 5900€/an pêche « intermédiaire » - 11 765€/an pêche hauturière
Pour le prix des produits et du matériel : Coopérative d'achat Coopemar	

Données de calcul

	Pêche au large en Yole <10m	Pêche côtière en Yole <10m	Pêche au large navire ponté 10 à 12m	Pêche plateau guyanais navire ponté de > 12m
coût euros / bateau M	2 314	2 314	2 314	5 033
coût euros / bateau FH	2 000	2 000	2 000	5 900

production bateau kg / an	8488	3316	17500	60000
---------------------------	------	------	-------	-------

Résultats de surcoûts

Euros/tonne de poisson	Pêche au large en Yole <10m	Pêche côtière en Yole <10m	Pêche au large navire ponté 10 à 12m	Pêche plateau guyanais navire ponté de > 12m
Martinique	273	698	132	84
France hexagonale	236	603	114	98
Surcoût	37	95	18	0

Poste budgétaire : ÉQUIPEMENT DE PÊCHE, DE NAVIGATION ET DE SÉCURITÉ

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique

Si le matériel de navigation et de sécurité peut être considéré comme standard, il n'en va pas de même du matériel de pêche qui diffère d'un bateau à un autre selon les métiers et les mix-métiers (plusieurs types de pêches pratiquées) et entre la Martinique et la France hexagonale.

Nous avons identifié quelques matériels par type d'équipement et comparé les prix entre la Martinique et la France hexagonale :

- Équipements de pêche : filets, palangres, vire-filets, vire-casiers.
- Équipement de navigation : GPS, VHF, blu, radar.
- Équipement de sécurité : gilets, fusées, radeau.

Comme la plupart des produits et matériels importés ce matériel supporte un surcoût par rapport à la France hexagonale dû au fret, aux taxes non récupérables par le professionnel et éventuellement à des coûts de distribution liés aux plus petites quantités commercialisées en Martinique.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

Le surcoût ressort à 25% en moyenne pour les équipements comparés.

Ce différentiel ne recouvre qu'un écart de prix unitaire. On considère – à la différence des pièces d'usure et de l'entretien - que la consommation des équipement est identique en Martinique et en France hexagonale .

Formule de calcul :

$\text{Coût des équipements par tonne de poisson} = \text{coût annuel} / \text{production en tonnes}$

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
--------------------	---------------------------

Pour le prix des équipements : Coopérative d'achat Coopemar	DPMA 1) équipements de sécurité obligatoires – division 227 et des contrôles de conformité des équipements concernés et appareils)
Pour la consommation des équipements : CRPMM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs et de données comptables	2) équipements de pêche suivant liste établie en Martinique (Coopemar) pour cette catégorie de pêche

Données de calcul

	Pêche au large en Yole <10m	Pêche côtière en Yole <10m	Pêche au large navire ponté 10 à 12m	Pêche plateau guyanais navire ponté de > 12m
coût euros / an M	2 000	1 800	8 000	11 857
surcoût euros / an versus FH	25%	25%	25%	25%
production bateau kg / an	8488	3316	17500	60000

Résultats de surcoûts

Euros/tonne de poisson	Pêche au large en Yole <10m	Pêche côtière en Yole <10m	Pêche au large navire ponté 10 à 12m	Pêche plateau guyanais navire ponté de > 12m
Martinique	236	543	457	198
France hexagonale	189	434	366	158
Surcoût	47	109	91	40

Poste budgétaire : APPATS

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique

Les appâts en nature et quantité varient beaucoup selon les types de pêche. La pêche côtière au casier utilise de grosses quantités d'appâts de faible valeur tandis que la ligne de la pêche au large consomme moins d'appâts plus coûteux.

- Pour la pêche côtière : appâts divers,
- Pour la pêche au large : calamars, balaous, poissons volants congelés,
- Pour la pêche sur la plateau guyanais : sardines.

Comme la plupart des produits importés ces produits supportent un surcoût par rapport à la France hexagonale dû au fret, aux taxes non récupérables par le professionnel et éventuellement à des coûts de distribution liés aux plus petites quantités commercialisées en Martinique.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

Le coût des appâts est fonction de la quantité consommée et du prix au kg.

La quantité consommée dépend de la consommation par marée et du nombre de marées.

On considère que la quantité d'appâts consommée est la même en Martinique et en France hexagonale.

Au total seul le différentiel de prix sera un facteur de surcoût.

Formule de calcul :

Coût des appâts par tonne de poisson = prix des appâts x (quantité d'appâts par marée x nombre de marées) / production en tonnes

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Pour le prix des appâts : CRPMEEM	DPMA : La référence : prix d'achat des appâts pour la pêche côtière et pélagique des CRPMEEM des Pays de la Loire et de PACA. 1 €/kilo d'appâts année de référence 2013
Pour la consommation d'appâts : CRPMEEM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs et de données comptables	Pour la consommation d'appâts : consommation considérée identique à la Martinique

Données de calcul

	Pêche au large en Yole <10m	Pêche côtière en Yole <10m	Pêche au large navire ponté 10 à 12m	Pêche plateau guyanais navire ponté de > 12m
prix euros / kg M	6,00	1,30	6	2,07
prix euros / kg FH	1	1	1	1
conso kg / marée	2	38	4	343
nombre de marées / an	96	72	30	10
production bateau kg / an	8488	3316	17500	60000

Résultats de surcoûts

Euros/tonne de poisson	Pêche au large en Yole <10m	Pêche côtière en Yole <10m	Pêche au large navire ponté 10 à 12m	Pêche plateau guyanais navire ponté de > 12m
Martinique	136	1 086	41	118
France hexagonale	23	835	7	57
Surcoût	113	251	34	61

Poste budgétaire : GLACE

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique

La glace est produite sur place. Elle est achetée en sacs de 50kg (yoles) ou en vrac (bateaux pontés) par les pêcheurs à la Coopemar. Elle peut être produite sur les plus gros bateaux qui font des marées plus longues, s'ils sont équipés d'une machine à glace. Les quantités consommées en Martinique sont supérieures à la consommation en France hexagonale en raison des conditions climatiques.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

Le coût de la glace est fonction de la quantité consommée et du prix au kg.

La quantité consommée dépend de la consommation par marée et du nombre de marées.

Elle est estimée supérieure de 60% à celle en France hexagonale toutes choses égales par ailleurs par catégorie de bateaux.

Le prix dépend de la vente en sac ou en vrac. On considère dans le cas d'une machine à glace que le prix équivaut à celui du vrac.

Formule de calcul :

Coût de la glace par tonne de poisson = prix de la glace x (quantité de glace par marée x nombre de marées) / production en tonnes

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Pour le prix de la glace : Coopérative d'achat Coopemar. Pour la consommation de glace : CRPMEEM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs et de données comptables Surconsommation de glace de 60% due aux conditions climatiques	DPMA : la référence retenue est celle de la glace vendue pour les pêcheurs des Pays de la Loire et de PACA.

Données de calcul

	Pêche au large en Yole <10m	Pêche côtière en Yole <10m	Pêche au large navire ponté 10 à 12m	Pêche plateau guyanais navire ponté de > 12m
prix euros / kg M	0,09	0,09	0,06	0,06
prix euros / kg FH	0,05	0,05	0,05	0,05
conso kg / marée	100	50	800	10500
nombre de marées / an	96	72	30	10
Surconsommation kg vs FH	60%	60%	60%	60%
production bateau kg / an	8488	3316	17500	60000

Résultats de surcoûts

Euros/tonne de poisson	Pêche au large en Yole <10m	Pêche côtière en Yole <10m	Pêche au large navire ponté 10 à 12m	Pêche plateau guyanais navire ponté de > 12m
Martinique	102	98	82	105
France hexagonale	35	34	43	66
Surcoût	66	64	39	39

Poste budgétaire : ASSURANCES

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique

Les bateaux et conditions de pêche diffèrent entre Martinique France hexagonale et rend a priori la comparaison très délicate.

Les primes sont très élevées et parfois il n'existe pas d'offre d'assurance ce qui oblige le pêcheur à supporter lui-même son risque de vol ou de dégradation.

Dans ces conditions particulière nous considérerons que le surcoût lié à ce poste budgétaire n'est pas quantifiable

Poste budgétaire : TÉLÉCOMMUNICATIONS

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique

Les coûts d'accès aux télécommunications sont plus élevés mais c'est surtout le manque de couverture ou de débit qui provoque des situations de surcoût pouvant être très élevés par rapport à une économie qui dispose de tous les moyens de communication moderne

Néanmoins ces surcoût n'étant pas quantifiables ne seront pas pris en compte dans cette approche.

Poste budgétaire : APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique

Il s'agit des repas pris par les pêcheurs pendant leur activité.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

La dépense est fonction de la consommation et du prix unitaire du panier.

La consommation dépend de la durée des marées (sortie à la journée ou plus), du nombre de jours de mer et du nombre de marins.

La consommation est estimée à 1 panier par jour de mer et par marin pour les sorties à la journée (yoles) et 2 paniers dans le cas de marées plus longues (bateaux pontés).

Pour les bateaux de pêche sur plateau guyanais, le bilan comptable fournit le montant annuel de poste budgétaire.

Les prix alimentaires sont 9% plus élevés en Martinique versus la France hexagonale.

On considère que la consommation est la même en Martinique et en France hexagonale.

Seul le différentiel de prix est un facteur de surcoût.

Formule de calcul :

$\text{Coût de l'approvisionnement alimentaire par tonne de poisson} = \text{prix unitaire (1)} \times (\text{nombre de jours de mer} \times \text{nombre de marins}) / \text{production en tonnes}$
--

(1) fonction de la durée des marées

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
DPMA : étude Insee 2010 = surcoût de la vie de 9 % dans les DOMs soit 10.90€/panier	DPMA : Le panier de référence est un panier repas à 10 € par jour.
Pour la consommation : CRPMEEM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs (yoles et bateaux pontés) et de données comptables (pêche sur plateau Guyane)	Pour la consommation : consommation considérée identique à la Martinique

Données de calcul

	Pêche au large en Yole <10m	Pêche côtière en Yole <10m	Pêche au large navire ponté 10 à 12m	Pêche plateau guyanais navire ponté de > 12m
prix euros / marin et jour de mer M	10,90	10,90	21,80	10068 (1)
prix euros / marin et jour de mer FH	10,00	10,00	20,00	8605 (1)

nombre de jours de marins	2	2	3	5
nombre de jours de mer / an	96	72	150	220
production bateau kg / an	8488	3316	17500	60000

(1) Coût annuel

Résultats de surcoûts

Euros/tonne de poisson	Pêche au large en Yole <10m	Pêche côtière en Yole <10m	Pêche au large navire ponté 10 à 12m	Pêche plateau guyanais navire ponté de > 12m
Martinique	247	473	561	168
France hexagonale	226	434	514	154
Surcoût	20	39	46	14

Poste budgétaire : ARRET D'EXPLOITATION LIE AUX CONDITIONS SPECIFIQUES DU 349

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique

L'activité de pêche est interrompue par des événements spécifiques à la situation de RUP de la Martinique. Il s'agit d'aléas climatiques perturbant voire interdisant les sorties en mer notamment pendant la période cyclonique de juillet à septembre.

A cela s'ajoutent les pannes immobilisant plus longtemps le bateau (plusieurs semaines versus quelques jours en France hexagonale) du fait du délai d'acheminement des pièces.

S'il existe des aléas climatiques affectant la pêche en France hexagonale, leur impact comparativement est moins important et moins systématique.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

La perte d'exploitation est fonction de la durée d'inactivité, du chiffre d'affaire et de l'EBE.

On ne considère que le surcoût par rapport à la France hexagonale. On considère que par définition il n'y a pas d'inactivité ayant l'origine RUP en France hexagonale. Seul ce qui apparaît spécifique a été estimé et comptabilisé pour la Martinique.

Nous estimons l'inactivité spécifique due aux événements décrits ci-dessus à 1 mois par an sur une base de 12 mois d'activité, soit 8.3%.

Concernant l'EBE, nous calculons un EBE moyen pour chaque catégorie de bateaux. In fine, nous ne prenons pas en compte l'EBE reconstitué des yoles côtières qui nous semble peu fiable. Nous considérons pour l'ensemble des yoles l'EBE des yoles qui pêchent au large (15%). Pour les bateaux pontés, l' EBE moyen estimé est de 35%.

Formule de calcul :

<i>Montant de la perte d'exploitation par tonne de poisson = [(1 mois / 12 mois) x (production x prix de vente) x %EBE] / production en tonnes</i>
--

L'EBE est calculé par ailleurs à partir du chiffre d'affaire moyen de la catégorie et des charges moyennes (salaires et consommations intermédiaires)

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
--------------------	---------------------------

Pour la période d'inactivité : CRPMEEM sur la base d'une enquête auprès des pêcheurs	La référence métropole est égale à 0 (absence de conditions spécifiques liées au climat tropical ou à l'éloignement)
Pour le compte d'exploitation : Direction de la Mer, CRPMEEM	

Données de calcul

	Pêche au large en Yole <10m	Pêche côtière en Yole <10m	Pêche au large navire ponté 10 à 12m	Pêche plateau guyanais navire ponté de > 12m
prix de vente euros /kg	8,63	8,63	8,63	8,63
production bateau kg / an	8488	3316	17500	60000
EBE % calculé	15%	15%	35%	35%
Inactivité spécifique RUP	8,3%	8,3%	8,3%	8,3%

Résultats de surcoûts

Euros/tonne de poisson	Pêche au large en Yole <10m	Pêche côtière en Yole <10m	Pêche au large navire ponté 10 à 12m	Pêche plateau guyanais navire ponté de > 12m
Martinique	118	118	275	275
France hexagonale	0	0	0	0
Surcoût	118	118	275	275

Poste budgétaire : INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS

Explication du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique

Il s'agit d'investissements nécessités par l'activité de pêche. La situation de RUP de la Martinique peut générer des surcoûts au niveau de leur amortissement. Les moteurs hors-bord des yoles sont concernés par ce poste. Nous n'avons pas identifié de surcoûts certains à l'achat en raison des conditions tarifaires des distributeurs. En revanche les conditions climatiques et d'utilisation en Martinique réduisent la durée d'amortissement par rapport à la France hexagonale et génèrent ainsi des surcoûts.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

Le coût des investissements est fonction du prix d'achat et de la durée de l'amortissement.

Pas d'écart de prix d'achat des moteurs.

5 années d'amortissement en Martinique versus 6 en France hexagonale.

Formule de calcul :

<i>Coût des investissements productifs par tonne de poisson = (prix d'achat / durée d'amortissement) / production en tonnes</i>

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Pour le prix : tarifs revendeurs Yamaha et Evinrude	Pour le prix : tarifs revendeurs
Pour l'amortissement : revendeurs Yamaha et Evinrude	Pour l'amortissement : revendeurs

Données de calcul

	Pêche au large en Yole <10m	Pêche côtière en Yole <10m	Pêche au large navire ponté 10 à 12m	Pêche plateau guyanais navire ponté de > 12m
prix d'achat M	12 000	10 000	0	0
prix d'achat FH	12 000	10 000	0	0
durée d'amortissement M	5	5	0	0
durée d'amortissement FH	6	6	0	0
production bateau kg / an	8488	3316	17500	60000

Résultats de surcoûts

Euros/tonne de poisson	Pêche au large en Yole <10m	Pêche côtière en Yole <10m	Pêche au large navire ponté 10 à 12m	Pêche plateau guyanais navire ponté de > 12m
Martinique	283	603	0	0
France hexagonale	236	503	0	0
Surcoût	47	101	0	0

4.2 L'AQUACULTURE

Idem pour l'aquaculture avec cette fois-ci les données utilisées dans ce document

4.2.1 Données technico-économiques des élevages

L'aquaculture martiniquaise regroupe des entreprises diverses en termes d'espèces et de techniques aquacoles.

Leurs principales caractéristiques zootechniques et économiques sont regroupées dans le tableau ci-dessous :

	Chevrette	Cherax	Tilapia	Ombrine	Cobia
Type de bassins	Bassins à terre	Bassins à terre	Bassins à terre	Cages en mer	Cages en mer
Surface d'élevage (ha)	3	3	1,5	1,5	1,5
Surface unitaire / bassin (m²)	2 500	2 500	2 000		
Approvisionnement en eau	Gravitaire	Gravitaire	Gravitaire (eau douce) Pompage (eau de mer)	Pleine eau	Pleine eau
Production théorique kg / ha / an	1 800	2 000	4 000	300 000	250 000
Volumes annuel exploitation standard (kg)	5 400	6 000	6 000	15 000	12 000
Poids moyen / individu en fin de cycle (kg)	0,040	0,050	0,350	0,600	3,000
Taux de survie grossissement	21%	40%	70%	65%	35%
Prix des juvéniles (€/individu)	0,09	0,28	0,35	0,90	6,00
Nombre de Juvéniles / kg de PF (calculé)	119	50	4,1	2,6	0,95
Composition équipe (ouvrier/technicien)	Exploitant + 1 à 2 employé	Exploitant + 1 à 2 employé	Exploitant + 1 à 2 employé	Exploitant + 1 à 2 employé	Exploitant + 1 à 2 employé
Prix moyen de 1ère vente (€/kg)	18	15	9,8	9,8	10,8
IC (Indice de Conversion alimentaire)	6	3,4	2,5	2,2	2,5
Prix aliment départ métropole (€/kg)	1,11	0,95	0,94	1,30	1,86
Prix aliment franco Martinique (hors frais de stockage) (€/kg)	1,36	0,95	1,33	1,66	2,50
Consommation glace MARTinique: kg glace / kg produit frais	2	0	2	2	2
Consommation glace MARTinique: kg glace / kg produit frais	1	1	1	1	1
Occurrence de perte de cheptel	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1

- 1) *Supprimer la colonne chevrette*
- 2) *Utiliser les noms d'espèces retenus*

4.2.2 Tableaux de synthèse aquaculture

Espèce produite: CHERAX								
Base production: 6 t/an								
Poste budgétaire	Coûts en Martinique		Coûts France Hexagonale		Surcoûts en Martinique			
	Base (€/Unité)	Montant en € par exploitation	Base (€/Unité)	Montant en € par exploitation	Base (€/Unité)	Montant en € par exploitation	Montant par tonne produite	Justification
Juveniles	0,28	35368	0,036	11368	0,244	24000	4 000	Le coût de la juvénile 10g est de 0,28 €/pc. Référence: approche du coût de crevette Penaeide pré-grossie à 10 g (ID Aquaculture) : 3,60 /kg soit 0,036 €/pc A ce stade, le taux de survie est de 95%
Aliments	0,95	19	0,95	19	0	0	0	Les aliments sont produit localement. Le manque de référence FH sur cet aliment, et les faibles quantités produites anuellement ne permettent pas d'estimer un éventuel surcoût.
Energie	—	3420	—	2499	—	921	153	Le coût de l'électricité en Martinique n'est que 2% plus élevé qu'en FH. En revanche, le surcoût des carburants est respectivement de 28% pour le Gasoil et de 59% pour le super sans plomb. Le coût de l'énergie est réparti à 90% pour du carburant (gasoil et essence) et 10% en électricité.
Entretien (< phytosanitaire)	—	6150	—	3075	—	3075	513	Intègre: maintenance véhicule, entretien moteur, maintenance des bassins et / ou cages, lutte contre les nuisibles, épandage chaux vive sur bassins de terre En raison des opérations de désherbage des berges des bassins très consommatrices de main d'oeuvre en Martinique, on estime que la maintenance des bassins en terre est 50% plus coûteuse qu'en FH.
Matériel léger + pc détachées	—	1852	—	1250	—	602	100	Le matériel est souvent acheté sur Internet avec livraison par la poste. Pour de petites livraisons < 100€, l'import est exonéré d'OM. Mais la majorité des achats échappe à cette pratique => on estime le surcoût à 20% (Coopemar) Par ailleurs, on intègre l'approvisionnement urgent par messagerie, 2 fois par an en moyenne, de pièces détachées. En FH, cet envoi se ferait par la poste ou transport non urgent.
Redevances infrastruct. Portuaires		5969		4974		995	166	Le tarif de redevances ONF en Martinique pour les élevages en bassins à terre sont de 1€/m² (pour les surfaces inférieures à 1000 m² et de 1.50€/m² (150 €/are/an) pour les surfaces supérieures à 1000 m² ce qui représente un facteur d'environ x 10 par rapport à l'arrêté du 28/12/21983. Les montants transmis par certains producteurs montrent que ces redevances ne sont pas appliquées à la lettre. Concernent les élevages installés sur terres agricoles, les loyers de location d'étangs piscicoles étant très variable en France hexagonale en fonction de la région, de la nature des installations et du type de production il ne parait pas pertinent d'utiliser cette source d'information comme valeur de référence. Dans ce contexte d'incertitude et pour éviter de pénaliser les producteurs, nous considérerons un surcoût moyen de 20% pour les redevances d'élevages à terre correspondant au surcoût estimé de la vie en Martinique.
Frais bancaires	—	0	—	0		0	0	L'aliment est produit localement: pas de frais financiers liés à l'importation.
Assurances		4500		1238		3263	544	Le cheptel n'est pas assuré en Martinique, ce qui oblige les producteurs à se prémunir de l'éventualité d'une perte de leur cheptel une fois tous les 10 ans en moyenne pour causes spécifiques au territoire (Cyclone, Sargasses, problème majeur de qualité d'aliment). Cette épargne est mise en regard d'une prime moyenne d'assurance de 2,75% sur la valeur du cheptel des élevages de métropole.
Télécommunications		1200		360		840	140	Les coûts de télécommunications en Martinique sont 6 fois (téléphone) et 2 fois (Internet) plus élevées qu'en France hexagonale.
Services et conseil	—	826	—	0	—	826	138	En raison de l'absence, sur le territoire d'un vétérinaire spécialisé en aquaculture, intervention annuelle du vétérinaire du CNPME : 1 A/R mutualisé sur 10 entreprises (1 entreprise par jour sur 10 jours), pour un montant de 8370€, dont 760 € de billet d'avion et 175 € de per diem, 50 € / j de location de voiture, + coût des analyses / échantillons: 1 DHL / entreprise à 512 €/an, soit à la charge de chaque exploitation: 3012 / 10 = 301€
Traitement des déchets	35	21	20	12	15,00	9	2	En cohérence avec le raisonnement suivi pour le surcoût d'assurance sur la base d'une perte du cheptel une année sur dix, on calcule le cout d'équarissage de ce cheptel lissé sur 10 ans. Les coûts de prestation hors transport sont comparables en Martinique et FH.
Frais de personnel		0		0		0	0	Pas de surcoût: le coût du travail n'est pas plus élevé en Martinique qu'en FH (exonérations partielles de charges sociales en Martinique)
Autres	—	2466	—	0	—	2466	411	Interruption des livraisons d'aliment pendant les aléas climatiques sévères et les mouvements sociaux (10 jours par an en moyenne)
TOTAL		61791		24795		36996	6 166	

Espèce produite: TILAPIA								
Base production: 6 t/an								
	Coûts en Martinique		Coûts France Hexagonale		Surcoûts en Martinique			
	Base (€/Unité)	Montant en € par exploitation	Base (€/Unité)	Montant en € par exploitation	Base (€/unité)	Montant en € par exploitation	Montant par tonne produite	Justification
Juveniles	0,35	8571	0,01	122	0,35	8449	1 408	Les alevins de Tilapia sont produits localement.
Aliments	1,33	6020	0,94	14	0,39	6006	1 001	Les aliments pour Tilapia sont importés de France hexagonale par transport maritime.
Energie	—	4500	—	4051	—	449	75	Le coût de l'électricité en Martinique n'est que 2% plus élevé qu'en FH. En revanche, le surcoût des carburants est respectivement de 28% pour le Gasoil et de 59% pour le super sans plomb. Le coût de l'énergie est réparti à 90% pour du carburant (gasoil et essence) et 10% en électricité.
Entretien (< phytosanitaire)	—	4950	—	2475	—	2475	413	Intègre: maintenance véhicule, entretien moteur, maintenance des bassins et / ou cages, lutte contre les nuisibles, épandage chaux vive sur bassins de terre En raison des opérations de désherbage des berges des bassins très consommatrices de main d'oeuvre en Martinique, on estime que la maintenance des bassins en terre en FH est 50% moins coûteuse.
Matériel léger + pc détachées	—	1852	—	1250	—	602	100	Le matériel est souvent acheté sur Internet avec livraison par la poste. Pour de petites livraisons < 100€, l'import est exonéré d'OM. Mais la majorité des achats échappe à cette pratique => on estime le surcoût à 20%. Par ailleurs, on intègre l'envoi urgent par DHL, 2 fois par an en moyenne, de pièces détachées. Cet envoi se ferait par la poste ou transport non urgent en métropole.
Redevances infrastruct. Portuaires		2984		2487		497	83	Le tarif de redevances ONF en Martinique pour les élevages en bassins à terre sont de 1€/m² (pour les surfaces inférieures à 1000 m² et de 1.50€/m² (150 €/are/an) pour les surfaces supérieures à 1000 m² ce qui représente un facteur d'environ x 10 par rapport à l'arrêté du 28/12/1983. Les montants transmis par certains producteurs montrent que ces redevances ne sont pas appliquées à la lettre. Concernant les élevages installés sur terres agricoles, les loyers de location d'étangs piscicoles étant très variable en France hexagonale en fonction de la région, de la nature des installations et du type de production il ne paraît pas pertinent d'utiliser cette source d'information comme valeur de référence. Dans ce contexte d'incertitude et pour éviter de pénaliser les producteurs, nous considérerons un surcoût moyen de 20% pour les redevances d'élevages à terre correspondant au surcoût estimé de la vie en Martinique.
Frais bancaires	—	0	—	0		0	0	Il s'agit des frais financiers consécutifs au transport et à l'entreposage des aliments sur une durée totale moyenne de 35 semaines.
Assurances		2940		809		2132	355	Le cheptel n'est pas assuré en Martinique, ce qui oblige les producteurs à se prémunir de l'éventualité d'une perte de leur cheptel une fois tous les 10 ans en moyenne pour causes spécifiques au territoire (Cyclone, Sargasses, problème majeur de qualité d'aliment). Cette épargne est mise en regard d'une prime moyenne d'assurance de 2,75% sur la valeur du cheptel des élevages de métropole.
Télécommunications		1200		360		840	140	Les coûts de télécommunications en Martinique sont 6 fois (téléphone) et 2 fois (Internet) plus élevées qu'en France hexagonale.
Services et conseil	—	826	—	0	—	826	138	En raison de l'absence, sur le territoire d'un vétérinaire spécialisé en aquaculture, intervention annuelle du vétérinaire du CNPME : 1 A/R mutualisé sur 10 entreprises (1 entreprise par jour sur 10 jours), pour un montant de 8370€, dont 760 € de billet d'avion et 175 € de per diem, 50 €/j de location de voiture, + coût des analyses / échantillons: 1 DHL / entreprise à 512 €/an, soit à la charge de chaque exploitation: 3012 / 10 = 301€ + coût des analyses / échantillons: 1 DHL / entreprise à 512 €/an
Traitement des déchets	35	21	20	12	15,00	9	2	En cohérence avec le raisonnement suivi pour le surcoût d'assurance sur la base d'une perte du cheptel une année sur dix, on calcule le cout d'équarrissage de ce cheptel lissé sur 10 ans. Les coûts de prestation hors transport sont comparables en Martinique et FH.
Frais de personnel		0		0		0	0	Pas de surcoût: le cout du travail n'est pas plus élevé en Martinique qu'en FH (exonérations partielles de charges sociales en Martinique)
Autres	—	2111	—	0	—	2111	352	- Interruption de nourrissage des élevages pendant les épisodes climatiques sévères (10jours /an) entraînant une perte de croissance. - Coût de rapatriement, à la charge du producteur, d'un conteneur d'aliment débarqué en lieu sûr pendant la période cyclonique sur la région: 2500 € tous les trois ans soit 500 €/an.
TOTAL		35976		11580		24396	4 066	

Espèce produite: OMBRINE								
Base production: 15 t/an								
Poste budgétaire	Coûts en Martinique		Coûts France Hexagonale		Surcoûts en Martinique			Justification
	Base (€/Unité)	Montant en € par exploitation	Base (€/Unité)	Montant en € par exploitation	Base (€/unité)	Montant en € par exploitation	Montant par tonne produite	
Juveniles	0,90	34615	0,22	8462	0,68	26154	1 744	Les alevins d'ombrine sont produits localement.
Aliments	1,66	6055	1,30	43	0,36	6012	401	L'aliment Ombrine est importé de France Hexagonale par voie maritime et doit être entreposé en chambre réfrigérée pendant toute sa durée d'utilisation.
Energie	—	4000	—	2868	—	1132	75	Le coût de l'électricité en Martinique n'est que 2% plus élevé qu'en FH. En revanche, le surcoût des carburants est respectivement de 28% pour le Gasoil et de 59% pour le super sans plomb.
Entretien (< phytosanitaire)	—	5120	—	4096	—	1024	68	Intègre: maintenance véhicule, entretien moteur, maintenance des bassins et / ou cages, lutte contre les nuisibles. Le coût d'entretien des cages flottantes est estimé 20% plus élevé en Martinique qu'en FH
Matériel léger + pièces détachées	—	1852	—	1250	—	602	40	Le matériel est souvent acheté sur Internet avec livraison par la poste. Pour de petites livraisons < 100€, l'import est exonéré d'OM. Mais la majorité des achats échappe à cette pratique => on estime le surcoût à 20%. Par ailleurs, on intègre l'envoi urgent par DHL, 2 fois par an en moyenne, de pièces détachées. Cet envoi se ferait par la poste ou transport non urgent en France Hexagonale.
Redevances infrastruct. Portuaires		1244		1244		0	0	Le montant de la redevance pour l'exploitation de cages en mer est le même en Martinique et en France hexagonale, et conforme à l'arrêté 28 décembre 1983, modifié 3 juillet 2012, en vigueur à date: <i>Etablissements d'aquaculture situés sur le domaine public maritime :</i> a) Cages d'élevage de poissons en mer (superficie correspondant au domaine public concédé) : L'are : 8,29 €, soit 829 €/ha
Frais bancaires	—	1	—	0		1	0	Il s'agit des frais financiers consécutifs au transport et à l'entreposage des aliments sur une durée totale moyenne de 21 semaines.
Assurances		7350		2021		5329	355	Le cheptel n'est pas assuré en Martinique, ce qui oblige les producteurs à se prémunir de l'éventualité d'une perte de leur cheptel une fois tous les 10 ans en moyenne pour causes spécifiques au territoire (Cyclone, Sargasses, problème majeur de qualité d'aliment). Cette épargne est mise en regard d'une prime moyenne d'assurance de 2,75% sur la valeur du cheptel des élevages de métropole.
Télécommunications		1200		360		840	56	Les coûts de télécommunications en Martinique sont 6 fois (téléphone) et 2 fois (Internet) plus élevés qu'en France hexagonale.
Services et conseil	—	3326	—	0	—	3326	222	En raison de l'absence, sur le territoire d'un vétérinaire spécialisé en aquaculture, intervention annuelle du vétérinaire du CNPMM : 1 A/R mutualisé sur 10 entreprises (1 entreprise par jour sur 10 jours), pour un montant de 8370€, dont 760 € de billet d'avion et 175 € de per diem, 50 €/j de location de voiture, + coût des analyses / échantillons: 1 DHL / entreprise à 512 €/an, soit à la charge de chaque exploitation: 3012 / 10 = 301€ + coût des analyses / échantillons: 1 DHL / entreprise à 512 €/an Pour les cages en mer: intervention 1 fois par an d'un plongeur expert venant de l'étranger, afin de vérifier les ancrages et prévenir ainsi le risque cyclonique. Coût de l'opération: 2500€
Traitement des déchets	35	53	20	30	15,00	23	2	En cohérence avec le raisonnement suivi pour le surcoût d'assurance sur la base d'une perte du cheptel une année sur dix, on calcule le coût d'équarissage de ce cheptel lissé sur 10 ans. Les coûts de prestation hors transport sont comparables en Martinique et FH.
Frais de personnel		0		0		0	0	Pas de surcoût: le coût du travail n'est pas plus élevé en Martinique qu'en FH (exonérations partielles de charges sociales en Martinique)
Autres	—	4527	—	0	—	4527	302	Source: enquête Via Aqua auprès d'un producteur: Il s'agit de deux postes de coût consécutifs à l'occurrence d'épisodes cycloniques. - Pour AQ en cages flottantes uniquement: résilience après période cyclonique beaucoup plus longue qu'en métropole: les réparations prennent du temps (importation de pièces, dégâts divers) et sont estimées à 10 jours d'arrêt de nourrissage par an (sur historique des 6 dernières années) - Coût de rapatriement, à la charge du producteur, d'un conteneur d'aliment débarqué en lieu sûr pendant la période cyclonique sur la région: 2500 € tous les trois ans soit 500 €/an.
TOTAL		69343		20373		48970	3 265	

Espèce produite: Cobia								
Base production: 12 t/an								
Poste budgétaire	Coûts en Martinique		Coûts France Hexagonale		Surcoûts en Martinique			
	Base (€/Unité)	Montant en € par exploitation	Base (€/Unité)	Montant en € par exploitation	Base (€/unité)	Montant en € par exploitation	Montant par tonne produite	Justification
Juvéniles	6,00	68571	1,30	15	4,70	68557	5 713	Les alevins de Cobia sont importés de Floride. Le surcout est égal au coût coût de logistique aérienne.
Aliments	2,50	6075	1,86	56	0,64	6019	502	L'aliment Cobia est importé de France Hexagonale par voie maritime et doit être entreposé en chambre réfrigérée pendant toute sa durée d'utilisation.
Energie	—	2950	—	1859	—	1092	91	Le coût de l'électricité en Martinique n'est que 2% plus élevé qu'en FH. En revanche, le surcoût des carburants est respectivement de 28% pour le Gasoil et de 59% pour le super sans plomb.
Entretien (< phytosanitaire)	—	1000	—	800	—	200	17	Intègre: maintenance véhicule, entretien moteur, maintenance des bassins et / ou cages, lutte contre les nuisibles. Le coût d'entretien des cges flottantes est estimé 20% plus élevé en mArtinique qu'en FH
Matériel léger + pc détachées	—	1852	—	1250	—	602	50	Le matériel est souvent acheté sur Internet avec livraison par la poste. Pour de petites livraisons < 100€, l'import est exonéré d'OM. Mais la majorité des achats échappe à cette pratique => on estime le surcoût à 20%. Par ailleurs, on intègre l'envoi urgent par DHL, 2 fois par an en moyenne, de pièces détachées. Cet envoi se ferait par la poste ou transport non urgent en métropole.
Redevances infrastruct. Portuaires		1244		1244		0	0	Le montant de la redevance pour l'exploitation de cages en mer est le même en Martinique et en France hexagonale, et conforme à l'arrêté 28 décembre 1983, modifié 3 juillet 2012, en vigueur à date: <i>Etablissements d'aquaculture situés sur le domaine public maritime :</i> a) Cages d'élevage de poissons en mer (superficie correspondant au domaine public concédé) : L'are : 8,29 €, soit 829 €/ha
Frais bancaires	—	1	—	0		1	0	Il s'agit des frais financiers consécutifs au transport et à l'entreposage des aliments sur une durée totale moyenne de 21 semaines.
Assurances		6480		1782		4698	392	Le cheptel n'est pas assuré en Martinique, ce qui oblige les producteurs à se prémunir de l'éventualité d'une perte de leur cheptel une fois tous les 10 ans en moyenne pour causes spécifiques au territoire (Cyclone, Sargasses, problème majeur de qualité d'aliment). Cette épargne est mise en regard d'une prime moyenne d'assurance de 2,75% sur la valeur du cheptel des élevages de métropole.
Télécommunications		1200		360		840	70	Les couts de télécommunications en Martinique sont 6 fois (téléphone) et 2 fois (Internet) plus élevées qu'en France hexagonale.
Services et conseil	—	3326	—	0	—	3326	277	En raison de l'absence, sur le territoire d'un vétérinaire spécialisé en aquaculture, intervention annuelle du vétérinaire du CNPME : 1 A/R mutualisé sur 10 entreprises (1 entreprise par jour sur 10 jours), pour un montant de 8370€, dont 760 € de billet d'avion et 175 € de per diem, 50 €/j de location de voiture, + coût des analyses / échantillons: 1 DHL / entreprise à 512 €/an, soit à la charge de chaque exploitation: 3012 / 10 = 301€ + coût des analyses / échantillons: 1 DHL / entreprise à 512 €/an Pour les cages en mer: intervention 1 fois par an d'un plongeur expert venant de l'étranger, afin de vérifier les ancrages et prévenir ainsi le risque cyclonique. Coût de l'opération: 2500€.
Traitement des déchets	35	42	20	24	15,00	18	2	En cohérence avec le raisonnement suivi pour le surcoût d'assurance sur la base d'une perte du cheptel une année sur dix, on calcule le cout d'équarissage de ce cheptel lissé sur 10 ans. Les coûts de prestation hors transport sont comparables en Martinique et FH.
Frais de personnel		0		0		0	0	Pas de surcoût: le cout du travail n'est pas plus élevé en Martinique qu'en FH (exonérations partielles de charges sociales en Martinique)
Autres	—	4051	—	0	—	4051	338	Source: enquête Via Aqua auprès d'un producteur: Il s'agit de deux postes de coût consécutifs à l'occurrence d'épisodes cycloniques. - Pour AQ en cages flottantes uniquement: résilience après période cyclonique beaucoup plus longue qu'en métropole: les réparations prennent du temps (importation de pièces, dégâts divers) et sont estimées à 10 jours d'arrêt de nourrissage par an (sur historique des 6 dernières années) - Coût de rapatriement, à la charge du producteur, d'un conteneur d'aliment débarqué en lieu sûr pendant la période cyclonique sur la région: 2500 € tous les trois ans soit 500 €/an.
TOTAL		96792		7389		89404	7 450	

4.2.3 Descriptif des postes budgétaires

Poste budgétaire : JUVENILES

Explication du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique :

On considérera comme juvéniles :

- Les juvéniles d'écrevisses (10g)
- Les alevins d'ombrine ocellée(3g), de Tilapia rouge(2g) et de Cobia (1g)

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

Trois paramètres entrent dans le coût / kg de produit frais des juvéniles d'aquaculture :

- Le prix unitaire du juvénile livré à l'exploitation
- Le taux de survie des juvéniles au cours de la phase de grossissement qui définit le nombre de juvéniles nécessaires pour produire un animal à taille commerciale
- Le poids moyen commercial de l'animal à taille commerciale qui permet la conversion du prix au kilo de produit fini frais

Formule de calcul :

$$\text{Coût de juvénile / kg de Produit Frais} = (\text{Prix de PL} / \text{Taux de survie}) / \text{Poids moyen commercial}$$

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Toutes les données zootechniques ont été obtenues au cours d'entretiens menés par le CRPMMEM auprès des producteurs aquacoles les plus fiables et représentatifs de la filière. (<i>Philippe Villanove, Pierre Del, M. Mentagal, Xavier</i>)	P.japonicus : Ecloserie de la Petite Leucate Juvenile crevette 10g : Cabinet IDEe Aquaculture Bar, Turbot : Cabinet AcuiT, Nantes Carpe : Société Heymann & Fils (Aqualor)

Données de calcul

Les données de calcul utilisées sont les suivantes :

	Ecrevisse	Tilapia rouge	Ombrine	Cobia
Prix juvénile M (€/pc)	0.28	0.35	0.90	6.00
Poids taille commerciale (kg)	0.050	0.650	0.350	3.00
Espèce de référence	Crevette Penaeus. japonicus	Bar Dicentrarchus labrax	Carpe Cyprinus Carpio	Turbot Psetta maxima
Prix juvénile espèce de référence (€/pc)	0.036	0.005	0.22	1.30

Résultats de surcoûts

Sur ces bases de calcul, on obtient les résultats de surcoûts de juvéniles / kg de produit fini frais comme suit:

	Ecrevisse	Tilapia rouge	Ombrine	Cobia
Martinique (€/kg PF)	5.89	1.43	2.31	5.71
Référence FH (€/kg PF)	1.89	0.02	0.56	1.24
Surcoût (€/ kg PF)	4.00	1.41	1.74	4.48

Poste budgétaire : ALIMENT

Explication du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique :

La Martinique ne possède qu'une seule unité de fabrication d'aliment du bétail qui ne produit qu'un seul aliment aquacole, celui de l'écrevisse (Cherax.) Cela oblige les producteurs martiniquais d'autres espèces à importer leur aliment de France hexagonale.

Ces aliments sont acheminés par voie maritime par conteneur complet (FCL) et doivent ensuite être mis à l'abri des intempéries et de l'atmosphère tropicale chaude et humide propice à la détérioration de l'aliment et donc de sa valeur nutritive. Ce stockage est effectué en chambre réfrigérée sèche.

NB : les coûts bancaires inhérents au financement de ces achats à l'import seront détaillés dans la rubrique « Frais bancaires ».

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

2 paramètres définissent le coût de l'aliment par kilo de produit fini frais :

- Son prix d'achat
- L'indice de conversion alimentaire (IC) qui correspond à la quantité d'aliment consommées par kilo de poisson frais à taille commerciale. Ce taux de conversion dépend du métabolisme de l'animal, de la qualité de l'aliment mais aussi des pertes d'aliment au cours de la production ainsi qu'au cours du stockage. Il peut ainsi varier dans des proportions très importantes allant de 1 (voire < 1 pour certaines espèces se nourrissant en partie dans le milieu naturel) à plus de 6.

L'aliment étant importé, le surcoût est donc directement lié aux coûts de logistique maritime (pré-acheminement, transport maritime et post acheminement, coûts de transitaires et taxes diverses). On notera cependant l'exonération d'Octroi de mer pour les aliments aquacoles.

Formule de calcul :

$$\text{Coût d'aliment / kg de produit fini frais} = \text{Prix/kg d'aliment} \times \text{IC}$$

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Prix d'aliment CIF Fort de France : données CRPMM issues des entretiens menés avec les producteurs concernés et présentation de factures (<i>citer les producteurs consultés</i>)	Prix départ FH : Biomar : Fournisseur d'aliment

	Ecrevisse	Tilapia rouge	Ombrine	Cobia
Prix d'aliment CIF Martinique €/kg d'aliment	0.95	1.33	1.66	2.50
Prix d'aliment départ FH €/kg d'aliment	0.95	0.94	1.30	1.86
IC	3.354	2.5	2.2	2.5

Résultats de surcoûts

	Ecrevisse	Tilapia rouge	Ombrine	Cobia
Martinique (€/kg de PF)	3.19	4.33	4.05	6.75
Référence FH (€/kg de PF)	3.19	2.35	2.86	4.65
Surcoût €/ kg PF	0.00	1.98	1.19	2.10

Poste budgétaire : ENERGIE

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique :

Les coûts annuels d'énergie regroupent l'électricité (pompage, bâtiment d'élevages) et le carburant (Super sans plomb SSP et Gasole GO) pour les bateaux et véhicules. Ces coûts varient en fonction de la nécessité ou non de pomper de l'eau de mer (cas du Tilapia élevé en bassins de terre et en eau de mer), et de la nécessité, pour les fermes à terre de nettoyer les bassins (désherbage) et pour les fermes marines d'accéder aux cages plus ou moins distantes de la côte. Ils sont donc assez variables d'une modèle d'exploitation à l'autre.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

- Les coûts d'énergie communiqués par les producteurs sont parfois sous forme d'un montant annuel global, mélangeant carburants et électricité. Dans ce cas, nous avons ventilé ce coût unique en électricité, SSP et GO par analogie avec des productions équivalentes mieux décrites (celle de l'écrevisse dans ce cas).
- Dans le cas du Cobia, il n'y a pas de consommation d'électricité mais uniquement de la consommation de carburant pour le véhicule et le bateau de service.
- Coût de l'énergie :
 - o le coût de l'électricité en Martinique est à peine plus élevé qu'en France hexagonale : + 2,3% (données EDF)
 - o 2 types de carburants utilisés : l'essence pour les bateaux de service équipés de moteurs hors-bord, et le gazole pour les engins agricoles utilisés sur les fermes à terre (tracteurs).
 - o Le carburant est vendu détaxé aux aquaculteurs de Martinique (hormis le gasoil utilisés dans les véhicules de livraison approvisionnés dans les stations services) comme en France hexagonale. Mais le montant du prix hors taxes, la nature des taxes et leur montant sont différents : en Martinique taxe régionale spéciale, octroi de mer (seulement pour l'essence) et octroi de mer régional ; en France hexagonale TICPE et TVA.

Formule de calcul

$$\text{Coût d'énergie par kg de produit fini} = (\text{Coût d'électricité} + \text{coût SSP} + \text{coût GO}) / \text{volume annuel de production}$$

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Montants annuels d'énergie : issus des entretiens menés avec les producteurs et de leur comptabilité (<i>les citer</i>)	Electricité : EDF
Coûts de carburant : Coopemar (prix de vente aux pêcheurs)	Carburants : Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie (2014)

Données de calcul

Les données de calcul utilisées sont les suivantes :

	SSP	GO	Electricité
Coût carburant Martinique (€/l)	1.00	0.82	
Coût carburant FH (€/l)	0.63	0.64	
Surcoût (€/l)	0.37	0.18	
Coefficient de surcoût	1.59	1.28	1.023

Résultats de surcoûts

Sur ces bases de calcul, on obtient les résultats de surcoûts d'énergie / kg de produit fini frais comme suit:

	Ecrevisse	Tilapia rouge	Ombrine	Cobia
Consommation énergie Martinique (€/an)	3420	4500	4000	2950
Coût énergie M €/kg PF	0.57	0.75	0.27	0.25
Consommation énergie FH (€/an)	2500	4065	2871	1859
Coût énergie FH €/kg PF	0.42	0.68	0.19	0.15
Surcoût (€/kg PF)	0.15	0.07	0.08	0.09

Poste budgétaire : ENTRETIEN

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique :

Le poste entretien est défini par plusieurs catégories d'actions :

Pour les exploitations à terre

- Maintenance du véhicule de service (voiture) et des matériels agricoles utilisés (tracteur, débroussailleuse)
- Maintenance des bassins et en particulier les opérations de débroussaillage, fortement consommatrices de main d'œuvre
- Epandage de chaux vive sur les bassins de terre (action sanitaire et apport calcaire indispensable pour la bonne croissance des crustacés)
- Lutte contre les nuisibles

Pour les exploitations en mer :

- Maintenance générale des cages (hors intervention de plongeurs spécialistes du risque cyclone, qui sera pris en compte à la rubrique « Autres »)
- Maintenance du moteur du bateau de service

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

Le montant transmis par les producteurs couvre l'ensemble de ces opérations. Par ailleurs, il est très difficile d'obtenir la valeur équivalente pour une exploitation située en France hexagonale soumise à des conditions d'usure différente.

Un surcoût estimé de 20% a donc été pris en compte dans le cas des exploitations en mer, et de 50% pour les exploitations à terre.

Formules de calcul

$\text{Coût d'entretien France hexagonale} = \text{Coût d'entretien Martinique} / \text{coefficient de surcoût}$
$\text{Coût d'entretien} / \text{kg de produit frais fini} = \text{Montant annuel des frais d'entretien} / \text{volume annuel de production}$

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Données CRPMMEM issues des entretiens menés avec les producteurs concernés (les citer)	Estimées sur la base des données fournées par le CRPMMEM

Données de calcul

Les données de calcul utilisées sont les suivantes :

	Ecrevisse	Tilapia rouge	Ombrine	Cobia
Volumes annuels de production (kg)	6000	6000	15000	12000
Entretien Martinique (€)	6150	4950	5120	1000
Entretien FH (€)	3075	2475	4096	800

Résultats de surcoûts

Sur ces bases de calcul, on obtient les résultats de surcoûts d'entretien / kg de Produit fini frais comme suit:

	Ecrevisse	Tilapia rouge	Ombrine	Cobia
Martinique (€)	1.03	0.83	0.34	0.08
Référence FH (€)	0.51	0.41	0.27	0.07
Surcoût €/ kg PF	0.51	0.41	0.07	0.02

Poste budgétaire : MATERIEL ET PIECES DETACHEES

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique :

Il s'agit du petit matériel indispensable au fonctionnement d'une exploitation agricole : cordages, pièces de pompes, pièces électrique, épuisettes de pêche.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

Ce matériel peut être approvisionné localement via la Coopémar ou d'autres fournisseurs locaux, ou bien acheté par Internet. Le surcoût moyen du petit matériel importé ou acheté à un importateur est de l'ordre de 20%.

Par ailleurs, en cas d'urgence, les producteurs sont amenés à approvisionner des pièces par messagerie. On estime à 2 fois par an en moyenne ce type d'achat d'urgence. Pour un colis de 10 kg environ le coût d'une expédition est de 189 € (tarif Chronopost)

Formule de calcul :

$$\text{Matériel et pc détachées / kg de produit fini frais} = (\text{Montant annuel de petit matériel \& pc détachées} + \text{Montant annuel messagerie}) / \text{volume annuel de production}$$

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Entretiens auprès des producteurs, qui convergent vers un coût moyen de 1500 €/an (les citer)	Coopérative d'avitaillement Coopemar : surcoût de 20% en moyenne sur les produit importés Chronopost : base d'acheminement d'un colis de 10kg et 40x 40x 20cm.

Données de calcul

	Ecrevisse	Tilapia rouge	Ombrine	Cobia
Volumes annuels de production (kg)	6000	6000	15000	12000
Coût annuel petit matériel M (€/an)	1500	1500	1500	1500
Coût annuel messagerie (€/an)	380	380	380	380
Surcoût	20%	20%	20%	20%

Résultats de surcoûts

Sur ces bases de calcul, on obtient les résultats de surcoûts de matériel et pièces détachées / kg de produit fini frais comme suit:

	Ecrevisse	Ombrine	Tilapia rouge	Cobia
Martinique (€/kg PF)	0.31	0.31	0.12	0.15
Référence FH (€/kg PF)	0.21	0.21	0.08	0.10
Surcoût €/ kg PF	0.10	0.10	0.04	0.05

Poste budgétaire : REDEVANCES PORTUAIRES

Explication du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique :

Les exploitations aquacoles marines martiniquaises occupent des zones majoritairement situées sur le Domaine Public Maritime et sont donc sujettes à redevances au titre des Autorisations d'Occupation Temporaires (AOT).

Les exploitations qui ne sont pas situées sur le DPM sont quant à elles soumises au paiement d'un loyer de surface agricole négociés de gré à gré avec le propriétaire, voire exempté de toute charge de ce type si le producteur en est le propriétaire.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

Le montant des AOT pour les cages d'élevage de poissons en mer et les bassins d'élevage à terre est régit au niveau de la France hexagonale par l'Arrêté du 28/12/1983 modifié en juillet 2012.

Le tarif des redevances pour les cages d'élevage en mer en Martinique est conforme à l'arrêté en vigueur. On ne considérera donc aucun surcoût pour les élevages en mer (Ombrine et Cobia).

En revanche, le tarif de redevances ONF pour les élevages en bassins à terre sont de 1€/m² (pour les surfaces inférieures à 1000 m² et de 1.50€/m² (150 €/are/an) pour les surfaces supérieures à 1000 m² ce qui représente un facteur d'environ x 10 par rapport à l'arrêté du 28/12/1983. Les montants transmis par certains producteurs montrent que ces redevances ne sont pas appliquées à la lettre.

Concernant les élevages installés sur terres agricoles, les loyers de location d'étangs piscicoles étant très variable en France hexagonale en fonction de la région, de la nature des installations et du type de production il ne paraît pas pertinent d'utiliser cette source d'information comme valeur de référence.

Dans ce contexte d'incertitude et pour éviter de pénaliser les producteurs, nous considérerons un surcoût moyen de 20% pour les redevances d'élevages à terre correspondant au surcoût de la vie en Martinique.

Formule de calcul :

$$\text{Redevance / kg de produit fini frais} = \text{valeur de la redevance annuelle} / \text{volume annuel de production}$$

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Valeurs d'AOT et de loyer transmises par les producteurs interrogés.	Arrêté du 28/12/1983 :
Concessions pour cages d'élevage en mer : 8,29 €/are/an (source, DM Martinique)	Concession pour cages d'élevage de poisson en mer : 8.29€/are/an
Concession pour bassins et enclos d'élevage à terre: 1.50€/m ² /an soit 1500 € (source ONF) / are /an, pas appliqué de façon systématique, et renégociable (source ONF)	Concession pour bassins et enclos d'élevage : 16.58€/are/an

Données de calcul

Les données de calcul utilisées sont les suivantes :

	Ecrevisse	Tilapia rouge	Ombrine	Cobia
Rendement production t/ha/an	2	4	300	250
Redevance Martinique €/an	1990	1990	829	829
Redevances FH	1658	1658	829	829

Résultats de surcoûts

Sur ces bases de calcul, on obtient les résultats de surcoûts de redevances / kg de produit fini frais comme suit:

	Ecrevisse	Tilapia rouge	Ombrine	Cobia
Martinique	1.00	0.50	0.003	0.003
Référence FH	0.83	0.42	0.003	0.003
Surcoût €/ kg PF	0.17	0.08	0.00	0.00

Poste budgétaire : FRAIS BANCAIRES

Explication du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique :

Contrairement à leurs homologues de France hexagonale, les producteurs martiniquais (à l'exception des producteurs d'écrevisses qui s'approvisionnent localement) sont dans l'obligation d'importer leur aliment par conteneurs, ce qui induit un engagement de trésorerie très conséquent qui se traduit en coûts financiers.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

L'approche tient compte des paramètres suivants :

- Le prix d'achat CIF de l'aliment, qui est payé par le producteur et sur lequel il engage sa trésorerie
- Le volume transporté par conteneur : 15500 kg
- Les termes de paiement de la marchandise, soit 1/3 à la commande, 1/3 à 30 jours et 1/3 à 60 jours
- La durée moyenne entre la commande et le chargement du conteneur sur le bateau : 4 semaines
- La durée moyenne de voyage du conteneur : 4 semaines
- La durée totale entre le premier versement et la mise à disposition de la marchandise est de 12 semaines
- La durée d'entreposage du conteneur : cette durée varie en fonction de la consommation d'aliment liée à l'IC et au volume annuel de production. Elle est définie par la durée de consommation du conteneur, du premier au dernier sac.
- On prend comme durée moyenne d'entreposage la moitié de la durée maximale de consommation, et l'on fait l'hypothèse que l'exploitation est constituée de bassins à divers stades de croissance ce qui rend la consommation d'aliment globalement linéaire dans le temps.
- Un taux de financement de $T\% = 4.05\%$ (source : IOEDOM 2013)

On considère que ce coût de financement équivaut à un surcoût, puisque les producteurs de France hexagonale ont la possibilité d'approvisionner leur aliment par quantité plus limitée et sans nécessité de stockage.

Formule de calcul :

$$\text{Coût du Financement} = \left(\left[\frac{1}{3} \text{ de la valeur de la marchandise} \times T\% \times \text{durée totale de financement} \right] + \left[\frac{1}{3} \text{ de la valeur} \times T\% \times (\text{durée totale} - 30 \text{ jours}) \right] + \left[\frac{1}{3} \text{ de la valeur} \times T\% \times (\text{durée totale} - 60 \text{ jours}) \right] \right) / \text{Volume annuel de production}$$

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
IC : fourni par les producteurs	Données logistiques : fournisseur d'aliment (Biomar)
Taux d'intérêt : IEDOM (2013)	

Données de calcul

Les données de calcul utilisées sont les suivantes :

	Ecrevisse	Tilapia rouge	Ombrine	Cobia
Volumes annuels de production (kg)	6000	6000	15000	12000
Prix aliment CIF Fort de France (€/kg)	0.95	1.33	1.66	2.50
IC	3.4	2.5	2.2	2.5

Résultats de surcoûts

Sur ces bases de calcul, on obtient les résultats de surcoûts de frais bancaires / kg de produit fini frais comme suit:

	Ecrevisse	Tilapia rouge	Ombrine	Cobia
Martinique	0.00	0.07	0.05	0.09
Référence FH	0.00	0.00	0.00	0.00
Surcoût €/ kg PF	0.00	0.07	0.05	0.09

Remarques

Le cout de financement / kg de produit frais est minime.

Il est conseillé de se référer à la feuille de calcul Excel pour le détail du calcul.

Poste budgétaire : ASSURANCES

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique :

L'assurance des exploitations aquacoles est généralement scindée en

- Assurance responsabilité civile
- Assurance des bâtiments et matériel
- Assurance du cheptel

Le calcul des primes d'assurance prend en compte de nombreux paramètres, et il est illusoire de pouvoir comparer précisément des valeurs d'assurance martiniquaises et métropolitaines. En revanche, la particularité de la Martinique est l'impossibilité à ce jour de trouver un assureur prêt à couvrir le risque de destruction du cheptel : la taille, la diversité des exploitations et le risque de destruction totale par les cyclones en est la raison.

En conséquence on peut considérer que cette situation de non assurance du cheptel, si elle constitue un avantage financier en tant que tel, peut également être assimilée à un surcoût dans la mesure où les producteurs font régulièrement face à la destruction de leur cheptel. On estime la fréquence de cet événement à une fois tous les 10 ans. Ce fut encore le cas en septembre 2014 pour un producteur d'ombrine dont le cheptel a été détruit par une pollution des eaux par les produits de décomposition des Sargasses qui envahissent la Martinique actuellement.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

On peut donc considérer que le producteur doit couvrir par l'épargne la perte possible de son cheptel, et l'on fera l'hypothèse que la valeur du cheptel, dont les animaux sont à divers stade de leur croissance, est égale à la moitié du prix de marché.

On prendra le dixième de cette valeur comme coût « d'auto assurance » devant être supporté par le producteur.

En théorie, cette valeur devrait être minorée des intérêts de l'épargne. Néanmoins, il est peu probable que la destruction du cheptel arrive régulièrement à l'issue des dix années d'épargne, ce qui signifie que le producteur devra parallèlement contracter un emprunt pour redémarrer son exploitation. On considère donc que les effets de ces deux mécanismes financiers s'annulent.

On prendra comme référence en métropole un taux de 2.75% de la valeur du cheptel, correspondant à la moyenne des taux d'assurance aquacoles en vigueur (1.5 à 4%)

Formule de calcul :

$$\text{Coût d'assurance / kg de produit fini frais} = [1/10 \times (\text{volume annuel de production} \times \text{Prix de vente moyen} / 2)] / (\text{volume annuel de production})$$

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Prix de vente moyen : information fournie par les producteurs et l'interrogation de la filière de distribution	Taux d'assurance du cheptel 1.5 à 4% : - Cabinet d'ingénierie aquacole AcuiT - Guian SA, courtier spécialisé en assurance de cheptel aquacole

Données de calcul

Les données de calcul utilisées sont les suivantes :

	Ecrevisse	Tilapia rouge	Ombrine	Cobia
Volumes annuels de production (kg)	6000	6000	15000	12000
Prix de vente moyen (€/kg)	15	9.8	9.8	10.80
Taux de prime d'assurance FH (% valeur du cheptel)	2.75	2.75	2.75	2.75

Résultats de surcoûts

Sur ces bases de calcul, on obtient les résultats de surcoûts d'assurance / kg de produit fini frais comme suit:

	Ecrevisse	Tilapia rouge	Ombrine	Cobia
Martinique	0.75	0.49	0.49	0.54
Référence FH	0.21	0.13	0.13	0.15
Surcoût €/ kg PF	0.54	0.36	0.36	0.39

Remarques

Des dispositions sont incluses dans le FEAMP eu égard à l'assurance des stocks aquacoles pour le risque de catastrophe naturelle (voir ci-dessous). L'approche susmentionnée pourra donc être amendée en fonction de l'application de ces dispositions sur la période.

(54) Reconnaissant le risque lié aux investissements dans les activités aquacoles, il convient que le FEAMP favorise la sécurité de l'activité économique en contribuant à l'assurance des stocks aquacoles, préservant ainsi les revenus des producteurs en cas de pertes de production exceptionnelles dues notamment à des catastrophes naturelles, à des phénomènes climatiques défavorables, à de brusques changements de la qualité des eaux,

à des maladies ou des infestations de parasites et à la destruction des installations de production.

Poste budgétaire : TELECOMMUNICATIONS

Explication du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique :

Il s'agit des coûts de communication téléphonique et internet affectés à l'exploitation aquacole

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

Les coûts de communication sont nettement plus élevés en Martinique qu'en France hexagonale. On considèrera ici leur montant annuel, qui est sensiblement identique pour toutes les exploitations (1 abonnement téléphone portable illimité + 1 abonnement Internet)

Formule de calcul :

Coût de télécommunications par kg de produit fini frais = (montant annuel facturé (téléphone + Internet) / volume annuel de production)

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Factures de téléphone et Internet fournies par les producteurs	Tarifs Orange

Données de calcul

Les données de calcul utilisées sont les suivantes :

	Ecrevisse	Tilapia rouge	Ombrine	Cobia
Volumes annuels de production (kg)	6000	6000	15000	12000
Total coût télécoms Martinique (€/an)	1200	1200	1200	1200
Total coût télécoms France hexagonale (€/an)	360	360	360	360

Résultats de surcoûts

Sur ces bases de calcul, on obtient les résultats de surcoûts de télécommunications / kg de produit fini frais comme suit:

	Ecrevisse	Tilapia rouge	Ombrine	Cobia
Martinique €/kg PF	0.20	0.20	0.08	0.10
Référence FH €/kg PF	0.06	0.06	0.02	0.03
Surcoût €/ kg PF	0.14	0.14	0.06	0.07

Poste budgétaire : SERVICES ET CONSEIL

Explication du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique :

- Vétérinaire: En raison de l'absence, sur le territoire d'un vétérinaire spécialisé en aquaculture, une intervention annuelle du vétérinaire du CNPMM est nécessaire. Cette intervention est mutualisée sur une dizaine d'exploitations.
- Intervention sur cages immergeables: concerne l'Ombrine et le Cobia

Il s'agit d'une opération de vérification et maintenance des ancrages des fermes en prévention du risque cyclone.

Cette maintenance très spécifique nécessite la venue d'experts étrangers (Portugal)

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

- Vétérinaire : 1 A/R mutualisé sur 10 entreprises (1 entreprise par jour sur 10 jours), pour un montant de 8370€, dont 760 € de billet d'avion et 175 € de per diem (hôtellerie restauration), 50 € /j de location de voiture, soit à la charge de chaque exploitation: $3012 / 10 = 301\text{€}$. Les honoraires vétérinaires, qui seraient identiques en FH, sont extraits du calcul.
- A cela s'ajoute le coût d'expédition des échantillons pour analyses: 1 envoi/entreprise à 40 €/an (échantillon inerte) ou 225 €/an (échantillon produit frais par Chronopost ou équivalent), soit une moyenne de 130 €/an
- Intervention d'un plongeur sur cages flottantes : montant annuel (1 intervention): 2500 €. L'ensemble du coût de cette prestation (y compris les honoraires du plongeur) sont pris en compte car cette prestation est un besoin spécifique des exploitations situées en région cyclonique.

Ces coûts, inexistant dans les entreprises de France hexagonale, sont considérés comme des surcoûts.

Formule de calcul :

Service et conseil / kg de produit fini frais = (montant annuel de prestation vétérinaire hors honoraires + montant annuel d'intervention de plongeur) / Volume annuel de production

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Vétérinaire : devis fourni par le cabinet CDAAHC Plongeur spécialisé : déclaratif producteur (Ombrine aquaculture)	N/A

Données de calcul

Les données de calcul utilisées sont les suivantes :

	Ecrevisse	Tilapia rouge	Ombrine	Cobia
Volumes annuels de production (kg)	6000	6000	15000	12000
Prestation vétérinaire (€/an)	301	301	301	301
Frais d'analyse (messenger)	130	130	130	130
Intervention plongeur €/an)	0	0	2500	2500

Résultats de surcoûts

Sur ces bases de calcul, on obtient les résultats de surcoûts de Service & Conseil / kg de produit fini frais comme suit:

	Ecrevisse	Tilapia	Ombrine	Cobia
--	-----------	---------	---------	-------

		rouge		
Martinique (€/ kg PF)	0.14	0.14	0.22	0.28
Référence FH (€/ kg PF)	0	0	0	0
Surcoût (€/ kg PF)	0.14	0.14	0.22	0.28

Poste budgétaire : DECHETS

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique :

Les aquaculteurs martiniquais livrent eux même leurs produits, et les transforment peu. La plupart des poissons sont livrés sous forme de poissons entiers écaillés/ vidés, pour des volumes qui ne génèrent pas une quantité suffisante de déchets qui pourrait justifier leur élimination par un prestataire de service (équarrissage).

Il est donc très aléatoire d'estimer le coût de ce traitement des déchets par les aquaculteurs eux-mêmes. Ce poste budgétaire représenterait un gain plutôt qu'un surcoût.

En revanche, et en cohérence avec le raisonnement suivi pour le surcoût d'assurance, on peut considérer l'équarrissage de la totalité du cheptel une année sur dix (aléa majeur inhérent à au contexte climatique), une telle quantité de poisson ne pouvant être détruite qu'en prestation de service.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

Les informations collectées auprès des sociétés d'équarrissage de produits d'élevage (Idex en Martinique et Saria en France hexagonale) mettent en lumière un coût de traitement des déchets équivalent en Martinique et en France hexagonale.

Idex (Martinique): 35 €/tonne franco usine (transport à la charge du client)

Saria (France hexagonale): 170-200€/tonne départ client (transport à la charge du prestataire) soit un coût moyen de 185 €/t

La différence de 150€/tonne environ soit 0.15€/kg correspond au cout de transport moyen à température ambiante sur une distance de 50 à 100km.

On peut alors considérer que les coûts de prestation sont équivalents en Martinique et en France métropolitaine.

Le cout additionnel de destruction du cheptel une fois tous les dix ans s'avère faible : 3.50 €/tonne de produit fini à volume de production constant (le dixième du cout unitaire d'équarrissage).

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Equarrissage des produits d'aquaculture : Syndicat mixte de traitement des déchets d'équarrissage / IDEX	Déchets d'équarrissage (cat 1-2) : Saria (Pôle SIFDDA)

Poste budgétaire : PERSONNEL

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique

Pour répondre au problème du chômage outre-mer, de nombreuses mesures ont été prises dans les DOM afin d'y baisser le coût du travail. Il existe depuis 1994 un dispositif de baisse des charges sociales, renforcé et modifié à plusieurs reprises.

Des mesures d'exonération partielle ou totale des charges sociales ont été prises, qui concernent plusieurs secteurs de l'économie des DOM dont ceux de la pêche, de l'aquaculture et des cultures marines.

On peut considérer que le coût du travail en Martinique n'est pas supérieur à celui de la France hexagonale et qu'à ce titre il ne constitue pas un poste de surcoût.

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
URSSAF	URSSAF

Poste budgétaire : AUTRES COUTS

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique :

Deux principaux phénomènes spécifiques de l'environnement martiniquais affectent de façon tangible la productivité des entreprises aquacoles :

- Les épisodes cycloniques au cours desquels le nourrissage des exploitations est impossible, avec comme conséquence un arrêt de croissance des animaux pendant la durée de l'épisode qui se traduit par un manque à gagner.
- Les grèves qui obligent les navires à décharger les conteneurs d'aliments aquacoles (entre autres) dans d'autres ports antillais ou étrangers, obligeant les producteurs à rapatrier ces conteneurs à leurs frais.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

Arrêt de nourrissage : on prend en compte une durée moyenne de 10 jours par an (sur historique des 6 dernières années) pendant lesquels les élevages ne peuvent être nourris, car le retour à la normale après un épisode cyclonique est beaucoup plus long qu'en métropole: les réparations prennent du temps (importation de pièces, dégâts divers). Les fermes à terres sont également soumises à des ruptures d'aliments car les usines cessent leur production durant ces aléas (cyclones et grèves)..

Ces 10 jours d'arrêt de croissance se matérialisent par un manque à gagner de 10/365 du chiffre d'affaires.

Rapatriement de conteneur : Ce type d'événement se produit 1 fois tous les 3 ans en moyenne. Le coût de rapatriement est de 1500€ soit 500 € par an.

Formule de calcul

$\text{Coût « Autres » / kg de produit fini frais} = [10/365 \times (\text{Volume annuel de production} \times \text{prix de vente}) + 500\text{€}] / \text{volume annuel de production}$

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
CRPMEM : historique des épisodes cycloniques Coût de rapatriement de conteneur : Ombrine aquaculture	N/A

Données de calcul

	Ecrevisse	Tilapia rouge	Ombrine	Cobia
Volumes annuels de production (kg)	6000	6000	15000	12000
Rapatriement FCL (€)	0	500	500	500
Perte de croissance (kg)	164	164	411	329
Prix de vente (€/kg)	15	9.80	9.80	10.80

Le coût de rapatriement de conteneur ne s'applique pas à l'écrevisse dont l'aliment est produit localement.

Résultats de surcoûts

	Ecrevisse	Tilapia rouge	Ombrine	Cobia
Martinique (€/kg PF)	0.41	0.35	0.30	0.34
Référence FH (€/kg PF)	0	0	0	0
Surcoût €/ kg PF	0.41	0.35	0.30	0.34

4.3 LA COLLECTE

Dans le contexte de France hexagonale, la collecte des produits de la pêche est assurée soit directement au niveau du quai de débarquement de la criée soit par rapatriement logistique en provenance de divers points de débarquement vers la criée ou l'unité de transformation.

En revanche, la pratique majoritaire de commercialisation en Martinique est la vente directe du poisson au client sur lieu de débarquement, qu'il s'agisse de yole ou de bateaux de pêche au large.

Dans le cas des mareyeurs et des transformateurs, la collecte des produits est assurée par leur propre véhicule, utilisé par ailleurs pour la commercialisation de leurs produits.

Compte tenu de l'organisation et de la structure de ces entreprises de petite taille, il est très difficile de répartir la charge financière liée à la collecte et celle liée à la logistique aval et aux autres utilisations de ce véhicule dans le coût d'exploitation global de ce dernier.

En conséquence, la collecte est intégrée à l'approche des surcoûts liés au transport des produits de première transformation (mareyage et poissonnerie).

4.4 LA PREMIERE TRANSFORMATION

La catégorie 3-A concerne les opérateurs qui pratiquent la première transformation : Mareyeurs, Mareyeurs et Poissonniers indépendants ou en supermarchés.

Les ventes annuelles moyennes de produits locaux par opérateur sont estimées à 21 tonnes. 33 opérateurs entrent dans la catégorie. Les ventes totales de la catégorie sont estimées à 500 tonnes. NB : on ne considère ici que les coûts de la transformation, pas de la commercialisation de ces produits transformés.

4.4.1 Tableau de synthèse

Catégorie 3-A : Coûts de première transformation										
	Coûts en Martinique				Coûts en France hexagonale			Surcoûts en Martinique		
Poste	Référence DOM (Coût, Prix, source, année de ref)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en €/tonne ou €/kg (par type de pêche) (= Méthode de calcul)	Base (€/Unité) Colonne A	Montant en € par entreprise	Justification	Base (€/Unité) Colonne B	Montant en € par entreprise	Base (€/unité) Surcoût A-B	Montant en € par entreprise	Montant par tonne de poisson vif pêché
Matière première	La matière première est déjà aidée dans le cadre de la production. Les produits importés ne sont pas éligibles à la compensation (article 70 FEAMP)			0		0		0		0
Traitement des déchets	Prix : 0,47 euros/kg (syndicat mixte de traitement des déchets ménagers de Martinique) Consommation : pas de surcoût	Coût du traitement des déchets par tonne de produit transformé = (coût du traitement à la tonne de déchet x % de déchets x volume de matière première) / volume de produit	0,47	3 046	En métropole les déchets peuvent être valorisés. On peut considérer que cette valorisation couvre à minima les frais de tris, de coût de main d'œuvre et de transport. On	0,00	0	0,47	3046	201

		transformé en tonnes			applique par conséquent un coût métropolitain nul. Le surcoût est égal au coût.					
Triage et neutralisation des espèces toxiques ou vénéneuses	Le poisson lion est en cours de reconnaissance par le marché. Son triage entre alors dans la chaîne de production / transformation et ne constitue pas un surcoût.		0	0		0,00		0,00		0
Energie	Consommation : société Multi Fish, gestionnaire de 3 poissonneries de supermarchés (2014) Etude ADEME = 35% de consommation d'électricité en plus dans les DOM (pour de la réfrigération ou de la congélation)	Coût de l'énergie par tonne de produit transformé = (consommation d'électricité – consommation pour la production de glace) / volume de produit transformé en tonnes L'énergie consommée pour la production de glace est déduite car prise en compte dans la		2544	DPMA: Base référence France hexagonale=1		1885		660	44

		partie commercialisation (produits livrés sous glace)									
Frais Financiers	Non quantifiables: Les taux d'intérêts en Martinique sont supérieurs de 1 à 3% à ceux de métropole selon le terme et la période (IEDOM 2013). Mais le taux moyen d'endettement du secteur est à ce jour inconnu.			0	DPMA: Taux métropole = 2,70%						0
Assurances	Non quantifiable : Comparaison impossible à cause des disparités de situations et de taux de couvertures des assurances entre les DOM.			0			0			0	0

Télécommunications	Non quantifiable Les coûts d'accès aux télécommunications sont plus élevés mais c'est surtout le manque de couverture ou de débit qui provoque des situations de surcout pouvant être très élevés par rapport à une économie qui dispose elle de tous les moyens de communication moderne			0			0		0	0
Services de Conseils	Non quantifiable : problématique plutôt conjoncturelle que structurelle : le surcoût est lié au fait qu'il faille faire venir des compétences dans ces territoires lorsqu'elles n'existent pas localement du fait de l'étroitesse du marché.			0			0			0
Coûts liées aux investissements visés à l'article 69 du règlement FEAMP	Non renseigné			0			0			0
Frais de personnel	Non renseigné			0			0			0

Conditionnement et emballage	Pris en compte dans la partie commercialisation			0			0			
Réfrigération et congélation	Dans le poste coût de l'énergie			0			0			
Coût lié aux mesure relevant de l'article 69 du règlement FEAMP	Non renseigné			0			0			
AUTRES										
Renouvellement des outils de production	Pour le montant de l'investissement et la liste de matériel: Mareyeur Longchamp	Coût des investissements productifs par tonne de poisson = (prix d'achat / durée d'amortissement) / volume de produit transformé en tonnes	65000	13 000	L'investissement de construction d'une usine dans les DOM coûte 75 % plus cher qu'en métropole (cf. référence approuvé communautaire aide d'Etat concernant la construction d'une usine à la Réunion (Crête d'or) en 2014 et aide d'état autorisé par la Commission en conséquence de ces surcoûts).		7429	37143	5571	368

Stockage (le cas échéant)	Le stockage des produits est pris en charge par les opérateurs eux-mêmes et donc inclus dans les postes Energie et Renouvellement des outils de production.		0	0		0	0			0
Surcoût de production	Le travail de première transformation du poisson est peu automatisé et ne risque pas la mise en surcapacité d'investissement productifs.		0	0		0	0			0
Montant total des surcoûts pour la catégorie 3-A										614

4.4.2 Descriptif des postes budgétaires

En Martinique la grande majorité des produits commercialisés sont transformés (écaillage, découpe...)

On considère ici que tous les volumes sont transformés avant commercialisation (au minimum écaillage).

Une petite partie peut être emballée (barquette filmée, emballage sous vide...) par les opérateurs (uvcm) mais cela reste encore très marginal en quantité pour les produits locaux.

En l'absence de véritables mareyeurs ce sont les commerçants - Mareyeurs et Poissonniers - qui assurent cette transformation.

En France hexagonale, cette activité est répartie entre les mareyeurs et les poissonniers.

Ce sont principalement les informations fournies par 2 transformateurs, Mareyeur et Poissonnerie, que nous avons utilisées pour nos estimations de surcoûts.

Les volumes traités pris en compte sont ceux d'un opérateur moyen déterminés à partir d'une estimation des volumes globaux transformés et du nombre d'opérateurs de la catégorie.

Poste budgétaire : TRAITEMENT DES DÉCHETS

Explication du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique

Les déchets de transformation correspondent à un coût d'élimination pour l'opérateur.

Alors que leur valorisation est possible en FH (donc à coût zéro ou pouvant représenter une recette), elle constitue un coût pour l'opérateur martiniquais.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

Le coût du traitement des déchets est fonction du volume de matière première, du pourcentage de déchets et du prix unitaire du traitement.

Volumes de déchet estimé à 30% de la matière première traitée, incluant les produits invendus.

Le coût de traitement en Martinique est de 0.47 euros/kg et est équivalent au surcoût.

Formule de calcul :

$\text{Coût du traitement des déchets par tonne de produit transformé} = (\text{coût du traitement à la tonne de déchet} \times \% \text{ de déchets} \times \text{volume de matière première}) / \text{volume de produit transformé en tonnes}$
--

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Pour le prix du traitement : syndicat mixte de traitement des déchets ménagers de Martinique (2014)	
Pour le taux de déchets : poissonneries	Pour le taux de déchets : considéré comme identique à la Martinique

Données de calcul

	Première transformation
coût déchets euros/kg M	0,47
coût déchets euros/kg FH	0
matière première tonne/an	21,6

taux de déchets	30%
-----------------	-----

Résultats de surcoûts

Euros/tonne de produit fini	Première transformation
Martinique (€/t)	201
France hexagonale (€/t)	0
Surcoût (€/t) PF	201

Poste budgétaire : TRIAGE ET NEUTRALISATION DES ESPECES TOXIQUES OU VENENEUSES

La Martinique est actuellement confrontée à la prolifération du poisson Lion *Pterois volitans* dont la principale caractéristique est la présence, à l'extrémité de ses nageoires, d'épines venimeuses. Jusque récemment et pour cette raison, les pêcheurs Martiniquais ne pêchaient pas cette espèce, qui constituait donc une contrainte pour leur activité.

Cet état de fait est en train d'évoluer puisque le poisson Lion est une espèce comestible et donc valorisable à condition de savoir la travailler, ce que certaines entreprises sont en train de démontrer.

Si la présence du poisson Lion pouvait être considérée comme une spécificité Martiniquaise éligible à compensation, il n'est cependant pas souhaitable de l'inclure dans ce plan puisqu'elle est en train de devenir une opportunité de valorisation.

Poste budgétaire : ENERGIE

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique

Il s'agit de l'électricité consommée pour les activités de transformation, les chambres froides et la production de glace.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

Pour simplifier et ne pas compter 2 fois un surcoût, la consommation énergétique de la production de glace (10 euros par tonne de glace) est imputée à l'activité de commercialisation associée à la transformation. On retire donc ce coût du coût énergétique global.

Pour le reste, on impute seulement la part correspondant à la transformation des produits locaux dans le cas de produits d'importation également transformés.

Par rapport à la France hexagonale, on considère une consommation d'énergie de 35% supérieure en Martinique (étude ADEME).

Formule de calcul :

$\text{Coût de l'énergie par tonne de produit transformé} = (\text{consommation d'électricité} - \text{consommation pour la production de glace}) / \text{volume de produit transformé en tonnes}$
--

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Pour le prix : EDF	Pour le prix : EDF
Pour la consommation : société Multi Fish, gestionnaire de 3 poissonneries de supermarchés	Pour la consommation (surconsommation de la Martinique) : ADEME / DPMA

Données de calcul

	Première transformation
Consommation électrique euros/mois	1300
Produit transformé tonnes/mois	6,8
Électricité pour la glace euros / tonne de produit transformé	23
Matière première locale tonne/an	21,6
Surconsommation électrique M	35%

Résultats de surcoûts

Euros/tonne de produit fini	Première transformation
Martinique (€/t)	168
France hexagonale (€/t)	125
Surcoût (€/t) PF	44

Poste budgétaire : INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS TRANSFORMATION**Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique**

Il s'agit d'investissements nécessités par l'activité de première transformation.

Pour un atelier de base de première transformation, principalement : 1 chambre froide, 1 machine à glace, 2 tables inox, 1 bac de nettoyage, 1 congélateur, 1 écailleuse électrique, 1 scie à os, 1 balance, 1 stérilisateur à couteaux, 1 équipement de nettoyage des locaux.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

Le coût des investissements est fonction du prix d'achat et de la durée de l'amortissement.

Il y a un surcoût à l'achat du matériel importé en raison du fret et des taxes, estimé à 75% en référence à l'étude menée sur la réalisation de l'usine Crête d'or de la Réunion (2014).

L'amortissement est de 5 ans identique en Martinique et en France hexagonale.

Pour une poissonnerie qui traite à la fois des produits locaux et d'import (cas des poissonneries), l'imputation doit être partielle.

Nous considérons ici la transformation réalisée par une Mareyeur qui ne traite que des produits locaux et avec un investissement dimensionné à son volume d'activité correspondant au descriptif ci-dessus. L'imputation est donc totale.

La production dépend du volume de produits traités et du taux de déchets (incluant les invendus) estimé à 30%.

Formule de calcul :

$$\text{Coût des investissements productifs par tonne de poisson} = (\text{prix d'achat} / \text{durée d'amortissement}) / \text{volume de produit transformé en tonnes}$$
Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Pour l'inventaire et le montant de l'équipement : Mareyeur Longchamp	Pour le prix (différentiel avec la Martinique) : Référence usine Crête d'or (La Réunion) 2014 : Pour l'équipement : considéré identique à la Martinique

Données de calcul

	Première transformation
Prix d'achat € Martinique	65000
Surcoût Martinique	75%
Durée d'amortissement en années	5
Matière première tonnes/an	21,6
Taux de déchets	30%

Résultats de surcoûts

Euros/tonne de poisson	Première transformation
Martinique (€ :t)	860
France hexagonale (€/t)	716
Surcoût (€/t) PF	143

4.5 LA SECONDE TRANSFORMATION

La catégorie 3-B concerne les opérateurs qui pratiquent la seconde transformation des produits aquatiques. La seconde transformation est un domaine qui appartient généralement au secteur de l'industrie agroalimentaire plutôt qu'à celui de la pêche ou de l'aquaculture. Néanmoins, il n'est pas rare de trouver des producteurs cherchant à valoriser leur production par une transformation élaborée, sous forme de produits fumés, de terrines, voire de plats cuisinés artisanaux.

Dans ce cas, la seconde transformation vient en prolongement direct du métier du pêcheur ou de l'aquaculteur, tout comme peuvent l'être les opérations de découpe et conditionnement qui définissent la première transformation.

On considère alors que ces coûts de seconde transformation entrent dans la logique de la compensation des surcoûts des produits issus de la pêche et de l'aquaculture.

En Martinique, il existe une forte volonté de développer cette activité complémentaire, comme le montrent les travaux menés par le PARM sur le développement d'ateliers à petite échelle.

A ce jour, cette dynamique est en cours mais peu de données comptables précises existent sur des unités opérationnelles.

Un projet de fumage de poisson mené par un pêcheur (J.L. Olivier) a été pris comme référence pour une première approche de ces surcoûts qui seront essentiellement liés à :

- l'importation de l'ensemble du matériel de production
- le coût d'importation des consommables
- le coût de traitement des déchets

Ce projet est initialement conçu pour produire 1.8 t /an avec l'objectif d'atteindre 3t/an en 2020. Malgré ces volumes très limités, il est représentatif d'un modèle d'unité pouvant essaimer sur le territoire de la Martinique.

4.5.1 Tableau de synthèse

Catégorie 3 - B : Seconde transformation												
	Coûts en Martinique					Coûts en France hexagonale				Surcoûts		
Poste	Référence DOM (Coût, Prix, source, année de ref)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en €/tonne ou €/kg (par type de pêche) (= Méthode de calcul)	Base (€/Unité) Colonne A	Montant en € par entreprise		Justification	Base (€/Unité) Colonne B	Montant en € par entreprise		Base (€/unité) Surcoût A-B	Montant en € par entreprise	Montant par tonne de poisson vif pêché
Traitement des déchets	Prix : 0,47 euros/kg (syndicat mixte de traitement des déchets ménagers de Martinique) Consommation : pas de surcoût	Coût du traitement des déchets par tonne de produit transformé = (coût du traitement à la tonne de déchet x % de déchets x volume de matière première) / volume de produit transformé en tonnes	0,47	254		Le coût du traitement des déchets organiques valorisable est est nul en métropole.	0,00	0		0,47	254	141
Energie	Montants non connus à ce jour			0								0

Frais bancaires	L'import du matériel productif implique d'engager 60 jours de trésorerie avant le début de la production (transport et dédouanement), au taux de 4,05% Montant de l'investissement initial: 50 k€ (source, Bovida 2014)	Coûts financiers /kg de produit fini =[(Montant de l'investissement x 4.05%) x durée de financement] / (durée de vie du matériel x volume annuel produit		67	Référence France hexagonale = 0 (pas de BFR lié à la durée du transport maritime)		0		67	37
Investissement productif	Matériel de fumage importé à 100% de métropole: Fumoir Arcos et Matériel la Bovida, montant total ~50 k€ rendu Martinique	Coût des investissements productifs par tonne de poisson = (prix d'achat / durée d'amortissement) / volume de produit transformé en tonnes		10 000	L'investissement de construction d'une usine dans les DOM coûte 75 % plus cher qu'en métropole (cf. référence approuvé communautaire aide d'Etat concernant la construction d'une usine à la Réunion (Crête d'or) en 2014 et aide d'état autorisé par la Commission en conséquence de ces surcoûts).		5 714		4286	2381

Conditionnement en emballages	Couts des consommables: Projet d'entreprise JL Olivier	Cout d'emballage= Montant annuel des emballages / volume de production		700	L'importation des petits consommable de FH coûte environ 400€/an		300		400	222
Surcout global par tonne de produit de seconde transformation				11020			6014		5006	2781

4.5.2 Descriptif des postes budgétaires

Poste budgétaire : MATIERE PREMIERE

En cohérence avec la réflexion menée pour la première transformation, on considère que les matières premières ne représentent pas un surcoût en tant que tel.

Poste budgétaire : TRAITEMENT DES DECHETS

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique :

Un atelier de transformation, même de petite taille, est un lieu aux normes sanitaires où les déchets doivent être traités selon les normes en vigueur. Ceux-ci seront donc dirigés vers un opérateur externe en charge de les transformer ou de les détruire.

En Martinique, cet opérateur est IDEX environnement, prestataire du Syndicat Mixte de Traitement des Déchets Ménagers de Martinique.

En Métropole la référence choisie est la société Saria spécialisée dans le traitement des coproduits de la pêche et de l'aquaculture.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

Le coût /kg de traitement des déchets par IDEX est de 0.47€/kg

Le coût de traitement par la Saria est nul, puisque cette entreprise achète à hauteur de 60 à 70€/t les déchets de catégorie 3 pour sa filière de valorisation.

Formule de calcul :

$\text{Coût de traitement des déchets / kg de PF} = (\text{Quantité de déchets produit} \times \text{coût de traitement}) / \text{volume traité.}$
--

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Données de production issue des entretiens avec le producteur	Taux de déchet considéré comme identique en Martinique et en métropole
Tarif de traitement des déchets : IDEX Environnement	

Résultats de surcoûts

Euros/tonne de poisson	Première transformation
Coût de traitement des déchets en Martinique €/kg PF	0.14
Référence FH (€/kg de PF)	0.00
Surcoût €/ kg PF	0.14

Poste budgétaire : ENERGIE

L'énergie consommée dans un atelier de transformation quel qu'il soit est avant tout de l'énergie électrique dont le surcoût est de 2% par rapport à la métropole.

La consommation d'un atelier de fumage artisanal concerne essentiellement les cellules de refroidissement et l'automate de fumoir ainsi que l'éclairage.

Ces montants ne sont pas connus à ce jour.

Poste budgétaire : FRAIS BANCAIRES

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique :

Hormis l'import du matériel de production payable à la commande, on peut considérer qu'il n'y aura pas de frais financiers liés à cette activité artisanale destinée avant tout à la vente directe payée comptant.

En revanche l'investissement productif générera un engagement de trésorerie .

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

L'investissement global est de 50 000 € environ (devis Bovida et Arcos), et comporte les équipements principaux suivants

- Fumoir
- Cellule de refroidissement
- Balance poids prix
- Table de filetage + arrivée d'eau
- Matériel de découpe (couteaux, écailleurs)
- Tranchoir
- Vêtements de travail
- Consommables

Cet investissement sera réglé à la commande et réceptionné 2 mois après paiement.

Formule de calcul

$\text{Coûts financiers /kg de produit fini} = \frac{[(\text{Montant de l'investissement} \times 4.05\%) \times \text{durée de financement}]}{(\text{durée de vie du matériel} \times \text{volume annuel produit})}$

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Montant d'investissement : entretien producteur + devis industriels (Bovida & Arcos)	N/A
Taux de financement : IEDOM (2013)	

Résultat

Il faudra financer 50 k€ sur 60 jours à 4.05% / an soit 370 € de frais financiers, répartis sur la durée de vie de l'équipement soit 5 ans.

Les frais financiers à cet import sont donc de l'ordre de 74 €/an pour 1800 kg produits, soit **0.04€/kg PF**

Poste budgétaire : INVESTISSEMENT PRODUCTIF

Cet investissement importé de France hexagonale supporte des frais d'import importants : coûts logistiques (environ 3000 €) et Octroi de Mer (9.5%)

L'ensemble de ce surcoût est estimé à 75% sur la base de l'étude de l'usine crête d'Or de La Réunion (2014) qui est prise comme référence pour ce poste budgétaire.

La durée de l'investissement (matériel essentiellement) est de 5 ans.

Formule de calcul

$\text{Coûts d'investissement productif} / \text{t de produit fini} = [(\text{Montant de l'investissement} \times 0.75) / \text{durée d'amortissement}] / \text{volume annuel produit}$

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Montant d'investissement : entretien producteur + devis industriels (Bovida & Arcos)	Le surcoût d'investissement productif est estimé à 75% pour la Martinique
Taux de financement : IEDOM (2013) 4.05%	

Poste budgétaire : CONDITIONNEMENT EN EMBALLAGE

Certains consommables, et essentiellement la sciure de bois sont importés.

Le montant d'achat de consommables est de 300€ de consommables annuels, avec un surcoût très significatif de 400€ de coûts logistiques pour une production annuelle de 1.8 tonne soit un **surcoût de 0.22€/kg PF**

Total des surcoûts de 2ème transformation

2 ^{ème} Transformation	€ / kg PF
Traitement des déchets	0.14
Frais bancaires	0.04
Investissement productif	0.93
Télécommunications	0.13
Conditionnement en emballages	0.22
Total Surcoût €/kg PF	1.46

4.6 LA COMMERCIALISATION DE DETAIL

La commercialisation au détail est pratiquée par 2 catégories d'opérateurs : les poissonneries (spécialisées ou de supermarchés) et les Mareyeurs, une spécificité de la Martinique par rapport à la France hexagonale.

La catégorie 4-A concerne les Mareyeurs qui commercialisent exclusivement des produits de la pêche martiniquaise, en général après les avoir transformés (écaillage, découpe...) Les ventes annuelles moyennes par opérateur sont estimées à 18 tonnes. 15 opérateurs entrent dans la catégorie. Les ventes totales de la catégorie sont estimées à 273 tonnes. NB : on ne considère ici que les coûts de la commercialisation, pas de la transformation.

La catégorie 4-B concerne les poissonneries et les supermarchés. Les ventes annuelles moyennes par opérateur sont estimées à 13 tonnes de produits locaux. 18 opérateurs entrent dans la catégorie.

4.6.1 Tableaux de synthèse

Catégorie 4-A : Coûts de commercialisation des Mareyeurs												
	Coûts en Martinique					Coûts en France hexagonale				Surcoûts en Martinique		
Poste	Référence DOM (Coût, Prix, source, année de ref)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en €/tonne ou €/kg (par type de pêche) (= Méthode de calcul)	Base (€/Unité) Colonne A	Montant en € par entreprise		Justification	Base (€/Unité) Colonne B	Montant en € par entreprise		Base (€/unité) Surcoût A-B	Montant en € par entreprise	Montant par tonne de poisson vif pêché
Glace	Prix : pas de surcoût considéré. Un surcoût existe dû essentiellement au surcoût à l'achat de la machine à glace. Mais il est pris en compte dans l'investissement productif de l'atelier de transformation Quantité consommée : CRPMEMM. Besoins 60% supérieurs pour une activité	Coût de la glace par tonne de poisson vendu = prix de la glace x volume de poisson acheté / volume de poisson vendu	0,10	4 160		CRPMEM: Consommation de glace en France (1 kg / kg de poisson)	0,10	2600			1560	86

	identique (raisons climatiques) 1,6 kg de glace / kg de poisson									
Transport	Pour le prix du carburant : Arrêts préfectoraux Pour les quantités de carburant : Poissonneries (Multi Fish), Mareyeur (Mme Longchamp)	Coût du transport par tonne de poisson vendu = prix du carburant x kilométrage / volume de poisson vendu en tonnes	1,24	4960	Prix : surcoût de 14% du gasoil (écart de taxes) Consommation : pas de surcoût considéré	1,09	4367	0,15	593	33
Investissement productif transport	Concerne un camion équipé pour enlever au bateau et livrer les clients (Citroën Jumper 1390, équipé sur mesure en froid). Montant: Entreprise Longchamps 2014	Coût des investissements productifs par tonne de poisson vendu = (prix d'achat de l'investissement / durée d'amortissement) / volume de poisson vendu en tonnes	48000	9 600	Concerne un camion équipé pour enlever au bateau et livrer les clients Prix : surcoût de 20% (fret et différentiel de taxes) Amortissement : surcoût de 40% via un amortissement de 5 ans versus 7 ans en FH pour tenir compte des conditions de routes et de climat Au total : surcoût de 68%	40000	5714	8000	3886	214
Montant total des surcoûts pour la										332

catégorie 4-A										
---------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Catégorie 4-B : Coûts de commercialisation des poissonneries												
	Coûts en Martinique					Coûts en France hexagonale				Surcoûts en Martinique		
Poste	Référence DOM (Coût, Prix, source, année de ref)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en €/tonne ou €/kg (par type de pêche) (= Méthode de calcul)	Base (€/Unité) Colonne A	Montant en € par entreprise		Justification	Base (€/Unité) Colonne B	Montant en € par entreprise		Base (€/unité) Surcoût A-B	Montant en € par entreprise	Montan par tonne de poisson vif pêché
Glace	Prix : pas de surcoût considéré. Un surcoût existe dû essentiellement au surcoût à l'achat de la machine à glace. Mais il est pris en compte dans l'investissement productif de l'atelier de transformation Quantité consommée :	Coût de la glace par tonne de poisson vendu = prix de la glace x volume de poisson acheté / volume de poisson vendu	0,10	1 212		Prix : pas de surcoût considéré. Un surcoût existe dû essentiellement au surcoût à l'achat de la machine à glace. Mais il est pris en compte dans l'investissement productif de l'atelier de transformation Quantité consommée : besoins 60% supérieurs pour une activité identique (raisons climatiques) Au total, surcoût de 60%	0,10	758			455	36

	CRPMEEMM. Besoins 60% supérieurs pour une activité identique (raisons climatiques) 1,6 kg de glace / kg de poisson										
Transport	Pour le prix du carburant : Arrêtés préfectoraux Pour les quantités de carburant : Poissonneries (Multi Fish)	Coût du transport par tonne de poisson vendu = prix du carburant x kilométrage / volume de poisson vendu en tonnes	1,24	3100	Prix : surcoût de 14% du gasoil (écart de taxes) Consommation : pas de surcoût considéré	1,09	2729		0,15	371	29

Investissement productif transport	<p>Concerne un camion équipé pour enlever au bateau et livrer les clients (Iveco Daily 35C, équipé sur mesure en froid).</p> <p>Montant: Entreprise Multifish</p>	Coût des investissements productifs par tonne de poisson vendu = (prix d'achat de l'investissement / durée d'amortissement) / volume de poisson vendu en tonnes	60000	6 000	<p>Concerne un camion équipé pour enlever au bateau</p> <p>Prix : surcoût de 20% (fret et différentiel de taxes)</p> <p>Amortissement : surcoût de 40% via un amortissement de 5 ans versus 7 ans en FH pour tenir compte des conditions de routes et de climat</p> <p>Affectation de 50% de l'activité du camion à l'approvisionnement local</p> <p>Au total : surcoût de 68%</p>	50000	3571		10000	2429	193
Montant total des surcoûts pour la catégorie 4-B											353

4.6.2 Descriptif des postes budgétaires

En Martinique les détaillants, Mareyeurs et poissonneries (spécialisées ou de supermarchés), achètent en général directement au bateau. Les supermarchés peuvent aussi passer par des mareyeurs qui sont aussi poissonniers, mais les intermédiaires restent rares.

En France hexagonale les achats peuvent être réalisés directement en criées par les détaillants mais c'est marginal. Au contraire, les intermédiaires mareyeur, grossiste, plateforme d'enseigne) entre pêcheur et détaillant constituent le cas le plus fréquent.

Les Mareyeurs sont une particularité de la filière martiniquaise. Ils vendent en livraison ou sur un point de vente fixe.

En France hexagonale, il n'y a pas de commercialisation directement comparable. Les Mareyeurs se rapprochent à la fois des mareyeurs par l'approvisionnement, des poissonniers en boutique par les clients et des poissonniers ambulants par la place de la logistique.

Ce sont principalement les informations fournies par 2 opérateurs, Mareyeur et Poissonnier, que nous avons utilisées pour nos estimations de surcoûts.

Les volumes traités pris en compte sont ceux d'un opérateur moyen pour chacune des 2 catégories – Mareyeurs et poissonneries – déterminés à partir d'une estimation des volumes globaux commercialisés par catégorie et du nombre d'opérateurs de la catégorie.

Poste budgétaire : GLACE

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique

La glace est un poste clé dans la commercialisation du poisson. C'est facteur de surcoût en raison des conditions climatiques et des quantités supérieures consommées de ce fait par rapport à la France hexagonale.

La glace peut être achetée au détail ou elle peut être produite par une machine à glace par l'opérateur. C'est cette seconde hypothèse que nous retenons.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

Le coût de la glace est fonction de la quantité consommée et du prix au kg.

Le prix de revient de la glace est basé sur le prix de production d'une machine Généglaçe importée de France hexagonale.

L'investissement varie en fonction des capacités de production. La poissonnerie qui commercialise au global (produits locaux et importation) plus de volumes que la Mareyeur nécessite une machine plus productive.

	Production / an	Investissement
Mareyeur	0.7 tonne/jour	16000 euros
Poissonnerie	1 tonne/jour	19500 euros

L'amortissement est sur 5 ans comme en France hexagonale.

Les consommables sont de 0,02 euros par kg de glace.

On ne considère pas de surcoût de prix de revient de la glace par rapport à la France hexagonale car il est essentiellement dû au surcoût à l'achat de la machine à glace. Or ce surcoût est pris en compte dans l'investissement productif de l'atelier de transformation.

En revanche les quantités consommées en Martinique sont estimées 60% supérieures à la consommation en France hexagonale pour une activité identique. On considère en

Martinique une consommation de 1,6kg de glace pour 1kg de poisson acheté versus 1kg pour 1kg en France hexagonale.

Formule de calcul :

$\text{Coût de la glace par tonne de poisson vendu} = \frac{\text{prix de la glace} \times \text{volume de poisson acheté}}{\text{volume de poisson vendu}}$
--

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Pour le prix de la glace : données du fabricant de machines à glace	Pour le prix de la glace : considéré identique à la Martinique
Pour la consommation de glace : CRPMEEM	Pour la consommation de glace : CRPMEEM

Données de calcul

	Mareyeur	Poissonnerie
Coût de la glace euros/kg	0,10	0,04
Consommation de glace kg/kg poisson acheté	1,6	1,6
Achat opérateur tonnes / an	26	18
Ventes opérateur tonnes / an	18,2	12,6

Résultats de surcoûts

Euros/tonne de produit vendu	Mareyeur	Poissonnerie
Martinique	229	96
France hexagonale	143	60
Surcoût €/t PF	86	36

Poste budgétaire : TRANSPORT

Explication du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique

Nous ne retenons dans le poste transport que la consommation de carburant.

Le transport est assuré par le mareyeur à l'aide de son propre véhicule utilitaire.

L'investissement véhicule est pris en compte par ailleurs (voir ci-dessous le chapitre « investissement productif transport »).

Les conditions des routes et le climat peuvent générer des surcoûts d'entretien. Nous ne les prenons pas en compte car nous pratiquons déjà un amortissement plus rapide pour le véhicule en Martinique justifié par ces conditions d'utilisation.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

Le surcoût provient de l'écart de prix du gasoil, dû à la TVA récupérée en France hexagonale.

NB : le poissonnier ambulant ne paie pas non plus la TCIP. Cela est dû à son activité de forain qui va au-delà du simple transport, et que ne pratique pas la Mareyeur stricto sensu. Donc nous ne considérons pas l'écart de coût généré par cette taxe.

Formule de calcul :

$\text{Coût du transport par tonne de poisson vendu} = \text{prix du carburant} \times \text{kilométrage} / \text{volume de poisson vendu en tonnes}$

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Pour le prix du carburant : Arrêtés préfectoraux	Pour le prix du carburant : MEDDE
Pour les quantités de carburant : Poissonneries (Multi Fish), Mareyeur (Mme Longchamp)	Pour les quantités de carburant : considérées identiques à la Martinique

Données de calcul

	Mareyeur	Poissonnerie
Gasoil HT euros/litre M	1,24	1,24
Gasoil HT euros/litre FH	1,09	1,09
Consommation de gasoil litres/an	4000	2500
Ventes opérateur tonnes / an	18,2	12,6

Résultats de surcoûts

Euros/tonne de produit vendu	Mareyeur	Poissonnerie
Martinique	273	246
France hexagonale	240	217
Surcoût €/t PF	33	29

Poste budgétaire : INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS TRANSPORT

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique

Il s'agit d'investissements nécessités par la commercialisation.

Pour les Mareyeurs : un camion équipé pour enlever au bateau et livrer les clients. Le modèle considéré est un Citroën Jumper 1390, équipé sur mesure en froid avec des aménagements intérieurs aux normes (achat 2014).

Pour les Poissonniers : un camion équipé multi-usage (enlever au bateau mais aussi approvisionner en produits d'importation, assurer des livraisons...) On considère que 50% de l'utilisation du camion est affecté aux produits locaux (seulement environ 20% des volumes mais plus de km au kg transporté). Le modèle considéré ici est un Iveco Daily 35C, équipé sur mesure en froid, avec hayon et aménagements intérieurs.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

Le coût des investissements est fonction du prix d'achat et de la durée de l'amortissement.

Il y a un surcoût à l'achat du matériel importé en raison du fret et des taxes, estimé à 20%.

L'amortissement est de 5 ans en Martinique versus 7 ans en France hexagonale pour tenir compte des conditions de routes et de climat.

Pour la poissonnerie qui traite à la fois des produits locaux et d'import (cas des poissonneries), l'imputation des coûts est partielle.

Formule de calcul :

Coût des investissements productifs par tonne de poisson vendu = (prix d'achat de l'investissement / durée d'amortissement) / volume de poisson vendu en tonnes

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Pour le prix : Mareyeur Longchamp, société Multi Fish (poissonnerie)	Pour le prix (différentiel avec la Martinique) : société Multi Fish
Pour l'équipement : Mareyeur Longchamp, société Multi Fish (poissonnerie)	Pour l'équipement : considéré identique à la Martinique

Données de calcul

	Mareyeur	Poissonnerie
Prix d'achat euros M	48000	60000
Imputation aux produits locaux	100%	50%
Surcoût M	20%	20%
Durée d'amortissement M en années	5	5
Durée d'amortissement FH en années	7	7
Ventes opérateur tonnes / an	18,2	12,6

Résultats de surcoûts

Euros/tonne de produit vendu	Mareyeur	Poissonnerie
Martinique	527	476
France hexagonale	314	283
Surcoût €/t PF	214	193

4.7 LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS D'AQUACULTURE PAR LES PRODUCTEURS

4.7.1 Tableaux de synthèse

Espèce produite Cherax								
Base production 6000 kg/an								
Poste budgétaire	Coûts en Martinique		Coûts France hexagonale		Surcoûts en Martinique			
	Base (€/Unité)	Montant en € par exploitation	Base (€/Unité)	Montant en € par exploitation	Base (€/unité)	Montant en € par exploitation	Montant par kg produit	Justification
Glace	-	-	-	-	-	-	-	L'écrevisse Cherax est commercialisée vivante, sans ajout de glace
Transport	0,57	3445	0,41	2442	—	1003	0,17	On considère deux modèles d'exploitation équivalents en M et FH, sur le modèle martiniquais où: Le producteur livre lui même son produit sous glace. Il effectue 3 livraisons par semaine pour un trajet de 100 km. On prend en compte une durée de vie de véhicule plus courte en MARTinique, un prix d'achat plus élevé, et un cout de carburant également plus élevé.
TOTAL		3445		2442		1003	0,17	

Espèce produite Base production								
Tilapia 6000 kg/an								
Poste budgétaire	Coûts en Martinique		Coûts France hexagonale		Surcoûts en Martinique			
	Base (€/Unité)	Montant en € par exploitation	Base (€/Unité)	Montant en € par exploitation	Base (€/unité)	Montant en € par exploitation	Montant par kg produit	Justification
Glace	0,15	1743	0,153	918		825	0,137	Différence de prix d'achat: - prix de vente Coopemar en sac de 50 kg Référence; prix moyen de vente en sac (20kg) sur 2 MIN de FH (Nantes et Rungis) Différence de consommation - M: 2kg de glace / kg de produit frais - FH: 1kg de glace / kg de produit frais
Transport	0,57	3445	0,16	2442	0,41	1003	0,167	On considère deux modèles d'exploitation équivalents en M et FH, sur le modèle martiniquais où: Le producteur livre lui même son produit sous glace. Il effectue 3 livraisons par semaine pour un trajet de 100 km. On prend en compte une durée de vie de véhicule plus courte en Martinique, un prix d'achat plus élevé, et un cout de carburant également plus élevé.
TOTAL		5188		3360		1827	0,30	

Espèce produite Base production								
Ombrine 15000 kg/an								
Poste budgétaire	Coûts en Martinique		Coûts France hexagonale		Surcoûts en Martinique			
	Base (€/Unité)	Montant en € par exploitation	Base (€/Unité)	Montant en € par exploitation	Base (€/unité)	Montant en € par exploitation	Montant par kg produit	Justification
Glace	0,12	3528	0,153	2295		1233	0,08	Différence de prix d'achat: - prix de vente Coopemar en sac de 50 kg Référence; prix moyen de vente en sac (20kg) sur 2 MIN de FH (Nantes et Rungis) Différence de consommation - M: 2kg de glace / kg de produit frais - FH: 1kg de glace / kg de produit frais
Transport	0,23	3445	0,16	2442	0,07	1003	0,07	On considère deux modèles d'exploitation équivalents en M et FH, sur le modèle martiniquais où: Le producteur livre lui même son produit sous glace. Il effectue 3 livraisons par semaine pour un trajet de 100 km. On prend en compte une durée de vie de véhicule plus courte en Martinique, un prix d'achat plus élevé, et un cout de carburant également plus élevé.
TOTAL		6973		4737		2236	0,15	

Espèce produite		Cobia						
Base production		12000 kg/an						
Poste budgétaire	Coûts en Martinique		Coûts France hexagonale		Surcoûts en Martinique			
	Base (€/Unité)	Montant en € par exploitation	Base (€/Unité)	Montant en € par exploitation	Base (€/unité)	Montant en € par exploitation	Montant par kg produit	Justification
Glace	0,12	2823	0,153	1836		987	0,082	Différence de prix d'achat: - prix de vente Coopemar en sac de 50 kg Référence; prix moyen de vente en sac (20kg) sur 2 MIN de FH (Nantes et Rungis) Différence de consommation - M: 2kg de glace / kg de produit frais - FH: 1kg de glace / kg de produit frais
Transport	0,29	3445	0,20	2442	0,08	1003	0,084	On considère deux modèles d'exploitation équivalents en M et FH, sur le modèle martiniquais où: Le producteur livre lui même son produit sous glace. Il effectue 3 livraisons par semaine pour un trajet de 100 km. On prend en compte une durée de vie de véhicule plus courte en Martinique, un prix d'achat plus élevé, et un cout de carburant également plus élevé.
TOTAL		6268		4278		1989	0,17	

4.7.2 Descriptif des postes budgétaires

L'approche des surcoûts de la commercialisation de produits de l'aquaculture englobe les éléments de coûts nécessaires à la mise en marché des produits de l'exploitation.

En Martinique, le producteur met sa production en marché par ses propres moyens en suivant généralement la séquence d'opérations suivantes :

- Conditionnement des produits aquacoles en caisses isothermes
- Glaçage des produits
- Transport des produits et livraison aux clients (restaurants, poissonneries et rayons marée des magasins de grande distribution, particuliers).

En termes de coûts, cela se traduit par 3 postes principaux :

- Les emballages
- La glace
- Le transport

Poste budgétaire : EMBALLAGES

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique :

Les emballages utilisés pour le transport des produits sont des caisses isothermes (type glacière) qui sont réutilisables à vie et propriété du producteur, et utilisée par ailleurs lors des opérations de pêche.

En comparaison, le coût d'emballage moyen d'un mareyeur ou d'un industriel de produits de la mer frais conditionnés sous glace en caisses polystyrène est de l'ordre de 0.20€/kg

On considérera donc qu'il n'y a pas de surcoût lié à l'emballage stricto sensu.

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Données techniques ont été obtenues au cours d'entretiens menés par le CRPMMEMM auprès des producteurs aquacoles les plus fiables et représentatifs de la filière.	Coût emballage produits de la Mer frais : société Miti (Nantes, cuisson de crevettes)

Poste budgétaire : GLACE

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique :

La glace utilisée par les producteurs est achetée à la Coopérative d'avitaillement Coopemar ainsi qu'auprès d'autres unités de fabrication situées sur le littoral

Le producteur doit donc acheter cette glace, conditionnée en sacs de 50 kg et la transporter à ses frais jusqu'à son exploitation.

Le Cherax, qui est vendu vivant, ne consomme pas de glace.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

3 paramètres sont pris en compte dans ce calcul :

- Le prix d'achat de la glace

- La quantité achetée, qui prend en compte la nature du produit et les conditions climatiques, en moyenne 2 kg de glace par kg de produit frais (le rapport est de 1 pour 1 en France hexagonale)
- La distance parcourue : 25 km en moyenne par aller simple (on considère que le producteur optimise des trajets et ne roule pas à vide)
- Le coût kilométrique, du véhicule (détaillé dans la rubrique « coût de transport) et qui est de 0.22€/km

Formule de calcul :

$$\text{Coût de glace / kg produit livré} = [(\text{prix d'achat du kilo de glace} + \text{cout de transport}) \times \text{consommation de glace / kg de produit frais}]$$

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Prix de glace : 4.50€ le sac de 50 kg : Coopérative d'avitaillement Coopemar Informations sur l'organisation des livraisons et la consommation de glace : issues des entretiens avec les producteurs	Prix de glace FH : 0.153€/kg MIN de Nantes et Rungis qui mettent à disposition des mareyeurs de la glace en sac

Résultats de surcoûts

	Cherax	Tilapia	Ombrine	Cobia
Coût glace Martinique €/kg PF	0.00	0.29	0.23	0.23
Référence FH (€/kg de PF)	0	0.15	0.15	0.15
Surcoût €/ kg PF	0	0.14	0.08	0.08

Poste budgétaire : TRANSPORT

Explicitation du poste budgétaire par rapport au contexte de la Martinique :

Il concerne le coût de la tournée de livraison de produits frais opérée par le producteur avec son véhicule professionnel. Il s'agit en général d'un véhicule léger (type pick-up) équipé d'une cellule isotherme. Le véhicule est importé de métropole sans cet équipement, ce dernier étant installée en Martinique.

Les tournées ont lieu sur une moyenne de trois fois par semaine toute l'année.

Justification de l'arithmétique du calcul de surcoût

- On considère que les producteurs effectuent trois tournées de livraison par semaine toute l'année, soit 156 tournées par an.
- La distance parcourue à chaque tournée est de 100 km
- Le prix d'achat d'un véhicule léger importé de métropole est de 16500 €
- Le coût d'installation d'une cellule froid est de 4500, soit un cout total du véhicule de 21000€
- Un véhicule équivalent en métropole coûte 12500€ + 4500€ soit 17000€
- Compte tenu de l'état des routes et de l'agressivité des conditions climatiques martiniquaises, les véhicules ont une durée de vie de 5 ans contre 7 ans en métropole. Cet amortissement plus court intègre de facto des coûts d'entretien plus élevés et difficiles à chiffrer.
- La consommation moyenne est estimée à 7litres de Gasole /100km

- Le prix du Gasole est de 1.25€/l en Martinique et 1.08 €/l en France hexagonale (hors TVA)

Formule de calcul :

Coût de transport / kg de produit frais = (amortissement du véhicule + coût annuel de carburant)/ volume annuel produit

Source des données de calcul

Données Martinique	Données France hexagonale
Données sur les tournées de livraison issues des enquêtes menées auprès des producteurs.	Véhicule : Un coût inférieur de 20% (moyenne des produits importés) a été pris en considération.
Carburant : valeur à la pompe en sept 2014	Carburant : valeur à la pompe en sept 2014

Résultats de surcoûts

Sur ces bases de calcul, on obtient les résultats de surcoûts logistiques / kg de Produit fini frais comme suit:

	Ecrevisse	Tilapia Rouge	Ombrine	Cobia
Coût logistique Martinique (€/an)	3549	3549	3549	3549
Coût logistique Martinique (€/kg PF)	0.57	0.57	0.23	0.29
Coût logistique FH (€/an)	2442	2442	2442	2442
Coût logistique FH (€/kg PF)	0.41	0.41	0.16	0.20
Surcoût (€/kg PF)	0.17	0.17	0.07	0.09

Total des surcoûts de commercialisation des produits de l'aquaculture

	Ecrevisse	Tilapia Rouge	Ombrine	Cobia
Volumes annuels produits (kg)	6000	6000	15000	12000
Surcoûts de commercialisation (€/an)	1107	2414	2386	2863
Surcoûts de commercialisation (€/kg PF)	0.17	0.31	0.15	0.17

4.8 ESTIMATION DES SURCOUTS SUR LA PERIODE 2014 - 2020

PÊCHE	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Volume total (tonnes/an)	1 241	1 270	1 338	1 412	1 489	1 571	1 658	9 979
Volumes éligibles (tonnes/an)	426	609	762	932	1 099	1 255	1 328	6 412
% volumes éligibles	34%	48%	57%	66%	74%	80%	80%	64%
Surcoûts (Keuros/an)	472	739	947	1 176	1 411	1 634	1 732	8 111
Surcoûts/tonne (euros/tonne)	1109	1214	1242	1262	1284	1302	1304	1265

AQUACULTURE	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Volume total (tonnes/an)	48	70	97	117	173	210	248	964
% volumes éligibles	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Surcoûts (k€/an)	179	258	370	441	635	771	908	3561
Surcoûts/tonne (€/tonne)	3726	3669	3797	3763	3670	3664	3659	3693

(à mettre à jour)

PREMIERE TRANSFORMATION	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Volume total (tonnes/an)	500	544	593	645	703	765	833	4 583
% volumes éligibles	50%	80%	100%	100%	100%	100%	100%	92%
Volumes éligibles (tonnes/an)	250	436	593	645	703	765	833	4 224
Surcoûts (Keuros/an)	153	267	364	396	431	469	511	2 592
Surcoûts/tonne (euros/tonne)	614	614	614	614	614	614	614	614

SECONDE TRANSFORMATION	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Volumes (t)	2	6	7	7	8	10	12	52
Surcoûts / t (k€)	2914	2914	2914	2914	2914	2914	2914	2914
Surcoûts (k€)	5829	17487	20401	20401	23316	29145	34974	151554

COMMERCIALISATION	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Volume total (tonnes/an)	500	544	593	645	703	765	833	4 583
Volumes éligibles (tonnes/an)	250	436	593	645	703	765	833	4 224
% volumes éligibles	50%	80%	100%	100%	100%	100%	100%	92%
Surcoûts (Keuros/an)	75	130	177	193	210	228	249	1 261
Surcoûts/tonne (euros/tonne)	298	298	298	298	298	298	298	298

COMMERCIALISATION PAR LES AQUACULTEURS	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Volume total (tonnes/an)	48	70	97	117	173	210	248	964
% volumes éligibles	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	
Surcoûts (k€/an)	7.4	11.0	15.5	18.9	27.8	34.2	40.6	155.5
Surcoûts/tonne (€/tonne)	150	160	160	160	160	160	160	160

(à mettre à jour)

Total Compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture

Consolidation des compensations (unité)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Pêche	412	624	836	1067	1308	1497	1593	7 337
Aquaculture	179	258	370	441	635	771	908	3561
1 ^{ère} transformation	91	158	215	234	255	277	302	1 531
2 ^{nde} transformation	2.9	8.8	10.2	10.2	11.7	14.6	17.5	75.9
Commercialisation	94	164	224	244	265	289	315	1 595
Commercialisation Aquaculteurs	7.4	11.0	15.5	18.9	27.8	34.2	40.6	155.5
Total	776	1204	1645	1986	2463	2834	3118	14026

(à mettre à jour)

5. Identification des autorités compétentes

La mise en place des plans de compensations faisant partie des mesures régionalisables, l'autorité de gestion, responsable de la mise en œuvre des programmes, sera le Conseil Régional Martinique

	Nom de l'institution
Délégation de gestion	Conseil Régional Martinique

6. Financement supplémentaire aux fins de la mise en œuvre du plan de compensation (aide d'État)

6.1 L'aide à l'organisation et à la professionnalisation des filières

Le plan de compensation comme objectif, parmi d'autres, d'assurer que la concurrence s'exerce de manière effective, loyale et durable et de maintenir l'équilibre d'un marché intérieur de produits locaux. En effet, les productions locales martiniquaises sont surexposées à la concurrence et le plan de compensation prend en compte la permanence et la combinaison des handicaps liés à l'ultra périphéricité de la Martinique.

L'organisation et de professionnalisation des filières doivent être encore améliorées pour répondre aux besoins du marché local et pour qu'elles soient compétitives.

Il s'agit de soutenir les producteurs et les structures collectives adhérentes de l'AFIPAM dans le cadre de l'organisation et de la professionnalisation des filières pêche et aquaculture par :

- un accès à des actions de formation
- une offre d'études, de prestations techniques ou commerciales

7. Stratégie d'action du plan de compensation 2014-2020

7.1 Dispositif de mise en œuvre et de suivi du plan de compensation 2014-2020

Le dispositif de mise en œuvre du plan de compensation doit atteindre un triple objectif :

- Collecter une information fiable sur les volumes pêchés, débarqués, commercialisés et transformés
- Inciter les professionnels à recenser et affiner leurs coûts de production
- Distribuer les compensations de surcoûts de façon efficace et contrôlée

Ce dispositif doit donc être défini sur le principe de flux d'information à double sens :

- de bas en haut : collecte et remontée de l'information vers les instances de décision
- de haut en bas : mise en place de pratiques de bonne gestion et versement des compensations

Le rôle de la structure porteuse, aujourd'hui l'AFIPAM, dans le fonctionnement de ce dispositif est bien évidemment central pour mener la mission décrite ci-dessus, puisqu'elle se situera à l'interface entre le décisionnaire public (DG Mare, DM) et la profession (CRPMEEM et associations de producteurs).

Le CRPMEEM collecte les pièces comptables fournies par les producteurs et les dirige vers l'AFIPAM.

L'AFIPAM constitue le dossier de compensation pour chaque bénéficiaire sur la base des documents reçus : contrôle des documents, calcul du montant de la compensation.

La Direction de la Mer consolide les volumes de production halieutique (éligibles ou pas à compensations) et participe au contrôle de la procédure et à la validation des dossiers de compensation des bénéficiaires.

La Région Martinique, en tant qu'autorité de gestion déléguée, et récipiendaire des subsides communautaires de la part de l'ASP, effectue les paiements auprès des bénéficiaires sur la base de dossiers validés par l'AFIPAM et la DM.

On peut donc représenter le dispositif à mettre en place de la façon suivante :

Figure 14 : Dispositif de mise en œuvre du Plan de compensation des surcoûts

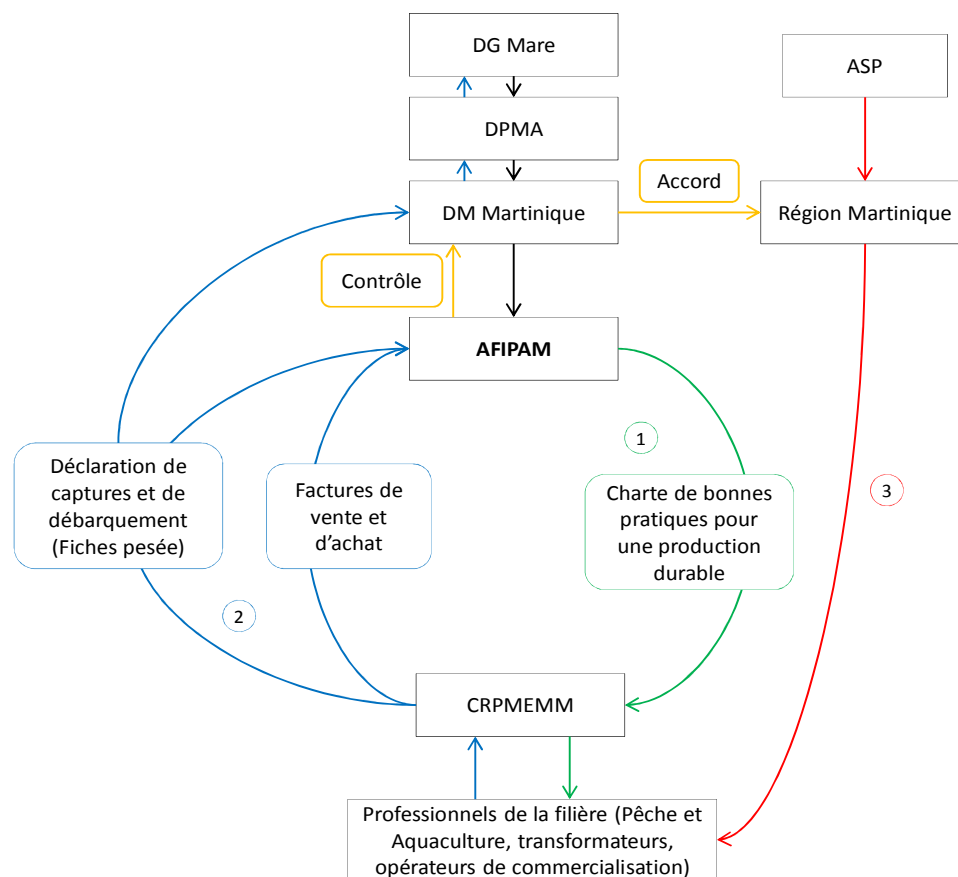
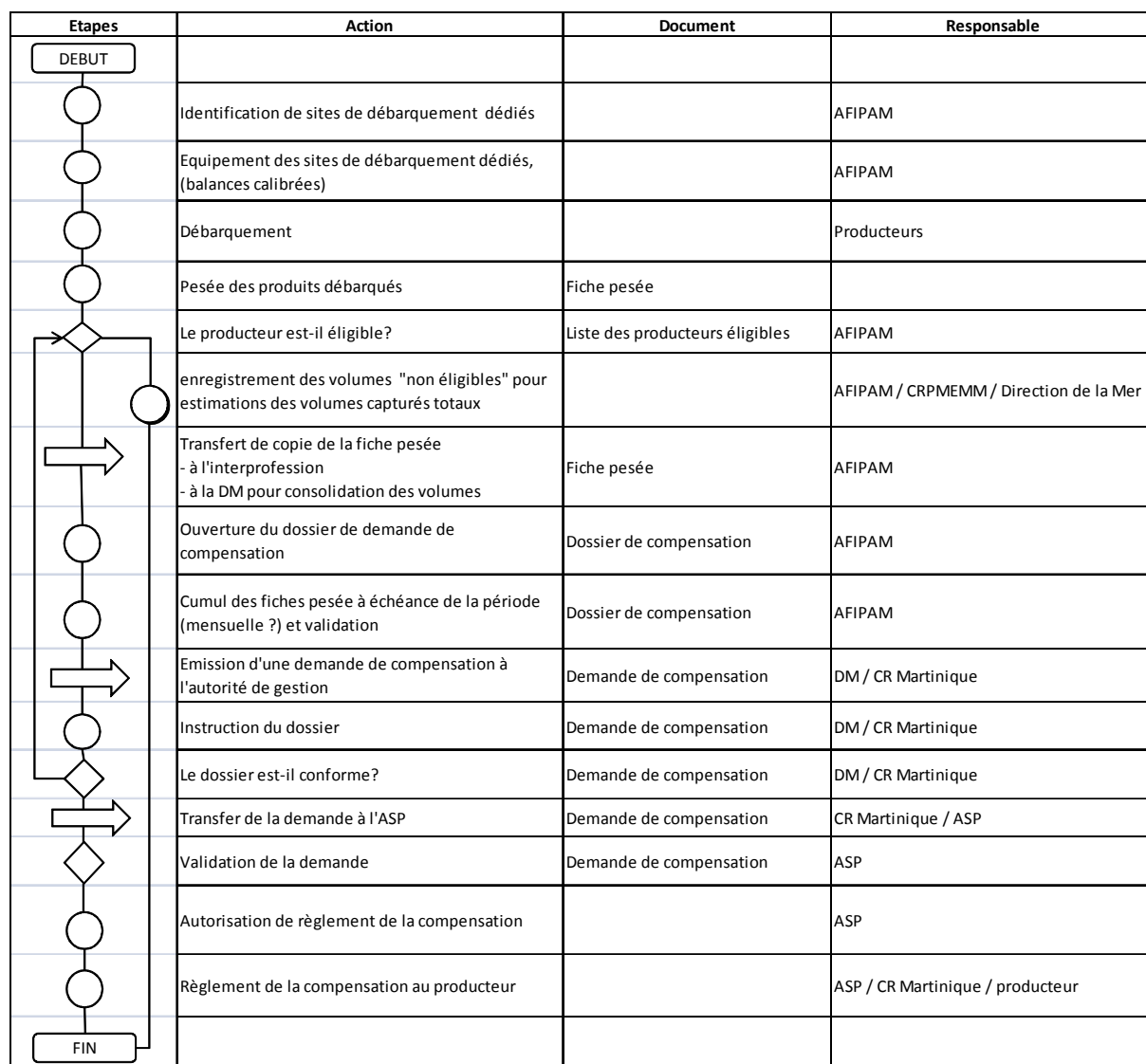


Figure 15 : Procédure type de compensation des surcoûts (Pêche)



7.2 Fiches mesures

Pour rappel : comme mentionné dans le chapitre 2 du présent document, le plan de compensation est destiné à soutenir les actions de production, de transformation et de commercialisation suivantes pour les secteurs de la pêche et de l'aquaculture martiniquaise :

- Pêche côtière en yole de moins de 10m
- Pêche au large en yole de moins de 10m
- Pêche au large en bateau de 10-12 m
- Pêche sur plateau Guyanais en bateau > 12m
- Aquaculture de poissons marins en cage flottantes (ombrine, Cobia)
- Aquaculture de poisson et crustacés en bassins à terre
- Première transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture (découpes, conditionnement)
- Seconde transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture (fumage)
- Commercialisation des produits de la pêche
- Commercialisation des produits de l'aquaculture

Nouvelle fiche type pour la pêche (selon DPMA) exemple pour la fiche mesure 1

Fiche Mesure 1	Pêche au large en yole < 10m
Type d'aide	Cette aide vise à : -soutenir la production de la pêche au large d'espèces pélagiques par des bateaux de petite taille afin de garantir la rentabilité et la durabilité de leur activité. -Accompagner le redéploiement vers la pêche au large sur des stocks sous-exploités.
Bénéficiaires	L'aide est versée à tout opérateur adhérent à une structure collective (armateur à titre individuel ou collectif), membre de l'AFIPAM ou de l'interprofession pêche et aquaculture
Conditions d'accès	Le bénéficiaire doit être immatriculé au registre de commerce et inscrit à l'ENIM, à jour de ses cotisations sociales, fiscales et professionnelles et pouvoir présenter des factures de vente de ses produits et / ou la fiche de pesée certifiée par l'AFIPAM.
Description de la Mesure	Les débarquements sont effectués sur un site dédié et agréé par l'association de préfiguration interprofessionnelle (AFIPAM) ou l'interprofession pêche aquaculture. Les volumes débarqués sont pesés et les fiches pesée transmises à l'Afipam et à la Direction de la Mer. Après validation par la Région Martinique la compensation est accordée sur cette base.
Indicateurs de suivi	Les fiches de pesée Nombre de bénéficiaires, Déclarations de capture Les espèces pêchées Volumes pêchés
Indicateurs de résultats	Tonnage pêché d'espèces pélagiques Montant des aides attribuées au titre de cette mesure

Fiche Mesure 2	Pêche côtière en yole < 10m
Type d'aide	Soutenir la production de la pêche sur le plateau côtier de poissons, crustacés et mollusques par des bateaux de petite taille afin de garantir la rentabilité et la durabilité de leur activité.
Bénéficiaires	Producteurs justifiant d'une pêche durable et responsable à savoir utilisation de casiers de maille supérieure ou égale à 38mm avec un système de neutralisation de la pêche en cas de perte et l'utilisation d'engins de pêche sélectifs
Conditions d'accès	Le bénéficiaire doit pouvoir présenter : <i>Durant la période transitoire</i> : des factures de vente de produits de la pêche, et la déclaration de capture et pouvoir présenter

	des factures d'achat d'intrants (carburant, matériel de pêche, glace, appâts) <i>En routine</i> : les fiches de pesées.
Description de la Mesure	Les débarquements sont effectués sur un site dédié et agréé par l'association de préfiguration interprofessionnelle (AFIPAM). Les volumes débarqués sont pesés et les fiches pesée transmises à l'Afipam et à la Direction de la Mer. Après validation par la Région Martinique la compensation est accordée sur cette base.
Indicateurs de suivi	Les fiches de pesée Nombre de bénéficiaires, Déclarations de capture Les espèces pêchées Volumes pêchés
Indicateurs de résultats	Baisse de l'effort de pêche sur ce segment Nombres de navires pêchant sur ce segment

Fiche Mesure 3	Pêche au large en navire ponté de 10 à 12 m
Type d'aide	Soutenir la production de la pêche au large pour des navires pontés de 10 à 12 m ciblant les espèces pélagiques afin de garantir la rentabilité et la durabilité de leur activité.
Bénéficiaires	L'aide est versée à tout opérateur adhérent à une structure collective (armateur à titre individuel ou collectif), membre de l'AFIPAM
Conditions d'accès	Le bénéficiaire doit être immatriculé au registre de commerce et inscrit à l'ENIM, à jour de ses cotisations sociales, fiscales et professionnelles et pouvoir présenter des factures de vente de ses produits et / ou la fiche de pesée certifiée par l'AFIPAM.
Description de la Mesure	Les débarquements sont effectués sur un site dédié et agréé par l'association de préfiguration interprofessionnelle (AFIPAM). Les volumes débarqués sont pesés et les fiches pesée transmises à l'AFIPAM et à la Direction de la Mer. Après validation par la Région Martinique la compensation est accordée sur cette base.
Indicateurs de suivi	Les fiches de pesée Nombre de bénéficiaires, Déclarations de capture Les espèces pêchées Volumes pêché
Indicateurs de résultats	Cette mesure permet de concentrer l'offre par le biais d'une incitation à débarquer dans des sites dédiées et équipés. A terme elle doit permettre de mieux connaître les volumes et la nature réelle des apports afin de répondre précisément aux attentes des pêcheurs mais aussi du marché en organisant les circuits de distribution. Cette mesure constitue également une incitation à la pêche sur les DCP que la Région souhaite développer afin de préserver les espèces du plateau côtier.

Fiche Mesure 4	Pêche sur le plateau Guyanais en navire de plus de 12m
Type d'aide	Soutenir la production de la pêche au large pour des navires pontés de plus de 12 m ciblant les espèces spécifiques au plateau Guyanais afin de garantir la rentabilité et la durabilité de leur activité.
Bénéficiaires	L'aide est versée à tout opérateur adhérent à une structure collective (armateur à titre individuel ou collectif), membre de l'AFIPAM.
Conditions d'accès	Le bénéficiaire doit pouvoir présenter des factures de vente et/ou fiches de pesées et pratiqué la pêche sur le plateau guyanais
Description de la Mesure	Les débarquements sont effectués sur un site dédié et agréé par l'association de préfiguration interprofessionnelle (AFIPAM) Les volumes sont déclarés à l'AFIPAM
Indicateurs de suivi	Les fiches pesée indiquant le poids débarqué par espèce et permettant d'identifier le navire, le pêcheur et la catégorie de pêche à laquelle il appartient (immatriculation du navire, nom du producteur, métier pratiqué). Niveau de production et maintien des emplois
Indicateurs de résultats	Cette mesure permet de concentrer l'offre par le biais d'une incitation à débarquer dans des sites dédiées et équipés. Elle doit permettre d'améliorer la commercialisation en organisant les circuits de distribution

Fiche Mesure 5	Première transformation
Type d'aide	Soutenir les opérations de première transformation (découpe de produits frais) afin de garantir la rentabilité et la durabilité de l'activité de ces opérateurs : mareyeurs et poissonniers
Bénéficiaires	Tout, mareyeur ou poissonnier immatriculé au registre de commerce, à jour de ses cotisations sociales, fiscales et professionnelles, adhérent à une structure collective, membre de l'AFIPAM
Conditions d'accès	Le bénéficiaire doit pouvoir présenter des factures d'achat de produits de la pêche locale et d'aquaculture, ainsi que des factures d'intrants (matériel et consommables de conditionnement dont glace, électricité, télécommunications) d'investissement productif et de vente de ses produits.
Description de la Mesure	Les opérations de première transformation ont lieu dans un atelier de mareyage ou une poissonnerie conforme aux normes sanitaires en vigueur et agréés par les services de la DDPP. L'opérateur transmet à l'AFIPAM l'ensemble de ses justificatifs d'achat et de vente. Après validation par la Région Martinique la compensation est accordée sur cette base.
Indicateurs de suivi	Quantités transformées Le nombre de mareyeurs La répartition par type de clients Prix moyen des produits Les factures d'achat et de vente indiquant le poids et l'espèce de produit transformé et le nom du fournisseur (pêcheur) et du client (magasin, restaurant, particulier).
Indicateurs de résultats	Cette mesure permet d'identifier les opérateurs de première transformation et garantir la qualité sanitaire et commerciale des produits issus de ces opérations. Elle permet également de garantir l'origine locale des produits, qui sera la seule origine de produits transformés éligible à compensation. Elle permet enfin de quantifier les volumes de produits de première transformation qui constituent la majorité des produits aquatiques mis en marché.

Fiche Mesure 6	Seconde transformation
Type d'aide	Soutenir les opérations de seconde transformation Accompagner les artisans ou pêcheurs souhaitant apporter de la valeur au produit de leur pêche, lorsque les opérations de transformation ont lieu dans le prolongement de l'activité de pêche et d'aquaculture, garantir la rentabilité et la durabilité de l'activité de ces opérateurs
Bénéficiaires	Tout pêcheur membre d'une structure collective adhérente à l'AFIPAM immatriculé au registre de commerce et inscrit à l'ENIM, à jour de ses cotisations sociales, fiscales et professionnelles, adhérent à une structure collective, membre de l'AFIPAM et titulaire d'un agrément sanitaire Tout opérateur de la filière (aquaculteur, mareyeur, poissonniers, artisan) immatriculé au registre de commerce, à jour de ses cotisations sociales, fiscales et professionnelles, adhérent à une structure collective, membre de l'AFIPAM et titulaire d'un agrément sanitaire
Conditions d'accès	Le bénéficiaire doit pouvoir présenter des factures d'achat de produits de la pêche locale et d'aquaculture précisant l'espèce, de matériel et consommables de transformation (sciure de bois) de conditionnement (emballages), de télécommunications, d'électricité et d'investissement productif (fumoir, véhicule de livraison), ainsi que de vente de ses produits.
Description de la Mesure	Les opérations de seconde transformation ont lieu dans un atelier conforme aux normes sanitaires en vigueur et agréé par les services de la DDPP. L'opérateur transmet à l'AFIPAM l'ensemble de ses justificatifs d'achat et de vente. Après validation par la Région Martinique la compensation est accordée sur cette base.
Indicateurs de suivi	Quantités transformées Les emplois générés Prix moyen des produits Les produits transformés Les factures d'achat et de vente indiquant le poids et l'espèce de produit transformé et le nom du fournisseur (pêcheur) et du client (magasin, restaurant, particulier).
Indicateurs de résultats	Cette mesure permet d'inciter les producteurs à se tourner vers le marché de la consommation et à créer de la valeur ajoutée. Elle permet de garantir la qualité sanitaire et commerciale des produits issus de la seconde transformation. Elle permet enfin d'identifier avec précision et de quantifier les volumes de produits de seconde transformation amenés à se développer dans les années à venir.

Fiche Mesure 7	Commercialisation
Type d'aide	Soutenir les opérations de commercialisation des produits aquatiques afin de garantir la rentabilité et la durabilité de cette activité de ces opérateurs : mareyeurs, poissonniers et pêcheurs.
Bénéficiaires	Tout pêcheur membre d'une structure collective adhérente à l'AFIPAM immatriculé au registre de commerce et inscrit à l'ENIM, à jour de ses cotisations sociales, fiscales et professionnelles, adhérent à une structure collective, membre de l'AFIPAM et titulaire d'un agrément sanitaire Tout opérateur de la filière (aquaculteur, mareyeur, poissonniers, artisan) immatriculé au registre de commerce, à jour de ses cotisations sociales, fiscales et professionnelles, adhérent à une structure collective, membre de l'AFIPAM et titulaire d'un agrément sanitaire
Conditions d'accès	Le bénéficiaire doit pouvoir présenter des factures de vente des ses produits et d'achat de glace, transport (carburant), télécommunications et investissement productif (camion réfrigéré).
Description de la Mesure	Les opérations de commercialisation doivent être réalisées dans les conditions sanitaires conformes aux normes en vigueur et agréées par les services de la DDPP (continuité de la chaîne du froid, qualité sanitaire de la glace utilisé). L'opérateur transmet à l'AFIPAM l'ensemble de ses justificatifs d'achat et de vente. Après validation par la Région Martinique la compensation est accordée sur cette base.
Indicateurs de suivi	Volumes commercialisés Prix moyen des produits Les espèces commercialisées Les factures d'achat et de vente indiquant le poids et l'espèce de produit et l'identification du fournisseur (pêcheur) et du client (magasin, restaurant, particulier).
Indicateurs de résultats	Elle permet de garantir la qualité sanitaire et commerciale des produits distribués sur le marché martiniquais. Elle permet d'identifier les circuits de distribution des produits aquatique et de les quantifier précisément.

Nouvelle fiche type pour l'aquaculture (selon DPMA) exemple pour la fiche mesure 8
(NdPER : à corriger)
Quid des montants des aides ? les indique-t-on ou pas ?

Fiche Mesure 8	Production aquacole : élevages en cages flottantes
Type d'aide	<p>Cette aide vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Soutenir les opérations de production d'aquaculture marine en cages flottantes (loup tropical et Cobia) -garantir la rentabilité et la durabilité de cette activité -aider les producteurs à faire face aux risques élevés qu'elle présente. <p>L'aide prévue est de :</p> <p>xxxxx €/kg d'ombrine ocellée en poids vif</p> <p>xxxxxx €/kg de Cobia en poids vif</p>
Bénéficiaires	Tout aquaculteur adhérent à une structure collective.
Conditions d'accès	<p>Etre immatriculé au registre de commerce, être à jour de ses cotisations sociales, fiscales et professionnelles, et présenter une comptabilité en bonne et due forme</p> <p>Le bénéficiaire final doit pouvoir présenter des factures d'achat d'intrants de production (aliment, alevins, énergie, consommables) et d'investissement productif (cages, bateau) ainsi que de vente de ses produits.</p>
Description de la Mesure	<p>Les opérations de production aquacole doivent être réalisées dans les conditions sanitaires et environnementales conformes aux normes en vigueur et agréées par les services de la DDPP.</p> <p>L'opérateur transmet à l'AFIPAM l'ensemble de ses justificatifs d'achat et de vente. Après validation par la Région Martinique la compensation est accordée sur cette base.</p>
Indicateurs de suivi	Les factures d'achat et de vente indiquant le poids et l'espèce de produit et l'identification du client (magasin, restaurant, particulier).
Indicateurs de résultats	<p>Tonnage produit</p> <p>Montant des aides attribuées au titre de la mesure</p>

Fiche Mesure 9	Production aquacole : élevages en bassins à terre
Objectifs	Soutenir les opérations de production d'aquaculture en bassins à terre : écrevisse et Tilapia rouge afin de garantir la rentabilité et la durabilité de cette activité et d'aider les producteurs à faire face aux risques élevés qu'elle présente.
Maitre d'œuvre	AMIV (période transitoire 2014) AFIPAM
Partenaires	COOPAQUAM, CR Martinique, DM Martinique, CRPMEM
Bénéficiaires	Tout aquaculteur adhérent à une structure collective..
Critères d'éligibilité	Etre immatriculé au registre de commerce, être à jour de ses cotisations sociales, fiscales et professionnelles, et présenter une comptabilité en bonne et due forme Le bénéficiaire final doit pouvoir présenter des factures d'achat d'intrants de production (aliment, alevins, énergie, consommables) et d'investissement productif (cages, bateau) ainsi que de vente de ses produits.
Description de la Mesure	Les opérations de production aquacole doivent être réalisées dans les conditions sanitaires et environnementales conformes aux normes en vigueur et agréées par les services de la DDPP. L'opérateur transmet à l'AFIPAM l'ensemble de ses justificatifs d'achat et de vente. Après validation par la Région Martinique la compensation est accordée sur cette base.
Montant de l'aide	Pour l'écrevisse : 6 168 €/tonne Pour le tilapia rouge : 4 118 €/tonne
Indicateurs de suivi	Les factures d'achat et de vente indiquant le poids et l'espèce de produit et l'identification du client (magasin, restaurant, particulier).
Indicateurs de contrôle	La comptabilité de l'entreprise doit être à jour et disponible.
Effets structurants	Elle permet de garantir la qualité sanitaire et commerciale des volumes produits et l'engagement du producteur sur des pratiques responsables. Elle participe à pérenniser cette activité à haut risque pour laquelle les antilles font preuve de volontarisme au niveau national.